

TABLE DES MATIÈRES

Mo	t du directeur	4
Le (CRDP réinventé	6
1. L	es publications de 2019	8
2. L	a formation des étudiants en 2019	8
3. L	es subventions en 2019	9
4.	Infrastructures	10
5.	Chercheurs du CRDP	11
	Chercheurs réguliers – Centre de recherche en droit public	11
	Chercheurs réguliers : Centre de recherche en droit prospectif	14
	Chercheurs honoraires	21
	Chercheurs invités	21
	Chercheurs collaborateurs	21
6.	Conseil de direction du CRDP	24
7.	Personnel administratif du CRDP	25
8.	Agents et assistants de recherche	26
9.	Les centres affiliés et réseaux de recherche	27
10.	Recherches du CRDP	30
	Axe 1. Régulation symbolique de la justice	30
	Axe 2. Régulation institutionnelle de la justice	34
	Axe 3. Régulation pratique de la justice	36
11.	Chaires de recherche	38
12.	Autres organisations de recherche associées directement au CRDP	40

Annexes	42
Annexe 1 : Les publications de 2019	43
Annexe 2 : Les conférences	54
Laboratoire de Cyberjustice	62
H-POD	71
Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politic de la santé	_
Chaire Lexum	80
Chaire Wilson	88
Annexe 3 : Liste des activités scientifiques par chercheur	99
Publications et réalisations des chercheurs réguliers du Centre	99
Publications et réalisations des étudiants et agents de recherche	117
Annexe 4 : Liste des chercheurs aux études supérieures	124

Mot du directeur

Changements. L'année 2019 fut riche en changements... Plus exactement, cette année fut un point de culmination des changements graduels que le CRDP a entrepris depuis l'échec de 2016 au concours du FRQ-SC « Regroupement stratégique ». Une profonde réorganisation a été effectuée au cours de l'année 2019 autour de cette nouvelle demande de subvention. Aussi, le CRDP, créé en 1962 à l'Université de Montréal, devient un centre de recherche interuniversitaire, intégrant les universités Laval et McGill. Dans le cadre d'un changement profond des statuts, actuellement en cours, de nouvelles règles de gouvernance vont être développées. Également, une équipe réinventée, rajeunie, beaucoup plus pluridisciplinaire, a été proposée afin de réinventer notre projet scientifique. Enfin, l'objet de recherche du CRDP évolue aussi grandement ; il favorise la réorientation des travaux des chercheurs vers la notion de justice, beaucoup moins mono-disciplinaire que celle de droit.

Nouvel objet d'étude. Comme nous l'avions déjà évoqué l'an passé, le changement donc n'est pas uniquement une manière d'imaginer le Centre à travers le temps; il constitue aussi la thématique centrale du Centre autour de laquelle les chercheurs vont se réunir; alliant rupture et continuité, il a été décidé de centrer les recherches à venir autour de la notion de « Justice et changements ». Ce nouvel objet d'étude a été structuré en fonction de trois axes – les régulations symbolique, institutionnelle et pratique – qui s'articulent autour de la quête de justice; d'une justice qui requiert d'être davantage valorisée. Si cette notion a toujours eu une importance centrale auprès des chercheurs du CRDP, elle est néanmoins sujette aujourd'hui à une multitude de tensions du fait de la rapidité des changements que nous vivons. Constamment invoquée comme la base d'une « société libre et démocratique », on doit pourtant participer à la construction d'un contexte qui soit favorable à son épanouissement.

Nouvelle thématique; nouveau nom. Afin de sceller cette transition, un changement d'appellation a été effectué, le CRDP (Centre de Recherche en Droit Public) devenant le Centre de Recherche en Droit Prospectif, et ce, en maintenant l'abréviation consacrée par plusieurs décennies d'utilisation. Au-delà du qualificatif « public » qui est devenu à la fois moins pertinent et moindrement représentatif de la somme des recherches entreprises, il s'agit surtout de traduire dans notre dénomination l'intérêt des chercheurs du Centre pour l'étude des « changements » et que nous allons appliquer à la notion de justice au-delà de la discipline du droit. Aussi, ce caractère prospectif (étymologie latine signifiant « scruter en avant », « vue d'ensemble ») que nous voulons intégrer dans l'appellation même de notre Centre se traduit au regard des trois perspectives (symbolique, institutionnelle et pratique) en appréhendant les faits actuels et à venir, identifiant les solutions innovantes et en diversifiant nos angles d'analyse.

Rapport de transition. Ce rapport, comme l'année qu'il représente, en est donc un de transition. Nous listerons en effet l'ensemble des chercheurs de ce Centre réinventé, mais les réalisations qui seront citées se cantonneront à évoquer celles des chercheurs « historiques », associés à la Faculté de droit de l'Université de Montréal.

Pour en savoir davantage, nous vous invitons à visiter l'ensemble de nos activités dont nous tentons de représenter fidèlement le dynamisme sur le site du CRDP.

https://www.crdp.umontreal

Prospectivement vôtre!



Vincent GAUTRAIS Directeur du CRDP

Le CRDP réinventé

Le CRDP est le fruit d'une entité créée en 1962 à l'Université de Montréal sur demande de Paul Gérin-Lajoie alors ministre de l'Éducation. Au-delà d'une réflexion qui a toujours voulu voir le droit autrement, des travaux sur l'internormativité (Rocher; Lajoie) ont été menés d'abord, dès les années 80, en collaboration avec l'Université McGill (McDonald; Janda; Belley) puis, au tournant des années 2000, avec l'Université Laval. Ces avancées majeures autour du pluralisme juridique participèrent à l'élaboration d'un courant de pensée remettant en cause le positivisme juridique et se dénommant « l'école de Montréal ».

Au gré des différents fonds de financement, le regroupement est devenu RDC (Regroupeme nt Droit et Changements) puis RDCG (Regroupement, Droit, Changements et Gouvernance). À la suite de l'échec du concours de 2016, une restructuration profonde a été initiée. Structurellement, le CRDP est devenu une instance pluri-institutionnelle et le porteur de la présente demande FRQ-SC. Les universités McGill et Laval deviennent formellement des partenaires du CRDP. Substantiellement, la thématique centrale est devenue « Justice et changements ». Au-delà du fait que cette interaction de ces deux sujets est en lien avec ses champs actuels de recherche, elle autorise de mieux embrasser une approche pluridisciplinaire que les chercheurs du CRDP souhaitaient valoriser. Afin de sceller cette évolution, le CRDP change de nom et devient le Centre de Recherche en Droit Prospectif. Par ce nouveau qualificatif, le Centre entend mettre de l'avant tant son intérêt pour les changements sociaux, l'innovation et en diversifiant ses angles d'analyse. Les perspectives de recherche se sont graduellement transformées au cours des dernières années pour produire une approche élaborée autour de trois axes thématiques de recherche:

- 1. Régulation symbolique de la justice
- 2. Régulation institutionnelle de la justice
- 3. Régulation pratique de la justice

Le CRDP tente donc de décomposer la justice au regard de trois fonctions, trois composantes, trois types d'acteurs susceptibles de la représenter. En premier lieu, la justice réclame une régulation symbolique (Axe 1), prenant sa source de la société, qui détermine les attentes de justice demandant à être mesurées et mieux appréhendées. Il en va par exemple, de tout processus législatif qui doit être connecté tant avec la réalité sociale que les attentes les plus consensuelles. En deuxième lieu, elle implique également une régulation institutionnelle (Axe 2). Celle-ci peut être formelle, traditionnelle, et ce, même si elle réclame parfois des adaptations internes du fait de son manque d'effectivité (Hadfield, 2019); elle peut aussi passer par des alternatives communautaires qui s'affranchissent des modèles institutionnalisés (comme dans le phénomène «#MeToo»). En troisième lieu, la justice

demande une régulation pratique (Axe 3) qui peut, qui doit être comprise plus largement; au-delà des normativités formelles, étatiques, s'ajoutent d'abord d'autres régulations produites tant par la communauté (code de conduite, lignes directrices, règles déontologiques) que les acteurs (entreprises, individus), mais aussi des normativités pratiques issues de la réalité sociale.

L'analyse de ces trois axes sera envisagée, comme terrains d'études applicatifs, dans quatre aires de recherches : 1) la Justice (Aire 1), la Santé (Aire 2), la Culture (Aire 3) et l'Environnement (Aire 4). Ainsi, cette construction intellectuelle :

- (1) Propose des réponses à une société qui évolue;
- (2) Encadre une approche transversale dont les trois axes de recherche assurent la systématicité;
- (3) Fait évoluer nos axes antérieurs devenus moins pertinents (du fait du caractère résiduel de certains et de la transversalité du numérique dans le monde contemporain);
- (4) Représente un équilibre quantitatif des chercheurs par axe.

Pluridisciplinarité et diversité des chercheurs réguliers. À la suite de l'échec de 2016, une restructuration profonde de l'équipe a été amorcée. La critique plusieurs fois mentionnée dans le rapport a été intégrée avec une meilleure représentation de la pluridisciplinarité. En effet, si la précédente demande a été jugée comme faisant une part trop faible aux chercheurs d'autres domaines que celui du droit (10-15 %), l'actuelle composition comprend 44 % de chercheurs (soit 18) associés à 12 disciplines. En effet, outre les 23 chercheurs provenant de facultés de droit, 3 proviennent de criminologie, 3 de bioéthique, 1 de médecine, 4 de gestion, 1 de technologies, 1 de sociologie, 1 d'aménagement, 1 de philosophie, 1 de sciences politiques, 1 de pharmacie et 1 d'environnement. De surcroît, parmi les juristes, plusieurs disposent soit d'une formation ou d'une expertise diversifiée (Déziel, sciences politiques, architecture); Gold, mathématique; Jodoin, environnement; McKee, anthropologie, arts visuels; Noreau, sociologie, sciences politiques; Ramanujam, économie; Tremblay, sciences politiques; Vermeys, sécurité) soit d'un champ de pratique externe au droit traditionnel (Vézina) ou axé sur l'interdisciplinarité (Lemay). Notons enfin que les 41 co-chercheurs proviennent de 8 institutions différentes (UdeM, McGill, Laval, UQAM, HEC Montréal, Polytechnique, UQO) et l'équipe est constituée presque à parité d'hommes (21) et de femmes (20). Elle est également composée de 19 chercheurs titulaires, 12 agrégés, 9 adjoints et 1 du Cégep, l'équipe étant ainsi grandement rajeunie.

1. Les publications de 2019

L'année 2019 a été riche en publication. Les 13 chercheurs réguliers du Centre ont contribué à la rédaction ou à l'édition de 14 ouvrages. Ils ont publié 32 contributions à un ouvrage collectif, 24 articles scientifiques, 13 rapports de recherche, une centaine de blogues et de publications en tout genre (annexe 1). Ils ont par ailleurs prononcé une centaine de conférences scientifiques (annexe 2). S'il est parfois difficile de colliger précisément le nombre des activités de diffusion des étudiants et agents de recherche du CRDP, ceux-ci ont pour le moins prononcé une trentaine de conférences et écrit au moins une dizaine d'articles.

2. La formation des étudiants en 2019

Le CRDP dispose d'une incroyable pépinière de jeunes chercheurs. La place des étudiants y est déterminante : 84 étudiants canadiens et étrangers participent aux projets des chercheurs comme assistants. Parmi eux, nombreux sont ceux qui prennent part aux séminaires étudiants et aux autres activités de diffusion de la connaissance.

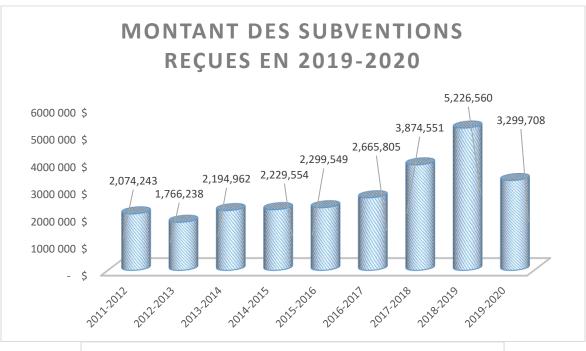
La formation à la recherche constitue une fonction essentielle de la mission du CRDP où les 15 professeurs encadraient, en 2019, 7 post doctorants, 56 étudiants au 3ème cycle et 50 étudiants au 2ème cycle et 24 étudiants au premier cycle. Une liste des titres des thèses et mémoires en cours durant l'année 2018-2019 est reproduite à l'annexe 3 du présent rapport.

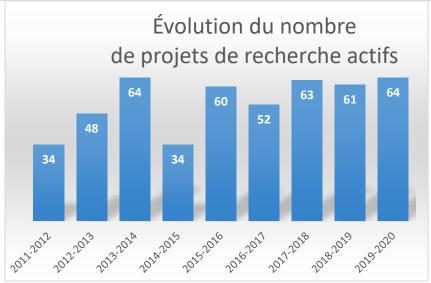
Notons aussi que les étudiants sont des membres très actifs de la vie intellectuelle du CRDP et organisent chaque année, un cycle de séminaires étudiants. Ces séminaires « Jeunes chercheurs », tenus sur une base mensuelle, permettent aux étudiants de maîtrise, de doctorat et de postdoctorat de présenter aux chercheurs et à leurs pairs leurs travaux de recherche.

Les étudiants peuvent aussi compter sur un programme de bourses d'appoint, de dépannage et des compléments de bourses conçu pour favoriser la poursuite et la réussite de leur programme d'étude. Dans ce cadre, le CRDP a attribué 239 562 \$ bourses aux étudiants au cours de l'année 2019. De plus, les étudiants-chercheurs inscrits au doctorat bénéficient d'un programme de bourse de mobilité. Le CRDP accueille à son tour les doctorants de partenaires étrangers pour une durée allant d'un à six mois. Par ailleurs notons que la diplomation de nos étudiants a été très fructueuse durant cette année universitaire, ainsi 6 étudiants ont soutenu leur thèse de doctorat environ une dizaine ont terminé leurs études de maitrise. Nous présentons toutes nos félicitations à nos nouveaux diplômés (annexe 3).

3. Les subventions en 2019

Les chercheurs réguliers du Centre de recherche en droit public mènent simultanément 64 de projets de recherche financés. Ceux-ci portent sur une multitude de thèmes et de questions reliés à nos axes de recherche. Ces subventions proviennent aussi bien des grands organismes subventionnaires comme le FRQ-SC, le CRSH, du gouvernement du Québec, tel que le ministère de la justice, que de fonds privés. Cette diversité, ainsi que la multiplicité des projets rendent également compte d'une évolution continue de nos travaux, lesquels sont le fruit d'importantes collaborations scientifiques entre les chercheurs réguliers, les chercheurs associés et les collaborateurs du CRDP.





4. Infrastructures

Le CRDP comprend 3 laboratoires (Laboratoire de cyberjustice (Benyekhlef; Gélinas; Vermeys); Laboratoire sur les actions collectives (Piché); HPod (Denis; Motulsky; Régis)), 1 observatoire (Observatoire de droit à la justice (Noreau; Quirouette; Vacheret)), 11 chaires de recherche (Benyekhlef; Denis; Gautrais; Gélinas; Gold; Guèvremont; Jodoin; Knoppers; Morin; Régis; Rousseau), 4 groupes de recherche (École d'art (Azzaria), Centre sur les droits de la personne et du pluralisme juridique (Ramanujam); Centre de génomique et politique (Knoppers; Joly; Zawati); Centre des politiques en propriété intellectuelle (Moyse; Cofone; Gautrais; Gold)).

Laboratoire de cyberjustice. Créé en 2010 (Benyekhlef; Gélinas), le Laboratoire de cyberjustice est un espace de réflexion et de création où les processus de justice sont modélisés et repensés. Comme mentionné plus tôt (page 3), la récente subvention AJC (2018) fédère 8 chercheurs du CRDP. Sa renommée a fait en sorte que le laboratoire a récemment été sollicité pour organiser des conférences internationales d'envergure (ICAIL, 2019); (ICANN, 2019). Cette organisation est surtout associée à l'axe 2 (Régulation institutionnelle) et à l'aire 1.

ADAJ. Principal lieu d'échanges et de concertation du monde de la justice au Canada, ADAJ (Noreau) réuni, depuis 2016, 53 chercheurs de 9 universités, et plus de 100 étudiants et il bénéficie du concours direct de plus de 60 partenaires institutionnels (ministère de la Justice, tribunaux judiciaires et administratifs, Barreau du Québec, Chambre des notaires, facultés de droit, organismes communautaires, organismes publics, etc.) L'objectif d'ADAJ est de redéfinir les conditions de la justice avec les moyens mis au service des citoyens. 10 chercheurs du CRDP y sont associés. ADAJ est surtout en lien à l'axe 1 (Régulation symbolique) et à l'aire 1.

CGP. Le Centre de génomique et politiques (CGP) (Gold; Knoppers; Joly; Sladek; Zawati) est à la croisée de l'éthique, de la médecine et du développement des normes publiques. À partir d'études académiques utilisant des approches interdisciplinaires, en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux, le CGP analyse les normes éthiques, juridiques et sociales qui influencent la santé humaine. Émergeant de recherches initiées à l'Université de Montréal et désormais basé à la Faculté de Médecine de McGill, le CGP comprend 7 chercheurs du CRDP. Le CGP a une prédominance avec l'axe 3 (Régulation pratique) et l'aire 2.

5. Chercheurs du CRDP.

Actuellement, Le CRDP fédère, en outre, **41 chercheurs réguliers** de **12 disciplines différentes** (aménagement (1), bioéthique (3), criminologie (3), droit (23), environnement (1), gestion (4), médecine (1), pharmacie (1), philosophie (1), sciences politiques (1), sociologie (1) et technologies (1)) et **de 8 institutions différentes** (UdeM; McGill; Laval; UQO; Polytechnique; UQAM; HEC Montréal; Cégep du Vieux-Montréal).

Le CRDP dispose également du support de <u>43 chercheurs collaborateurs</u> qui permettent de prolonger tant au Québec (23), au Canada (5) qu'à l'étranger (15) les recherches sur le sujet.

Chercheurs réguliers - Centre de recherche en droit public



Karim BENYEKHLEF (Axes 2 et 3)

Professeur titulaire, Directeur, Laboratoire de Cyberjustice – Faculté de droit de l'UdeM

Chaire Lexum en information juridique

Cyberjustice | Droit constitutionnel | Droit et libertés | Technologies de l'information | Théories du droit

Courriel: karim.benyekhlef@umontreal.ca



Miriam COHEN (Axe 3)

Professeure adjointe - Faculté de droit de l'UdeM

Institutions internationales | Droit international public | Droit pénal international | Droits fondamentaux

Courriel: miriam.cohen@umontreal.ca



Violaine LEMAY (Axes 1, 2 et 3)

Professeure titulaire - Faculté de droit de l'UdeM

Interdisciplinarité | Santé et sciences humaines | Épistémologie et méthodologie du droit | Médecine spécialisée et responsabili té sociale des facultés | Droit de la jeunesse

Courriel: violaine.lemay@umontreal.ca



Derek MCKEE (Axe 3)

Professeur agrégé - Faculté de droit de l'UdeM

Common law | Droit administratif | Systèmes réglementaires

Courriel: derek.mckee@umontreal.ca



Pierre NOREAU (Axe 1, 2 et 3)

Professeur titulaire - Faculté de droit de l'UdeM

Accès à la justice | Droit et société | Minorités et diversité | Règlement des différends

Courriel: pierre.noreau@umontreal.ca



Catherine PICHÉ (Axes 1, 2 et 3)

Professeure agrégée – Faculté de droit de l'UdeM

Preuve | Procédure | Actions collectives | Accès à la justice | Droit international privé | Règlement des différends

Courriel: catherine.piche@umontreal.ca



Annick PROVENCHER (Axe 1)

Professeure agrégée - Faculté de droit de l'UdeM

Droit fiscal | Égalité | Contexte social du droit | Sexe et genre |

Courriel: annick.provencher@umontreal.ca



Catherine RÉGIS (Axes 1, 3)

Professeure titulaire - Faculté de droit de l'UdeM

Titulaire, Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé

Droit de la santé | Gouvernance | Règlement des différends

Courriel: catherine.regis@umontreal.ca



Hugo TREMBLAY (Axe 3)

Professeur agrégé - Faculté de droit de l'UdeM

Droit et développement durable | Ressources naturelles | Droit de l'environnement | Droit de l'eau | Gestion des ressources

Courriel: hugo.tremblay.7@umontreal.ca



Pierre TRUDEL (Axes 1 et 2)

Professeur titulaire - Faculté de droit de l'UdeM

Droit des médias | Économie numérique | Gouvernance | Propriété intellectuelle | Sécurité Technologies de l'information | Vie privée

Courriel: pierre.trudel@umontreal.ca



Nicolas VERMEYS (Axes 1, 2 et 3)

Professeur adjoint, Directeur adjoint – Laboratoire de cyberjustice, Vice-doyen, Faculté de droit de l'UdeM

Cyberjustice | Économie numérique | Règlement des différends | Sécurité | Technologies de l'information

Courriel: nicolas.vermeys@umontreal.ca



Vincent GAUTRAIS (Axes 1, 2 et 3)

Professeure titulaire, titulaire, Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique – Faculté de droit de l'UdeM

Chaire Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique

Droit et technologies de l'information et des communications

Courriel: vincent.gautrais@umontreal.ca

Chercheurs réguliers : Centre de recherche en droit prospectif



Georges AZZARIA (Axes 1, 3)

Professeur titulaire, Faculté de droit – Université Laval; Directeur, École d'art de la Faculté d'aménagement, d'architecture, d'art et de design – Université Laval

Culture, peuples et Premières Nations | Nouvelles technologies et propriété intellectuelle | Histoire, philosophie et méthodologie

Courriel: georges.azzaria@fd.ulaval.ca



Gilbert BABIN (Axe 2)

Professeur titulaire, Directeur – Département de technologie de l'information, HEC Montréal

Modélisation des systèmes d'information | Intégration de systèmes d'information distribués hétérogènes | Traitements distribués sur le Web

Courriel: gilbert.babin@hec.ca



Françoise BICHAI (Axe 3)

Professeure adjointe (gestion de l'eau), Génies civil, géologique et des mines, École Polytechnique de Montréal

Ressources et approvisionnement de l'eau | Qualité de l'eau | Pollution

Courriel: fbichai@polymtl.ca



Ignacio COFONE (Axes 1, 3)

Professeur adjoint - Faculté de droit, Université McGill

Protection de la vie privée | Intelligence artificielle | Droit à l'égalité

Courriel: ignacio.cofone@mcgill.ca



Jean-Louis DENIS (Axes 2, 3)

Professeur titulaire – École de santé publique, Département de gestion, d'évaluation et de politique de santé

Gouverne et transformation des organisations de santé | Culture collaborative en droit et politiques de la santé

Courriel: <u>jean-louis.denis@umontreal.ca</u>



Pierre-Luc DÉZIEL (Axes 1, 3)

Professeur adjoint - Faculté de droit, Université Laval

Nouvelles technologies et propriété intellectuelle | Histoire, philosophie et méthodologie

Courriel: pierre-luc.deziel@fd.ulaval.ca



Alice FRISER (Axe 3)

Professeure adjointe – Département des sciences administratives, UQO

Acceptabilité sociale | Controverse | Développement durable | Responsabilité sociale

Courriel: alice.friser@uqo.ca



Fabien GÉLINAS (Axes 1, 2)

Professeur titulaire - Faculté de droit, Université McGill

Arbitrage international et procédure civile | Cyberjustice | Droit comparé | Droit international | Droit constitutionnel

Courriel: <u>fabien.gelinas@mcgill.ca</u>



Corinne GENDRON (Axe 1)

Professeure – Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale

Consommation responsable | Construction historique, juridique et sociale des entreprises | Développement durable | Économie de l'environnement

Courriel: gendron.corinne@uqam.ca



Karine GENTELET (Axe 2)

Professeure agrégée – Département des sciences sociales, UQO Autochtones | Éthique de la recherche | Sociologie du droit

Courriel: karine.gentelet@uqo.ca



Richard GOLD (Axe 1)

Professeur titulaire – Faculté de droit, Université McGill; Titulaire de la Chaire James McGill; Membre associé – Département de génétique humaine, Université McGill

Propriété intellectuelle | Biotechnologie | Propriété, pratiques commerciales, droit comparé

Courriel: richard.gold2@mcgill.ca



Véronique GUÈVREMONT (Axes 1, 3)

Professeure titulaire – Faculté de droit, Université Laval; Vicedoyenne aux études supérieures et à la recherche

Culture, peuples et Premières Nations | Nouvelles technologies et propriété intellectuelle | Droit international et transnational

Courriel: veronique.guevremont@fd.ulaval.ca



Mylène JACCOUD (Axe 2)

Professeure titulaire – École de criminologie, Université de Montréal

Justice réparatrice | Médiation | Peuples autochtones | Théories criminologiques | Méthodes qualitatives

Courriel: mylene.jaccoud@umontreal.ca



Sébastien JODOIN (Axe 3)

Professeur adjoint - Faculté de droit, Université McGill

Développement durable | Droit transnational | Droit et gouvernance de l'environnement | Droits humains

Courriel: sebastien.jodoin-pilon@mcgill.ca



Yann JOLY (Axes 1, 3)

Professeur agrégé – Département de génétique humaine, Faculté de médecine, Université McGill; Directeur des recherches – McGill Centre of Genomics and Policy

East-Asian Bioethics & Policy Studies | Genetic Tests, Identity and Equity | Health law | International Human Rights Law

Courriel: yann.joly@mcgill.ca



Lara KHOURY (Axes 1, 3)

Professeure agrégée - Faculté de droit, Université McGill

Science and Law | Medical Liability | Environmental Liability | Biotechnologies and Law | Extra-contractual obligations | Tort Law | Comparative and Transsystemic approaches to private law | Civil law obligations

Courriel: lara.khoury@mcgill.ca



Bartha Maria KNOPPERS (Axes 1, 2 et 3)

Professeure titulaire – Département de génétique humaine, Faculté de médecine, Université McGill; Directrice – McGill Centre of Genomics and Policy Governance | Genomic Medicine | Human Rights | Paediatrics | Stem Cell Research | Biomedical Ethics | Privacy | Medical Law | Comparative Medical Law and Policy |

Courriel: <u>bartha.knoppers@mcgill.ca</u>



Emmanuelle MARCEAU (Axe 1)

Professeure associée – École de santé publique, Département de médecine sociale et préventive, UdeM

Bioéthique | Professions | Éthique de la recherche | Éthique professionnelle | Éthique médicale | Intelligence artificielle | Interdisciplinarité | Médiation

Courriel: emmanuelle.marceau@umontreal.ca



Jean-Frédéric MORIN (Axe 3)

Professeur agrégé – Département de science politique, Faculté des sciences sociales, Université Laval

Accords commerciaux | Architecture des institutions internationales | Économie politique internationale | Interactions entre les institutions internationales | Relations internationales | Science politique

Courriel: jean-frederic.morin@pol.ulaval.ca



Aude MOTULSKY (Axe 2)

Professeure adjointe – École de santé publique, Département de gestion, d'évaluation et de politique de santé, UdeM; Département d'épidémiologie, biostatistique et santé au travail, Faculté de médecine, Université McGill

Analyse des systèmes de santé et de santé publique | Banques de données | Pratique clinique | Gestion des services de santé | Gestion de services de santé | Usage optimal des médicaments | Analyse comparative de l'efficacité

Courriel: aude.motulsky@umontreal.ca



Pierre-Emmanuel MOYSE (Axes 2, 3)

Professeur agrégé – Faculté de droit, Université McGill; Directeur, Centre des politiques en propriété intellectuelle

Propriété intellectuelle | Droit commercial | Droit de la propriété et la preuve en droit civil

Courriel: pierre-emmanuel.moyse@mcgill.ca



Marianne QUIROUETTE (Axe 2)

Professeure adjointe – École de criminologie, Université de Montréal

Contrôle et criminalisation pers. marginalisées | Pratiques professionnelles en milieux juridique, correctionnel ou dans la communauté | Interventions thérapeutiques et réforme du système pénal | Impact de la justice pénale sur les problèmes, l'inégalité et les désavantages sociaux

Courriel: marianne.quirouette@umontreal.ca



Nandini RAMANUJAM (Axes 1, 3)

Professeure agrégée – Faculté de droit, Université McGill; Directrice générale et directrice des programmes – Centre sur les droits de la personne et du pluralisme juridique

État de droit et Développement | Droits de la personne | Justice économique | Perspectives comparées sur la corruption au Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine | Quatrième pouvoir (média) et État de droit

Courriel: nandini.ramanujam@mcgill.ca



Louis-Martin ROUSSEAU (Axe 3)

Professeur titulaire – Département de mathématiques et de génie industriel, École Polytechnique de Montréal; Chaire de recherche du Canada en analytique et logistique des soins de santé

Recherche opérationnelle et science de la gestion | Logistique | Algorithmes | Optimisation

Courriel: <u>louis-martin.rousseau@polymtl.ca</u>



Robert SLADEK (Axes 1, 3)

Professeur adjoint – Faculté de droit, Université McGill

Genetics of Type 2 diabetes | Transcriptional Regulatory Networks | Chromatin structure | Live-cell Imaging | Living Microarrays | Long-read Sequencing Technologies | Genomics, Proteomics | Nanotechnology

Courriel: robert.sladek@mcgill.ca



Ryad TITAH (Axe 1, 3)

Professeur agrégé – Service de l'enseignement des technologies de l'information, HEC Montréal

Villes numériques | Impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique | Gouvernement électronique | Rôle des systèmes d'information dans la performance des organisations | NeuroIS | Modélisation non linéaire

Courriel: ryad.titah@hec.ca



Marion VACHERET (Axes 1, 3)

Professeure titulaire – École de criminologie, UdeM; Présidente de la Société de Criminologie du Québec

Politiques et pratiques pénales | Institutions carcérales | Vie quotidienne et travail en prison | Libération conditionnelle | Suivis communautaires | Processus pénal et judiciaire

Courriel: marion.vacheret@umontreal.ca



Shauna VAN PRAAGH (Axes 1, 3)

Professeure titulaire - Faculté de droit, Université McGill

Children's Stories and the Law of Civil Wrongs | Religion and Law (Chasidic Law and Life) | Legal Education | Governing Diversity through Law |

Courriel: shauna.vanpraagh@mcgill.ca



Christine VÉZINA (Axe 1)

Professeure agrégée - Faculté de droit, Université Laval

Droits de la personne | Droits économiques sociaux et culturels | Droit à la santé | Politiques publiques et VIH | Sociologie du droit | Épistémologie du droit et recherche empirique

Courriel: christine.vezina@fd.ulaval.ca



Ma'n H. ZAWATI (Axe 1)

Professeur adjoint – Département de génétique humaine, Université McGill; Directeur général – Centre de génomique et politiques

Biobanque | Droit de la santé | Droit international comparé | Technologies de la santé et technologies numériques | Pédiatrie | Médecine de précision | Éthique de la recherche

Courriel: man.zawati@mcgill.ca

Chercheurs honoraires

Daniel POULIN, Professeur émérite / Président, Lexum

Jacques FRÉMONT, Professeur émérite / Recteur de l'Université d'Ottawa

Andrée LAJOIE, Professeure émérite

Ejan MACKAAY, Professeur émérite

Patrick A. MOLINARI, Professeur émérite

Guy ROCHER, Professeur émérite

Chercheurs invités

Michèle STANTON-JEAN, Université de Montréal - CRDP

Chercheurs collaborateurs

Idil ATAK, Professeure adjointe, *Department of Criminal Justice and Criminology*, Ryerson University

Gilbert BABIN, Professeur titulaire, département des technologies de l'information, HEC Montréal

Valérie-Laure BENABOU, Professeure agrégée de droit privé, Faculté de droit, Aix-Marseille Université

Alexandra BENSAMOUN, Professeure de droit privé, Faculté de droit et de science politique, Université de Rennes 1

Stéphane BERNATCHEZ, Professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Sherbrooke

Emmanuelle BERNHEIM, Professeure, Département des sciences juridiques, Université de Québec à Montréal

Sérgio BRANCO, Professeur, IBMEC University (Brésil) ; Direcgteur, Instituto de Technologia e Sociedade de Rio de Janeiro

Maya CACHECHO, Chercheure et chargée de cours, Faculté de droit, Université de Montréal

Céline CASTETS-RENARD, Professeure titulaire, Faculté de droit, Université d'Ottawa

Timothy CAULFIELD, Professeur, Faculty of Law, University of Alberta

Ibrahim Patrick CONGO, Professeur assistant, Faculté de droit, Université Ouaga II

Julie COUSINEAU, Professeure adjointe de clinique, Département de médecine familiale et médecine d'urgence, Faculté de médecine, Université de Montréal

Paul DALY, Titulaire de la Chaire de recherche de l'Université en droit administratif et en gouvernance, Faculté de droit, Université d'Ottawa

Jacques DE WERRA, Professeur ordinaire au département de droit commercial, Faculté de droit, Université de Genève (UNIGE)

Jaye ELLIS, Professeure agrégée, Faculté de droit, École d'environnement, Université McGill

Benoît FRYDMAN, Président du Centre Perelman de Philosophie du Droit, Université Libre de Bruxelles (ULB)

Jean-François GAUDREAULT-DESBIENS, Professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal

Isolde GENDREAU, Professeure titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal

Patrick GINGRAS, Directeur à la Direction de la transformation organisationnelle de la justice (DTOJ) au ministère de la Justice du Québec (MJQ)

Géraldine GOFFAUX-CALLEBAUT, Professeure de droit privé, Faculté de droit, Université d'Orléans

Camille GRANGE, Professeure agrégée, Département de technologies de l'information, HEC

Éloïse GRATTON, Associée Borden-Ladner-Gervais ; Chargée de cours, Faculté de droit, Université de Montréal

Pavel HAMET, Professeur titulaire, Département de médecine, Université de Montréal

Christian HERVÉ, Directeur de l'équipe de recherche, Laboratoire d'Éthique Médicale et Médecine Légale, Université Paris-Descartes

Richard JANDA, Professeur agrégé, Faculté de droit, Université McGill; Membre associé, École de l'environnement, Université McGill

Robert KOURI, Professeur titulaire, Faculté de droit, université de Sherbrooke

Vincent LARIVIÈRE, Professeur titulaire, École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, Université de Montréal

Bertrand LAVOIE, Chargé de cours, Centre de recherche société, droit et religions, Université de Sherbrooke

Marlen LEON-GUZMÀN, Profesora asociada, Facultad de Derecho, Universidad de Costa Rica

Nicolas LEVRAT, Professeur ordinaire et directeur du programme doctoral, Faculté de droit, Université de Genève (UNIGE); Directeur du Global Studies Institute (GSI)

Gregory LEWKOWICZ, Chercheur, Centre Perelman, Université Libre de Bruxelles (ULB)

Florian MARTIN-BARITEAU, Professeur adjoint en droit et technologie, Faculté de droit – section de common law, Université d'Ottawa; Directeur du Centre de recherche en droit, technologie et société

Mustapha MEKKI, Professeur agrégé, Faculté de droit, Université Paris 13 – Paris Sorbonne Cité; Directeur de l'Institut de recherche pour un droit attractif (IRDA)

Yves POULLET, Professeur, Recteur de l'Université de Namur

Jean-François ROBERGE, Professeur titulaire, Faculté de droit, Université de Sherbrooke ; Directeur des programmes en prévention et règlement des différends

Geneviève SCHAMPS, Professeure, Faculté de droit et de criminologie, Université catholique de Louvain (UCL)

Daniel SINNETT, Professeur titulaire, Département de pédiatrie, Université de Montréal; Directeur du réseau de médecine génétique appliquée (RMGA), Fonds de recherche du Québec – Santé (FRQS)

Hélène TRUDEAU, Vice-doyenne, Faculté de droit, Université de Montréal ; Professeure agrégée, Faculté de droit, Université de Montréal

Étienne VERGÈS, Professeur de droit privé, Faculté de droit, Université Grenoble Alpes

Daniel WEINSTOCK, Professeur titulaire, Faculté de droit, Université McGill; Directeur, Institut de recherche sur les politiques sociales et de santé

6. Conseil de direction du CRDP

PRÉSIDENT René HURTUBISE, Juge retraité de la Cour

supérieure du Québec

MEMBRES Louis BERNARD, haut fonctionnaire retraité du

Québec

Francisco COUTO, Justice Canada

Marie-Philippe BOUCHARD, Présidente directrice

générale TV5 Québec Canada

Marc GOLD, sénateur

Patrick KENNIFF, Kenniff & Racine

Guy LORD, Retraité

Yann PAQUETTE, Ministère de la Justice, Québec

Anne-Marie TRAHAN 🕆, Juge retraitée de la

Cour supérieure du Québec

MEMBRES D'OFFICE Marie-Josée HÉBERT, Vice-rectrice à la recherche,

Université de Montréal

Jean-François GAUDREAULT-DESBIENS, Doyen,

Faculté de droit, UdeM (jusqu'en août 2019)

France HOULE, Doyenne, Faculté de droit, UdeM (à

partir d'août 2019)

Vincent GAUTRAIS, Directeur, CRDP, UdeM

7. Personnel administratif du CRDP

DIRECTION Vincent GAUTRAIS

DIRECTION ADMINISTRATIVE

(FACULTÉ/CRDP)

Manon BOYER

ADMINISTRATION Walid BEN AISSIA, commis-comptable

Manuelle LONNÉ, Conseillère en gestion financière

COORDINATION Laurence LARGENTÉ, Coordonnatrice scientifique

Ledy ZANNOU, Responsable des communications

et responsable des relations étudiantes

SECRÉTARIAT Alma Lorena MAGANA, Agente de secrétariat

Sylvie THÉRIAULT-SYLVESTRE, Agente de

secrétariat

INFORMATIQUE Pierre LESAGE, Coordonnateur des ressources

informatiques (Faculté de droit)

8. Agents et assistants de recherche

Agents de recherche

ABRAN France, Agente de recherche

ACEVEDO LANAS Maria-Fernanda, Coordonnatrice scientifique du Laboratoire de Cyberjustice

CALLIPEL Valentin, Chargé de mission, Laboratoire de cyberjustice

LABARUSSIAS Jordane, Coordonnateur scientifique du laboratoire de Cyberjustice

CACHECO Maya, Coordonnatrice scientifique projet ADAJ

Assistants de recherche

PREBÉ Renald, Coordonnateur, Chaire Wilson (jusqu'au 31 août 2019)

ESTACHY Hannelore, Développement et graphisme OPENUM

GIRARD Marie-Andrée, Coordonnatrice scientifique, Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé

SMOUK Karima, Coordonnatrice, Chaire Lexum

9. Les centres affiliés et réseaux de recherche

Le CRDP est partenaire de plusieurs regroupements majeurs. Il dispose aussi de liens forts avec les principaux «joueurs» autour de la justice (Ministères, ordres professionnels (Barreau), médias, bureaux d'avocats) et ce, que ce soit dans par le biais de partenariats formels, de participation à sa gouvernance (Conseil de direction) ou à ses projets de recherche (AJC; ADAJ).

À l'international, le CRDP dispose de connexions solides qui se traduisent par l'appartenance à des réseaux prestigieux, des subventions communes ; des conférences conjointes. Ces liens se traduisent d'ailleurs grandement dans le choix des chercheurs collaborateurs.

Au Québec

Canada Research Chair (tier-2) in Human Rights and Transnational Environmental Governance, Université McGill

CDACI – Centre de droit des affaires et du commerce international, Faculté de droit, Université de Montréal

Centre canadien d'études allemandes et européennes, Université de Montréal

Centre de génomique et politiques (CGP), au sein du Centre d'Innovation de l'Université McGill et de Génome Québec

Centre des politiques sur la propriété intellectuelle, Faculté de droit, Université McGill

Centre pour les droits de l'homme et le pluralisme juridique, Faculté de droit, Université McGill

Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé, Faculté de droit, Université McGill

Centre de recherche du CHU Sainte-Justine, Centre hospitalier universitaire Sainte-Justice / Université de Montréal

Centre de recherche du CHUM, Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale, Université Laval

Chaire de recherche du Canada sur le design et l'adaptation des systèmes de santé (niveau 1), Faculté de droit, Université de Montréal

Chaire de recherche du Canada en analytique et logistique des soins de santé, École Polytechnique de Montréal

CPPI – Centre des politiques en propriété intellectuelle, Faculté de droit, Université McGill

CRC/CIHR/Tier1/Knoppers, Faculté de droit, Université McGill

Doctorat en sciences humaines appliquées, Université de Montréal

Public Population Project in Genomics and Society, Centre d'innovation Génome Québec/Université McGill

Sir. William C. MacDonald Chair in Law, Université McGill

Unité de recherche en neuroéthique de l'IRCM, Institut de recherches cliniques de Montréal

Au Canada

Centre for Innovation Law and Policies, Faculty of Law, University of Toronto

Joint Centre for Bioethics, University of Toronto

Health Law Institute, Faculty of Law, University of Alberta

À l'international

CERSA – Centre d'études et de recherches de science administrative, Centre national de recherche scientifique / Université Panthéon-Assas Paris II (France)

CECOJI – Centre d'études sur la coopération juridique internationale, Centre national de recherche scientifique / Université de Poitiers (France)

CRIDS – Centre de recherche Information, Droit et Société, Université de Namur (Belgique)

CERAPS – Centre d'études et de recherche administratives, politiques et sociales, Centre national de recherche scientifique / Université Lille-II Droit et Santé (France)

IRDA – Institut de recherches pour un droit attractif, Université Paris-XIII Sorbonne Nord (France)

GERN – Groupe européen de recherches sur les normativités, Centre national de recherche scientifique (France)

Centre de droit public, Université libre de Bruxelles (Belgique)

Autoritat Catalana de Protecció de Dades, (Autorité catalane de protection des données) (Espagne)

Fundación Canadà, (Espagne)

Centro de Estudios de Derecho Ambiental de Tarragona (Centre d'études de droit de l'environnement de Tarragona, Université Rovira i Vigili (Espagne)

Max Planck Institute for Social Anthropology, Munich

10. Recherches du CRDP

Axe 1. Régulation symbolique de la justice



Justice et changement social. Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des institutions où la justice se mobilise (système judiciaire, établissements de santé, etc.), de nombreux changements sociaux peuvent être observés. Ainsi, à l'interne, on constate déjà une mutation importante des pratiques sous le coup de la mutualisation, de la déjudiciarisation, de la privatisation et de la numérisation de la justice. De nouvelles manières de faire sont proposées qui altèrent la façon dont l'individu se situe tant par rapport aux valeurs de justice qu'aux perceptions que les individus ont d'elles. À l'extérieur des institutions, on observe par ailleurs les effets de la globalisation économique, de l'internationalisation des valeurs de justice et du désengagement de l'État. À titre d'exemple, il devient impossible de concevoir une politique culturelle ou industrielle sans tenir compte de la généralisation des plateformes numériques qui bouleversent la relation entre le producteur et le consommateur d'information (Guèvremont; Trudel). Également, si l'intégration des intérêts des usagers dans les systèmes organisationnels, qu'il soit de santé (patient partenaire) ou judiciaire (autonomisation de la justice), elle ne doit pas se faire au détriment du contrôle des comportements humains par l'État. Ces tendances lourdes ont des effets sensibles sur la manière dont la justice se donne et ne peuvent être ignorées.

Justice et innovation. Les changements ne sont pas uniquement des faits sociaux à considérer abstraitement ou à intégrer dans une matrice, mais des construits correspondant à des besoins à satisfaire. On parle d'ailleurs plus régulièrement aujourd'hui d'innovation que de changement social (Harrisson, 2012). Les travaux du Theoretical, Empirical and Policy Foundations for Social Innovation in Europe (TEPSIE) font cependant voir que la notion d'innovation a connu de multiples définitions et fait parfois figure de quasi-concept (Bernard, 1999). On y accole régulièrement des dimensions programmatiques ou réformatrices. Ainsi, les innovations sont, selon le cas, associées à la recherche du bien public (Knoppers et Joly, 2008), à la résolution de problèmes (Salamon et al., 2010; Hochgerner, 2012; Mulgan et al., 2007), à la recherche de la justice et de l'équité (Nicholls et Dees, 2015), à l'empowerment des citoyens (Gerometta, Haussermann et Longo, 2005), à un accès facilité aux services

publics (Gold et al., 2008; Joly). Elles sont présentées comme objet de délibération (Nicholls et Murdoch, 2012), espace d'apprentissage (Klein et Khight, 2005) expression d'une action solidaire (Cloutier, 2003), destinée aux populations vulnérables (Westley et Antadze, 2010; Westley et al. 2014; Moulaert et al. 2013), en vue d'assurer à tous « a macro-quality of life or an extended life expectancy » (Pol et Ville, 2009), le tout dans une perspective d'intervention effective, efficiente et durable (Phills, Deiglmeier et Miller, 2008) au service des communautés et des individus (Cloutier, 2003).

Les changements précédemment identifiés (changement social et innovation) se matérialisent par une mutation des représentations sociales, c'est-à-dire au niveau de la régulation symbolique (Garapon et Lassègue, 2018). En premier lieu, une norme pratique ou une institution n'ont souvent véritablement d'impact que dans la mesure où elles correspondent aux orientations « en valeur » de la société (Weber, 1919). À titre d'exemple, la *Loi concernant les soins de fin de vie* (ch. S-32.0001) s'est accompagnée d'une réception suffisamment consensuelle pour constituer un fait de culture; une croyance au sens durkheimien.

En pareil cas, le droit apparaît comme le vecteur d'une expression idéalisée du monde social (Arnold, 1969). Mais dans une pluralité de situations moins envieuses, il est possible de lire les régulations institutionnelle ou pratique en usant d'une lecture critique où elles sont le produit d'une superstructure idéologique (Marx, 1848; Miaille, 1976; Rocher, 1968), le siège d'une forme de violence symbolique (Bourdieu, 1992; Noreau, 2011), le résultat d'un espace discriminant au regard d'une analyse critique. Les régulations institutionnelle et pratique sont alors abordées comme marqueur des valeurs débattues à un certain moment du temps social, un débat qui porte très largement sur la définition du juste et de l'injuste, dans le cadre d'une dialectique dont la synthèse en termes de valeurs est toujours temporaire. En second lieu, ces valeurs de justice ne sont pas tant déterminées au regard du respect d'un idéal abstrait que sur la correspondance entre l'expérience vécue par chacun et ce qui est normalement attendu d'un acteur ou d'un groupe d'acteurs. En définitive, ce qui caractérise la situation jugée socialement injuste, c'est celle qui place le sujet devant une situation qui ne correspond pas à ses attentes. Ces attentes sociales vont évoluer selon la qualité du dialogue avec les parties prenantes, le niveau de connaissance de ces dernières d'un sujet donné, la transparence du processus de communication et l'accompagnement des régulations institutionnelle et pratique. Par exemple, les soubresauts qui traversent les médias sociaux, alimentés par leur effet de masse et par l'anonymat de ceux qui les suscitent, démontrent que la demande de justice est un puissant indicateur de la demande sociale et, par extension, d'une nouvelle demande normative auquel le CRDP entend participer à son identification.

La régulation symbolique se décompose en trois sous-thèmes que sont 1.1) les valeurs de justice; 1.2) les approches critiques de la justice et 1.3) les débats sociétaux en matière de justice. La plupart des projets qui y sont associés (73) concernent la Justice (Aire 1); justiciabilité des droits sociaux (Vézina) et celui de la santé (Aire 2); politiques sociales en santé (Khoury). On en trouve néanmoins plusieurs dans le domaine de la culture (Aire 3); Open Science (Knoppers). En ce qui a trait à l'environnement (Aire 4), c'est notamment au regard de cet axe que les enjeux se situent actuellement. Que ce soit au niveau international (McKee; Morin) ou national (Gendron), une réflexion s'impose sur les moyens de générer (Jodoin), de densifier, d'appliquer (Friser) des politiques visant à promouvoir une gestion environnementale responsable. Notons enfin que certains projets concernent toutes les aires à la fois (ex.: OBVIA).

Justice et fonctions prospectives. Aussi, plutôt que de centrer nos efforts sur une conception univoque de la justice - que contredit l'observation quotidienne du débat public - notre programme scientifique s'attache aux fonctions variées qu'elle occupe dans l'appréhension et les réorientations de la régulation juridique contemporaine. En rapport avec la nouvelle dénomination de notre Centre, deux fonctions prospectives peuvent être associées à la notion de justice. La première est en lien avec la prévisibilité qui se trouve au centre de ce qui rend possible la socialisation mutuelle des individus. Elle fonde la rationalité de leurs rapports entre ce qui est attendu (considéré comme «juste») et inattendu (et considéré comme « injuste »). Les attentes de justice sont fonction d'une norme partagée ou d'une norme à déterminer. C'est en effet la fonction de la justice de rendre nos rapports prévisibles (Coutu, 1995). L'objectivation des attentes sociales est un processus continu amenant certains à parler de droit vivant (Ehrlich, 1935; Belley, 1986; Bernheim, 2011) ou de droit social (Gurvitch, 1963). On réfère dans tous les cas à l'idée d'une justice construite socialement. La seconde est d'identifier et d'appliquer les valeurs performatives précédemment invoquées. Quelles que soient celles que nous souhaitons satisfaire, le bienêtre, la pacification des tensions, l'égalité, nos démocraties contemporaines sont invitées à innover pour la satisfaction de ces objectifs sociaux.

Les projets de recherche en cours

- ➤ ADAJ (Accès au droit et à la justice), (Noreau, CRSH)
- Culture juridique et justiciabilité des droits sociaux (Vézina CRSH)
- ➤ Determining when Open Science Works (Gold Gates Foundation)
- ➤ Dialogue social et configuration des instances démocratiques (Gendron CRSH)
- Etat et culture juridique autochtones : un droit en quête de légitimité (BATES CRSH)
- OBVIA (Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique - FRQSC)
- ➤ Rôle du droit dans la mise en œuvre des politiques sociales en santé : approche multidisciplinaire (Khoury FRQSC)

Axe 2. Régulation institutionnelle de la justice



De nombreux changements apparaissent aussi dans la régulation institutionnelle. Si la justice est habituellement comprise comme le fruit d'institutions structurées, généralement étatiques (tels que les tribunaux), on observe de plus en plus un double phénomène de concurrence des structures appelées à répondre aux demandes de justice. En premier lieu, la justice institutionnalisée, étatique, tend à intégrer des mécanismes de collectivisation (recours collectifs) (Piché), de privatisation (arbitrage) (Gélinas), de négociation (médiation) (Jaccoud; Régis), de numérisation (Gautrais; Trudel), d'internationalisation (Cohen; Morin) et de nouvelles façons de faire autorisant les usagers à davantage d'autonomisation (Benyekhlef). Ces nouvelles manières influencent la structure des instances délibératives et « érodent » les différences entre la justice publique et privée (Gélinas, 2015). Et la justice n'est pas le fruit des seules entités judiciaires; en effet, plusieurs institutions fortement structurées (établissements de santé, prisons, services policiers) tendent elles aussi à montrer de mêmes signes d'évolution. Cette évolution exige d'être évaluée afin de mesurer la capacité des institutions à répondre aux attentes de justice (Titah). En second lieu, en marge du modèle classique, trop souvent inaccessible, se développent des alternatives hors des institutions, disposant d'une légitimité propre. Ainsi, les mouvements «#MeToo» ou « Occupy Wall Street » émergèrent de communautés numériques mécontentes de l'inaction ou de la lourdeur de la justice institutionnalisée. Il en est de même des communautés autochtones dont les modes de fonctionnement se détachent des manières de faire fortement institutionnalisées. Un «dualisme fondamental de l'exercice de la fonction de justice» (Commaille, 2002) peut donc être observé. La première de ces conceptions se matérialise par la figure du tribunal qui représente une rationalité imposée venue d'en haut, la seconde par une approche plus négociée exigeant une procéduralisation de l'action normative (Habermas, 1997). Nous sommes alors face à une légalité alternative (De Sousa Santos, 1995) qui vient d'en bas. Dans les deux cas, ces avenues viennent modifier la structuration de la justice. Une structuration qui, dans la première acception, tire sa légitimité d'institutions fortement formalisées; et dans la seconde de phénomènes plus spontanés qui doivent pouvoir bénéficier d'une structuration suffisante et nécessaire pour pouvoir répondre à ces nouvelles demandes de justice.

Les projets en cours

- Autonomisation des acteurs judicaires par la Cyberjustice (Benyekhlef CRSH);
- État de droit et justice privée (Gélinas FRQSC);
- Etude sur le cadre juridique de gestion de l'information judiciaire (Benyekhlef MJQ)
- Dossier patient numérique (Motulsky SPOR PIHCI);
- ➤ Institut de recherche en santé du Canada (Motulsky, Denis, Régis SPOR PIHCI);
- Laboratoire de cyberjustice (Benyekhlef sources multiples);
- ➤ La jeunesse au carrefour entre famille, communauté, État et société (Noreau Fondation Charles Coderre);
- ➤ La justice mobile (Benyekhlef, Fondation canadienne de l'innovation, Fonds des leaders);
- ➤ Le rôle de la profession médicale dans les réformes de santé : analyse comparée Angleterre et Canada », projet de livre accepté pour publication auprès de Policy Press (Régis Chaire de recherche du Canada sur le design et l'adaptation des systèmes de santé);
- ➤ Le Patient Accompagnateur, une Ressource Organisationnelle comme Levier pour une Expérience patient améliorée en oncologie (PAROLE-Onco) », (Régis Instituts de recherche en santé du Canada, programme PASS);
- Les ententes intergouvernementales applicables aux eaux transfrontalières entre le Québec et les provinces canadiennes et les états américains voisins (Tremblay CRSH);
- Les incidences du moissonnage des mégadonnées judiciaires sur l'accès à la justice et la protection de la vie privée (Benyekhlef CRSH);
- ➤ Parcours de sortie de la violence familiale d'adultes autochtones (Jaccoud CRSH);
- Repenser le droit processuel : vers une cyberjustice (Benyekhlef CRSH) ;
- Responsible Innovation in Health (Denis Foundation Grant).

Axe 3. Régulation pratique de la justice



Niveaux d'action et étude du changement. Tout changement ou toute innovation peut connaître des prolongements sur plusieurs niveaux d'action. Ces niveaux fondent les axes de notre programmation. Certains caractérisent le changement et l'innovation selon qu'ils touchent les services, les pratiques, les processus, les règles ou les organisations (TEPSIE, 2014). D'autres distinguent ces niveaux selon qu'ils renvoient aux interactions sociales, aux institutions ou à la société tout entière (Edwards-Schachter et Wallace, 2017). D'autres abordent la trajectoire du changement et de l'innovation comme le produit d'une succession d'étapes prévisibles (Cajaiba-Santana, 2014). Certains, comme l'œuvre d'une succession d'acteurs (Rocher, 2001). Plusieurs proposent que la gouvernance de l'innovation exige l'interaction continue d'un ensemble de règles, de pratiques et d'institutions (Adams, 2008) (The Innovation Partnership (TIP), 2008).

En lien avec ces changements, la manière de dire la justice, de la pratiquer, évolue au sein de la société contemporaine. En premier lieu, la justice se doit d'être en phase avec l'évolution des pratiques sociales. Toute personne encline à s'intéresser à la justice doit par conséquent saisir et appréhender les changements sociaux et les innovations qui ont cours. En amont, il importe donc d'identifier, mesurer et analyser les phénomènes normatifs qui précèdent l'affirmation du droit. Cette analyse contextuelle est d'autant plus importante dans une société évolutive comme la nôtre et les quatre aires de recherche que nous étudierons (Justice - Santé - Culture - Environnement) traduisent abondamment les hiatus entre les orientations privilégiées par le droit et l'état des rapports sociaux. En second lieu, cette « réalité vivante » doit être intégrée dans la manière dont le droit se matérialise. Et au-delà du droit formel, c'est-à-dire du droit « positif », il importe de conceptualiser une justice qui intègre des normes souples reliées à cette réalité sociale. Le droit doit donc intégrer les normativités individuelles, techniques, internationales ou communautaires susceptibles de concrétiser la généralité des règles formelles. Si cette approche semble prometteuse, indispensable même (Gautrais, 2019), elle doit s'opérer sans complaisance, la généralisation du droit mou étant parfois sujet à des débordements (Chamayou, 2018). Relativement à ces deux éléments, le CRDP dispose d'une tradition de plusieurs décennies de recherches fondées sur l'étude du droit « en contexte » et, partant, sur l'appréciation du contexte dans lequel les

normes juridiques évoluent (École de Montréal). Ce cadre d'analyse est néanmoins en construction et demeure à adapter au contexte évolutif du jour.

Les projets en cours

- Environment Governance Reform (Jodoin FRQSC);
- ➤ Innovations normatives dans les accords internationaux (Morin CRSH);
- ➤ Protecting Privacy in the Postgenomic Era: Ensuring Responsible Data Governance by Direct-to-consumer Companies Engaging with Epigenetics, Microbiomics and Integrative Multi-omics (Joly);
- Analyse du rôle de l'expertise médicale judiciaire au regard de l'enjeu de l'accès à la justice, (Régis CRSH)
- Les pratiques pénales au Canada: vers un virage punitif des tribunaux, (Noreau CRSH)
- La justice virtuelle : mise en œuvre et réception (Benyekhlef, Vermeys, Gélinas FCI)
- ➤ Le droit des ressources naturelles et de l'énergie au Québec, (Tremblay Fondation du Barreau du Québec Ouvrage collectif de doctrine)
- Le développement des substances minérales et des hydrocarbures à l'interface des usages du territoire, (Tremblay Chambre des notaires du Québec
- Plateforme de négociation et de médiation en ligne, (Benyekhlef CNESST)
- ➤ Plateforme de règlement en ligne des conflits 2.0, (Benyekhlef CAT)
- Projet-pilote sur la négociation et la médiation de conflits de consommation (Benyekhlef – OPC, MJQ)
- Normativité individuelle : enjeux juridiques de la documentation, (Gautrais CRSH)
- Réseau d'excellence pour l'étude du droit global, (Benyekhlef G3)
- Réseau pour la mise en place d'un consortium multisectoriel pour l'étude de l'environnement socio-écologique dans le golfe du Saint-Laurent, (Archambault, Tremblay Fonds de recherche Nature et technologies, Gouvernement du Québec)

11. Chaires de recherche

Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé

Titulaire: Pre Catherine Régis

L'objectif général de la Chaire sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé est de mieux comprendre et de modéliser le défi de la collaboration au sein des systèmes de santé, un enjeu ayant des retombées concrètes et notables sur leur viabilité. Dans son volet de recherche fondamentale, la Chaire cherche à approfondir la compréhension des enjeux et des facteurs de collaboration au sein des systèmes de santé. Cette compréhension des facteurs de coopération a des retombées directes en matière d'ingénierie des politiques publiques, en permettant une activité de régulation sociale basée sur une analyse plus fine des facteurs qui inhibent ou favorisent les collaborations souhaitées au sein du système de santé. Dans son volet de recherche appliquée, la Chaire incorpore le modèle collaboratif qui découle de son volet de recherche fondamentale à travers différents projets de recherche spécifiques comme : les partenariats émergents privé-public de financement et de fourniture de soins et services ; les mécanismes de prévention et règlement des différends qui doivent soutenir une gouvernance collaborative ; la collaboration interprofessionnelle et interinstitutionnelle dans le secteur de la santé.

Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique

Titulaire: Pr Vincent Gautrais

La Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique consacre ses activités à l'étude des mutations du droit et des autres normativités encadrant les échanges dans le cyberespace. Elle vise à mieux comprendre le fonctionnement du droit et des autres normes de conduite et à mettre au point des stratégies pour assurer le bon déroulement des activités de commerce électronique et des autres interactions dans le cyberespace. La Chaire se donne pour mission de renforcer et de consolider les capacités de recherche dans le champ du droit des technologies de l'information et du commerce électronique.

Chaire Lexum en information juridique

Titulaire: Pr. Karim Benyekhlef

Les objectifs scientifiques de la Chaire visent à favoriser des travaux et des activités aspirant à faciliter l'accès à la justice, l'accès au droit et les enjeux afférents au recours aux technologies de l'information dans le monde juridique. À ce titre, les enjeux sociojuridiques et techno-juridiques entourant l'avènement de la cyberjustice sont au cœur du programme scientifique de la Chaire.

12. Autres organisations de recherche associées directement au CRDP

Accès au Droit et à la Justice (ADAJ)

Le projet de recherche Accès au droit et à la justice (ADAJ) a été créé en 2005 par le professeur Pierre Noreau de l'Université de Montréal, qui le dirige à ce jour. L'équipe regroupe plus de 35 co-chercheurs, 7 collaborateurs et près de 50 partenaires issus du milieu institutionnel, du milieu professionnel, du milieu communautaire (ONG) et du milieu universitaire. Le programme de recherche assurera la formation de plus de 150 étudiants de diverses disciplines. Il favorise le développement de la relève dans le domaine de la recherche interdisciplinaire en droit. En regard des résultats attendus, le programme comprend 20 chantiers de recherche différents. Il est construit sur deux versants complémentaires : l'étude empirique des réalités entourant l'accès au droit et à la justice (5 grands projets communs) et le développement de pratiques novatrices dans le cadre de 15 projets pilotes élaborés et menés de concert avec les partenaires. Sur le plan des retombées, ces projets permettront l'expérimentation de pratiques alternatives et le développement d'une conception ouverte du droit. Ces pratiques pourront être expérimentées dans d'autres provinces canadiennes et, au plan international, transposées au sein d'autres ordres juridiques.

H-POD- Hub santé: politiques, organisations et droit

La création du Hub Santé – politique, organisations et droit (H-POD), s'appuie sur des actifs institutionnels importants dans le développement des savoirs et de l'expertise sur les systèmes de santé à l'Université de Montréal : la Chaire de recherche du Canada sur le design et l'adaptation des systèmes de santé (titulaire : Jean-Louis Denis), la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de santé (titulaire : Catherine Régis) et le Centre de recherche du Centre hospitalier universitaire de l'Université de Montréal (CRCHUM), la Faculté de droit de l'Université de Montréal, l'École de Santé publique (ESPUM) et le Centre de recherche en droit public (CRDP).

Le H-POD s'appuie donc, entre autres, sur la fédération de deux chaires ayant des sujets d'intérêt commun et propose de nombreuses innovations en ayant pour principe de conjuguer des visions disciplinaires différentes (politique, organisations et droit) pour éclairer la recherche et la prise de décision au sein des systèmes de santé.

Laboratoire de cyberjustice

Créé en 2010 par les professeurs Karim Benyekhlef de l'Université de Montréal et Fabien Gélinas de l'Université McGill, le Laboratoire de cyberjustice est un espace de réflexion et de création où les processus de justice sont modélisés et repensés. Plus précisément, l'équipe du Laboratoire analyse l'incidence des technologies sur la justice et développe des outils technologiques concrets et adaptés à la réalité des systèmes judiciaires. Bénéficiant d'une expertise universitaire et multidisciplinaire, l'équipe du Laboratoire est animée par plusieurs étudiants dynamiques ainsi que par des chercheurs et professionnels qualifiés. En plus de son équipe permanente, établie à l'Université de Montréal et à l'Université McGill, l'expertise du Laboratoire s'étend à l'échelle mondiale : son équipe internationale rassemble 20 universités et centres de recherche, 36 chercheurs et 9 partenaires.

Laboratoire sur les actions collectives

L'objectif premier du Laboratoire est de permettre échanges et réflexions entre praticiens, penseurs, chercheurs et juges intéressés par le droit et la pratique des recours collectifs au Québec et ailleurs au Canada et dans le monde. À cet égard, le Laboratoire agira comme plateforme de communication, d'échange d'informations, de lieu de rencontre. Ainsi, il servira de centre de réflexion quant à la réforme du droit des recours collectifs, autant ici qu'ailleurs à travers le monde. Dans un deuxième et tout aussi important ordre, le Laboratoire facilitera la collecte de données et statistiques judiciaires et la documentation de la pratique et du droit des recours collectifs, ainsi que la diffusion des connaissances sur les plans théorique et empirique concernant le recours collectif. Cet exercice pourra se faire en coopération avec le Fonds d'aide aux recours collectifs, fonds québécois qui permet d'assurer le financement public du recours collectif à certaines conditions. Une plateforme virtuelle pourra à ces fins être mise en place et mise à jour, principalement sous la forme d'une page Web. Dans un troisième ordre, le Laboratoire permettra de stimuler l'enseignement du droit des recours collectifs au Québec et ailleurs en permettant l'enseignement de la matière au premier cycle et aux études supérieures, l'embauche d'assistants et d'adjoints à la recherche, le développement de programmes et de certificats ou spécialisations dans ce domaine.

Annexes

Annexe 1: Les publications de 2019

CHERCHEUR-ES RÉGULIER-ES CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

Ouvrages

- BENYEKHLEF, Karim, *Le droit à la vie privée au Québec et au Canada*, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2018, 850 p. (avec Pierre-Luc DÉZIEL)
- GAUTRAIS, Vincent, *Preuve technologique*, 2e édition, LexisNexis Canada, Montréal, juillet 2019, 502 p.
- GAUTRAIS, Vincent (dir.), L'école de Montréal, Éditions Thémis, Montréal, 2019, 272 p.
- LEMAY, Violaine, MOUCHTOURIS, Antigone, LAPERRIÈRE, Marie-Neige, et Rémi BACHAND, *Gramsci, notre contemporain*, coll. Logiques sociales, Paris, L'Harmattan, *sous presse*
- LEROUX Thérèse et TRUDEAU Hélène (dir.), *Les aspects juridiques de la phytoremédiation au Québec*, Montréal, Éditions Thémis, sous presse, environ 300 p.
- NOREAU, Pierre et al. (dir.), La Jeunesse au Carrefour: Entre famille, communauté État et société, Montréal, Thémis, 2020, 250 p. (en évaluation)
- NOREAU, Pierre et Emmanuelle BERNHEIM (dir.), *Devenir professeur*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2019, 404 p.
- NOREAU, Pierre, ROBERGE, Jean-François et Yan SÉNÉCHAL, *Réformes du droit et de la justice*, numéro thématique publié dans la *Revue Juridique Thémis*, 2020-2021 (textes en évaluation)
- PICHÉ, Catherine, *L'action collective : ses succès et ses défis*, Montréal, Éditions Thémis, 2019, 400 p.
- PROVENCHER, Annick et Philippe DUPUIS, *Aspects juridiques de la fiscalité canadienne des particuliers*, Toronto, Thomson Reuters, 2019, 829 p.
- NOREAU, Pierre, BERNHEIM, Emmanuelle, PICHÉ, Catherine, ROBERGE Jean-François et Catherine ROSSI (dir.), *22 chantiers pour l'accès au droit et à la Justice*, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2019, 450 p. (sous presse)
- SAUVAGEAU, Florian, THIBAULT Simon et Pierre TRUDEL, Les fausses nouvelles nouveaux visages, nouveaux défis, Québec, PUL, 2019, 284 p.

- SÉNÉCHAL, Yan et Pierre NOREAU, Pluralisme juridique et cultures juridiques dans les sociétés contemporaines, Dossier Thématique dans Revue générale de droit, 2020 (sous presse)
- TREMBLAY, Yves, LEMARIÉ, Étienne et Violaine LEMAY (dir.), Santé mondiale: soutenir le mouvement de personnalisation en santé, livre blanc pour l'Afrique, USS Libreville/CIDMEF/CADMEF, 2020, 209 p.

Chapitres de livre

- BELLEAU, Marie-Claire et Derek MCKEE, « Le Réalisme juridique et ses précurseurs dans la théorie du droit des États-Unis », dans Stéphane BERNATCHEZ et Louise LALONDE (dir.), Approches et fondements du droit, Tome 3 : Interdiscplinarité et théories critiques, Cowansville, Éditions Yvon Blais
- BELLEY, Jean-Guy et Pierre NOREAU, « La sociologie de André-Jean Arnaud » dans Jacques COMMAILLE, Wanda CAPELLER et Laure ORTIZ, *Repense le droit, Hommage à André-Jean Arnaud*, Paris, LGDJ (Série *Droit*, n° 59), 2019, p. 215-222
- BENYEKHLEF, Karim, « Droit postmoderne », dans Stéphane BERNATCHEZ et Louise LALONDE (dir.), *Approches et fondements du droit. Philosophie et théorie juridiques* (Tome 2), Montréal, Éditions Yvon Blais, 2019, p. 393-435
- BENYEKHLEF, Karim, « La responsabilité humaine à l'épreuve des décisions algorithmiques, perspective canadienne », dans Jean-Benoît HUBIN, Hervé JACQUEMIN et Benoît MICHAUX (dir.), Le juge et l'algorithme : juges augmentés ou justice diminuée ?, Bruxelles, Larcier, 2019, p. 153-195 (avec Jie ZHU et Valentin CALLIPEL)
- BENYEKHLEF, Karim, « Computer-Assisted Creation of Boolean Search Rules for Text Classification in the Legal Domain », dans M. ARASZKIEWICZ and V.RODIGUEZ-DONCEL (dir.), Frontiers in Artificial Intelligence and Applications, Legal Knowledge and Information Systems, Madrid, 2019, p. 123-132 (with Hannes WESTERMANN, Jaromir SAVELKA, Vern R. WALKER and Kevin D. ASHLEY)
- BENYEKHLEF, Karim, « Using Factors to Predict and Analyze Landlord-Tenant Decisions to Increase Access to Justice », dans *Proceedings of the 17th International Conference on Artificial Intelligence and Law*, 17-21 juin, 2019, p. 133-142 (with Hannes WESTERMANN, Vern R. WALKER and Kevin D. ASHLEY)
- BERNHEIM, Emmanuelle, DUFOUR, Pascale, GUAY, Jean-Herman, NOREAU, Pierre et Shauna VAN PRAAGH, « Droits et libertés : la construction sociale de la diversité » dans NOREAU, Pierre, BERNHEIM, Emmanuelle, PICHÉ, Catherine, ROBERGE Jean-François

- et Catherine ROSSI (dir.), 22 chantiers pour l'accès au droit et à la justice, Montréal, Éditions Yvon Blais (sous presse)
- CACHECHO, Maya et Pierre NOREAU, «L'art de la recherche: ambition, trajectoire et dénouement», dans Pierre NOREAU, Emmanuelle BERNHEIM (dir.), *Devenir professeur*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2019, p. 211-224
- CHRYSOSTOME, Claire Joane et Violaine LEMAY, « Personnalisation des soins et services : s'adapter à l'identité culturelle et ethnique » dans : *Livre blanc sur la médecine personnalisée en Afrique*, USS Libreville/CIDMEF/CADMEF, (sous presse)
- GAUTRAIS, Vincent, « Présentation de l'école de Montréal », dans Vincent GAUTRAIS (dir.), L'école de Montréal, Éditions Thémis, Montréal, 2019, p. 1-14
- GAUTRAIS, Vincent, «Le professeur et le blogue», dans NOREAU, Pierre et Emmanuelle BERNHEIM (dir.), *Devenir professeur*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2019, p. 202-210
- HABIB, Édouard et Violaine LEMAY, « Dimensions éthiques et juridiques », *Livre blanc sur la médecine personnalisée en Afrique* » dans : USS Libreville/CIDMEF/CADMEF, sous presse.
- HÉTU, Martin JOLY Yan et Bartha Mary KNOPPERS, « Une relecture contemporaine du droit de retrait du consentement à la recherche à l'heure des biobanques », dans Vincent GAUTRAIS, Catherine RÉGIS et Laurence LARGENTÉ, *Mélanges en l'honneur du Professeur Molinari*, Montréal, Thémis, 2019, p. 109-141
- KHOURY, Lara, «La transparence dans le réseau de la santé», dans Vincent GAUTRAIS, Catherine RÉGIS et Laurence LARGENTÉ (dir.), *Mélanges en l'honneur du Professeur Molinari*, Montréal, Thémis, 2019
- LECLERC, Chloé, VACHERET, Marion, CÔTÉ-LUSSIER, Carolyn et Pierre NOREAU, « Virage punitif au Canada : élargissement du filet pénal et développement de pratiques d'évitement des nouvelles lois », dans Vincent DENAULT, (dir.) *La science au service de la pratique : enquêtes, procès et justice*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2020, p. 371-394
- LEMAY, Violaine, HAMET, Pavel, HATEM, Marie, LEMARIÉ, Étienne et Yves TREMBLAY, « Qu'est-ce que la « personnalisation » de la médecine ou de l'action de santé ? Quel intérêt pour l'Afrique ? », Livre blanc sur la médecine personnalisée en Afrique, USS Libreville/CIDMEF/CADMEF, (sous presse)

- NOREAU, Pierre, « Orientation, désorientation et réorientations, ce qui reste de nos amours ... Une certaine ambition », dans Vincent GAUTRAIS (dir.), *L'École de Montréal*, Montréal, Thémis, 2019, p. 35-43
- NOREAU, Pierre, « Le sondage : mesure de fait, d'attitude et d'opinion » dans Emmanuelle BERNHEIM et Dalia GESUALDI-FECTEAU (dir.), La recherche empirique en droit, 15 p., Montréal, Thémis, 2020 (sous presse)
- NOREAU, Pierre et Emmanuelle BERNHEIM, «Introduction» dans Pierre NOREAU, Emmanuelle BERNHEIM (dir.), *Devenir professeur*, Montréal, P.U.M., 2019, p. 7-14
- NOREAU, Pierre et Emmanuelle BERNHEIM, « L'encadrement aux études supérieures », dans NOREAU, Pierre et Emmanuelle BERNHEIM (dir.), *Devenir professeur*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2019, p. 78-88
- NOREAU, Pierre et Emmanuelle BERNHEIM, «Les règles du jeu de la communication scientifique», dans NOREAU, Pierre et Emmanuelle BERNHEIM (dir.), *Devenir professeur*, Montréal, P.U.M., 2019, p. 158-168
- NOREAU, Pierre et Valentine FAU, « Les droits de la jeunesse : entre proclamation, et intervention» dans NOREAU, Pierre et al. (dir.), *La Jeunesse au Carrefour au carrefour, Entre famille, communauté État et société*, Montréal, Thémis, 2020, 30 p. (en évaluation)
- NOREAU, Pierre et Catherine ROSSI, « Le professeur et le journaliste », dans NOREAU, Pierre et Emmanuelle BERNHEIM (dir.), *Devenir professeur*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2019, p. 372-381
- PICHÉ, Catherine, «L'action collective comme moyen compensateur pour le justiciable québécois : le chantier 2 », dans NOREAU, Pierre, BERNHEIM, Emmanuelle, PICHÉ, Catherine, ROBERGE Jean-François et Catherine ROSSI (dir.), 22 chantiers pour l'accès au droit et à la Justice, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2019, p. 1-22 (sous presse)
- PICHÉ, Catherine et Pierre NOREAU, « Reforma a la justicia civil en Quebec y en Canada », dans Marco FANDIÑO, Estudios comparados sobre reformas al Sistema de Justicia Civil, Santiago (Chili), Centro de Estudio de Justicia de las Americas, 2019, p. 91-205
- RÉGIS, Catherine, «L'approche psychologique du droit : pour mieux comprendre les étincelles de folie et de sagesse », dans GAUTRAIS, Vincent (dir.), École de Montréal, Éditions Thémis, 2019, p. 201-220

- ROSSI, Catherine et Pierre NOREAU, « Les règles du jeu de la communication scientifique », dans NOREAU, Pierre et Emmanuelle BERNHEIM (dir.), *Devenir professeur*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2019, p. 158-168
- ROSSI, Catherine et Pierre NOREAU, «Le professeur et le journaliste », dans NOREAU, Pierre et Emmanuelle BERNHEIM (dir.), *Devenir professeur*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2019, p. 372 381
- TRUDEL, Pierre « La liberté d'expression » dans BAILLARGEON, Normand (dir.), *Liberté surveillée Quelques essais sur la parole à l'intérieur et à l'extérieur du cadre académique*, Montréal, Leméac, 2019, p. 37-61.
- VACHERET, Marion, VELLOSO, Joao et Marianne QUIROUETTE, «Accès à la justice en détention. Pour un meilleur accès à des mesures de libérations anticipées», dans NOREAU, Pierre, BERNHEIM, Emmanuelle, PICHÉ, Catherine, ROBERGE Jean-François et Catherine ROSSI (dir.), 22 chantiers pour l'accès au droit et à la justice, Montréal, Éditions Yvon Blais (sous presse)
- VERMEYS, Nicolas. et Maria.-Fernanda ACEVEDO, « Online Dispute Resolution Platforms as public Services: How the Cyberjustice Laboratory's Platform to Aid in the Resolution of Litigation Electronically (PARLe) is Transforming the Canadian Justice System », dans BARRAL VIÑALS, Immaculada (dir.), *El sistema de ADR/ODR en conflictors de consume : aproximación critica y prospección de futuro*, Barcelone, Atelier 2019, p. 219-247

Articles et actes de colloque

- BAGLINIÈRE, Laure et Catherine RÉGIS, « États des lieux de la législation relative à la médiation en matière de santé au Québec », (2019) Lettres de médiation 1-7
- BERNIER, Louise et Catherine RÉGIS, «Improving Advance Consent: Lessons from Québec » (2019) 26 IRPP Policy Insight 1
- BERNHEIM, Emmanuelle, NOREAU, Pierre et Alexandra BAHARY, « La justice et la nonreprésentation au carrefour de la *localisation sociale* », (2021) *Revue canadienne Droit et société* (en évaluation)
- DENIS, Jean-Louis, VERONISI, Gianluca, RÉGIS, Catherine et Sabrina GERMAIN, « Collegiality as political work: Professions in today's world of organizations », (2019) 6-3 *Jour. of Professions and Organization* 323
- GAUTRAIS, Vincent, « Benisty c. Kloda : un arrêt séminal en preuve numérique québécoise », dans VERGÈS, Étienne (dir.), Chronique « preuve », (2019) *Cahiers droits sciences et technologies* 181-188
- GAUTRAIS, Vincent, « Les sept péchés de la blockchain : éloge du doute! », (2019) 7-8 *Dalloz IP/IT* 432-434
- PETITGAND, Cécile, RÉGIS, Catherine et Jean-Louis DENIS, « La science, un droit humain? Mettre en œuvre le principe d'une science participative, équitable et accessible à tous », (2019), série IdéesLab de la Commission canadienne pour l'UNESCO
- PETITGAND, Cécile et Catherine RÉGIS, « Principes éthiques et encadrement juridique de l'IA en santé ; l'exemple de la Déclaration de Montréal », (2019) 22 *Journal de Droit de la Santé et de l'Assurance Maladie* 101
- PETITGAND, Cécile MOTULSKY, Aude, RÉGIS, Catherine et Jean-Louis DENIS, « A sociotechnical approach to learning health systems: meanings and implications for theory and practice », *Milbank Quarterly* (soumis et en évaluation)
- PICHÉ, Catherine, « Reaching the Universe of Class Claimants through New Technologies and Social Networks », Canadian Journal of Law and Technologies (accepté, à paraître)
- PICHÉ, Catherine, « Tout ce qu'on ne vous a jamais dit sur l'étape d'autorisation dans l'action collective », (2018) 77 Revue du Barreau 525-573

- PICHÉ, Catherine, « The Class Action Value », dans FARROW, Trevor et Les JACOBS (dir.), *The Cost and Value of Justice*, Vancouver, UBC Press, 24 p. (sous presse)
- PICHÉ, Catherine, « "The doors to justice are open, but how do I get in?": Experiencing access to justice as a class action member », (2019) 8 *The Annual Review of Interdisciplinary Justice Research* 280-317
- PICHÉ, Catherine, « Reaching the Universe of Class Claimants through New Technologies and Social Networks », (2019) 16 Canadian Journal of Law and Technologies 227-276
- PROMTEP, Sandrine, MILLERAND, Florence, PARADA, Alexandra, BAHARY, Alexandra, NOREAU, Pierre et Anne-Marie SANTORINEOS, «Legal Information in Digital Form: The Challenge of Accessing Computerized Court Records », (2018) 8 *Annual Review of Interdisciplinary Justice Research*, 25 pages (accepté)
- RÉGIS, Catherine et Florian KASTLER, «Improving the World Health Organization's Normative Strategy: What Should We Aim For? » (2018) 101 *LI Revue belge de droit international* (édition 2018, mais publiée en 09/2019)
- RÉGIS, Catherine, PETITGAND, Cécile et Jean-Louis DENIS, « *Equity by Design* in Artificial Intelligence: Taking seriously the risks of bias and discrimination in health care », *Health Care Analysis* (soumis et en évaluation)
- TREMBLAY, Hugo, « Perspectives sur le droit de l'environnement face à l'Anthropocène », Revue de droit d'Ottawa, (accepté)
- TRUDEL, Pierre, « Commentaire sur la décision Denis c. Côté La liberté de presse emporte une présomption de protection des sources journalistiques », *Repères*, décembre 2019, EYB2019REP2871
- VERMEYS, Nicolas et Dahlia CHALATI, « La sécurité des actes notariés dématérialisés », (2019) 120/3 R. du N. 479
- VERMEYS, Nicolas et Jean-François ROBERGE, « ODR as a Public Service: The Access to Justice-Driven Canadian Experience », 6 (2) *International Journal of Online Dispute Resolution* 227

Rapports de recherche

- BOUTROUILLE, L., RÉGIS, C. GANACHE, I. et M.-P. POMEY, Les enjeux juridiques et éthiques des patients accompagnateurs dans les équipes soignantes, 2019, 45 p.
- CACHECHO, M. et P. NOREAU, Analyse tirée de l'exploitation secondaire des données du sondage de l'Indice AMF et redéploiement du projet d'analyse des pratiques des consommateurs et des vendeurs de produits financiers, Montréal, Centre de recherche en droit public, Université de Montréal, 15 mars 2019, 12 p.
- CACHECHO, M. et P. NOREAU, *Analyse tirée de la relecture du questionnaire servant à la composition de l'Indice AMF*, Montréal, Centre de recherche en droit public, Université de Montréal, 15 mars 2019, 7 p.
- COSTANZO, V. et P. NOREAU, Déontologie judiciaire: Les sanctions imposées aux juges reconnus fautifs, faut-il un large éventail de mesures ou un seuil fatal? Document de travail nº 2, soumis au Conseil de la magistrature, Montréal, avril 2019, 30 p.
- COSTANZO, V. et P. N, *Déontologie judiciaire : Les sanctions imposées aux juges reconnus fautifs, faut-il un large éventail de mesures ou un seuil fatal ?* Document de travail nº 1, soumis au Conseil de la magistrature, Montréal, février 2019, 23 p.
- GAUTRAIS, V., Étude préliminaire sur l'application de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information, Étude commandée par le Ministère de la justice du Québec, août 2019, 30 p.
- GAUTRAIS, V., VERMEYS, N., HABIB, E. et K. SASSI, *Revue de littérature en matière de régulation des plateformes*, Étude commandée par le Ministère de la Justice du Canada, juillet, 2019, 166 p.
- GOSSELIN, J. et P. NOREAU (sous la supervision de), Rapport de recherche portant sur l'évaluation du Programme Pro Bono d'accompagnement juridique des parents de l'Hôpital général pour enfant de Montréal, Montréal, hiver 2019, 39 p.
- LECLERC, J. et P. NOREAU (sous la supervision de), Rapport de recherche portant sur l'évaluation du programme Pro Bono Porte 33 de la région des Laurentides destinés aux conjoints en voie de séparation, Montréal, juin 2019, 34 p.
- MOKTAR, L., NOREAU, P., LEDUC, M. et F. LEBLANC, *Performance du système de justice canadien : Comparaison interproviciale*, Montréal/Québec, ENAP/UdeM, octobre 2019, 22 p.

- MOKTAR, L., NOREAU, P. et F. LEBLANC, *Performance des systèmes de justice, Qu'est ce qui compte? Étude préparatoire dans le cadre du Chantier 7* (2^e mise à jour), Montréal/Québec, ENAP/UdeM, septembre 2019, 70 p.
- PICHÉ C. et V. GAUTRAIS, Challenges for Civil Justice As We Move Beyond Globalization and Technological Change Current Situations and Problems regarding New Types of Evidence, rapport national pour le Canada, en vue du congrès international de l'Association internationale de procédure judiciaire, Kobe, Japon, 2-5 novembre 2019, 2-31
- VERMEYS, N. et S. COUTURE, Étude relative aux standards et formats de documents technologiques contenus dans un dossier judiciaire, étude présentée au ministère de la Justice du Québec, 2019, 80 p.

Blogues

- TREMBLAY, Hugo, 40 billets de blogue, 7 janvier 2015-aujourd'hui : www.hugotremblay.ca
- BENYEKHLEF, Karim, VERMEYS, Nicolas et Sarit MIZRAHI, «Towards Cyberjustice Retrospective, Part 4: A Look Inside the Courthouse », blogue *Slaw*, 17 octobre 2019
- BENYEKHLEF, Karim, VERMEYS, Nicolas et Sarit MIZRAHI, «Towards Cyberjustice Retrospective, Part 5: What the Future Holds », blogue *Slaw*, 19 décembre 2019

Articles de vulgarisation et opinion

- GAUTRAIS, Vincent, *CNUDCI et équivalence fonctionnelle* : < https://www.gautrais.com/blogue/2019/04/11/cnudci-et-equivalence-fonctionnelle/ (avril 2019)
- GAUTRAIS, Vincent, *CNUDCI et encadrement de la sécurité* (2) https://www.gautrais.com/blogue/2019/04/15/cnudci-et-encadrement-de-la-securite-2/ (avril 2019)
- TRUDEL, Pierre, « La liberté d'expression du salarié », *Le Devoir*, Opinion, 12/17/2019.
- TRUDEL, Pierre, « L'injure et les gens raisonnables », *Le Devoir*, Opinion, 12/10/2019.
- TRUDEL, Pierre, « Rire censuré », Le Devoir, Opinion, 12/03/2019.
- TRUDEL, Pierre, « Données personnelles: Les urgences », Le Devoir, Opinion, 11/26/2019.
- TRUDEL, Pierre, « Abus de logiciel », *Le Devoir*, Opinion, 11/19/2019.
- TRUDEL, Pierre, « Appliquer le règlement jusqu'à l'absurde », *Le Devoir*, Opinion, 11/12/2019.
- TRUDEL, Pierre, « Le droit pour le plus fort », *Le Devoir*, Opinion, 11/05/2019.
- TRUDEL, Pierre, « La censure en Europe », *Le Devoir*, Opinion, 10/29/2019.
- TRUDEL, Pierre, « La crise de la vérité journalistique », Le Devoir, Opinion, 10/23/2019.
- TRUDEL, Pierre, « Le crédit social En Chine et ici », *Le Devoir*, Opinion, 10/08/2019.
- TRUDEL, Pierre, « La protection des sources journalistiques est la règle », *Le Devoir*, Opinion, 10/01/2019.
- TRUDEL, Pierre, « Le passé aux yeux du présent », Le Devoir, Opinion, 09/24/2019.

TRUDEL, Pierre, « La liberté et ses limites », Le Devoir, Opinion, 09/17/2019.

TRUDEL, Pierre, « Signes religieux et téléphones portables », *Le Devoir*, Opinion, 09/10/2019.

TRUDEL, Pierre, « La souveraineté numérique », *Le Devoir*, Opinion, 09/03/2019.

TRUDEL, Pierre, « Données massives et crise des médias », Le Devoir, Opinion, 08/27/2019.

TRUDEL, Pierre, « Tweeter avec son frigo », *Le Devoir*, Opinion, 08/20/2019.

TRUDEL, Pierre, « La responsabilité des sites haineux », *Le Devoir*, Opinion, 08/13/2019.

TRUDEL, Pierre, « Identifiants à hauts risques », Le Devoir, Opinion, 08/06/2019.

TRUDEL, Pierre, « La caricature bat en retraite », *Le Devoir*, Opinion, 06/18/2019.

TRUDEL, Pierre, « Définir les mots, un acte de pouvoir », *Le Devoir*, Opinion, 06/11/2019.

TRUDEL, Pierre, « Fermez ce compte Twitter! », *Le Devoir*, Opinion, 06/04/2019.

TRUDEL, Pierre, « La marque parodiée », *Le Devoir*, Opinion, 05/28/2019.

TRUDEL, Pierre, « Reconnaissance faciale : de San Francisco à Montréal », *Le Devoir*, Opinion, 05/21/2019.

TRUDEL, Pierre, « Les plateformes subventionnées », *Le Devoir*, Opinion, 05/14/2019.

TRUDEL, Pierre, « Victime anonyme », *Le Devoir*, Opinion, 05/07/2019.

TRUDEL, Pierre, « S'épuiser à faire consentir des individus », *Le Devoir*, Opinion, 04/30/2019.

TRUDEL, Pierre, « Responsabiliser Google, Facebook ou Twitter? », *Le Devoir*, Opinion, 04/23/2019.

TRUDEL, Pierre, « L'éthique à deux vitesses », Le Devoir, Opinion, 04/16/2019.

TRUDEL, Pierre, « Le coût des injures racistes », Le Devoir, Opinion, 04/09/2019.

TRUDEL, Pierre, « L'obsolescence programmée », Le Devoir, Opinion, 04/02/2019.

TRUDEL, Pierre, « Inhibition collatérale », Le Devoir, Opinion, 03/26/2019.

TRUDEL, Pierre, « La haine virale », *Le Devoir*, Opinion, 03/19/2019.

Annexe 2 : Les conférences

Dans sa programmation annuelle, le CRDP organise plusieurs cycles de conférences, les Midi conférences et jeunes chercheurs, les conférences sur le droit et l'art et les matinées constitutionnelles. En outre, profitant de la venue et de la collaboration de chercheurs du monde entier, le CRDP organise des conférences et des colloques qui permettent l'échange et la divulgation des résultats de recherche.

Les cycles de conférences

Matinées de la Justice

LA JUSTICE INTERGÉNÉRATIONNELLE FACE À LA CRISE CLIMATIQUE

30 octobre 2019, 10 h à 11 h 30 Salon François-Chevrette, Faculté de droit – Université de Montréal

CONFÉRENCIERS

- Hugo TREMBLAY, Professeur, Faculté de droit Université de Montréal
- Corinne GENDRON, Professeure, Département de Stratégie, Responsabilité sociale et environnementale, UQÀM

LA DYNAMIQUE DES PRINCIPAUX ACTEURS EN FISCALITÉ INTERNATIONALE

20 novembre 2019, 10 h à 11 h 30 Salon François-Chevrette, Faculté de droit – Université de Montréal

CONFÉRENCIERS

- Brigitte ALEPIN, Professeure, Université du Québec en Outaouais et,
- Lyne LATULIPPE, Professeure, Université de Sherbrooke
- Annick PROVENCHER, Professeure, Université de Montréal (répondante)

Analyse de la dynamique des acteurs et des organisations constitutives de l'agora fiscale internationale participant à la discussion fiscale internationale des dernières années et leur influence quant à l'évolution du régime fiscal international. L'objectif de l'analyse est tout d'abord d'identifier les acteurs et les organisations et leur contribution générale à la gouvernance fiscale mondiale et à l'agenda fiscal international. Ensuite, l'analyse décrira les forces et les lacunes de cet agora en matière de modernisation du système fiscal international.

Midi conférence et jeunes chercheurs : Droit au menu

L'ACCORD DE PARIS ET LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIES CLIMATIQUES : ENJEUX JURIDIQUES

12 mars 2019, 12 h À 13 h Salon François-Chevrette, Faculté de droit – Université de Montréal

CONFÉRENCIERS

- Charles CODÈRE, Conférencier, Candidat au doctorat Faculté de droit UdeM
- Hugo TREMBLAY, Répondant, Professeur adjoint CRDP Faculté de droit UdeM

LA COLLABORATION INTERPROFESSIONNELLE EN SANTÉ ET LE DROIT : PEUT-ON LES LIER ?

29 octobre 2019, 13 h 30 à 15 h Salon François-Chevrette, Faculté de droit – Université de Montréal

CONFÉRENCIERS

- Marie-Andrée GIRARD, Conférencière, Candidate au doctorat Faculté de droit – Université de Montréal
- Laurence LARGENTÉ, Répondante, Coordonnatrice scientifique du CRDP Chargée de cours Faculté de droit Université de Montréal.

Autres conférences organisées par le CRDP

COLLOQUE CRDP-AED - LE DROIT MÈNE-T-IL À TOUT?

21 janvier 2019, de 13 h à 17 h Salon François-Chevrette, Faculté de droit – Université de Montréal

CONFÉRENCIERS

Droit et technologies de l'information

- Dobah CARRÉ, post doctorante en droit UdeM
- Gilles DE SAINT-EXUPÉRY, Avocat et co-fondateur Lex Start
- Nathan HASSAN-OMAR, Comité Droit et Technologies AED

Droit, santé et Développement Durable

- Hugo TREMBLAY, Professeur, Faculté de droit UdeM
- Marc BISHAI, Avocat CODE
- Carmon HOJABIRI, Comité Droit et Environnement AED

Droit et Nouveaux rapports sociaux

- Evelyne JEAN-BOUCHARD, post-doctorante en droit UdeM
- Sarah-Maude BELLEVILLE-CHENARD, Avocate Dionne Shulze
- Odile LAUZON, Comité Droit autochtone AED

RÉSUMÉ

Les panels ont en lien avec les axes de recherche du CRDP, et l'animation est assurée par des étudiants.es et professionnels du droit. Cette édition porte une empreinte particulière puisqu'elle donne l'occasion à des diplômés de la Faculté de droit de partager leurs parcours et expérience avec les participants.es.

LE DROIT AUTREMENT

31 janvier 2019, de 14 h à 18 h Laboratoire de cyberjustice, Faculté de droit – Université de Montréal

CONFÉRENCIERS

Introduction

- Vincent GAUTRAIS, Professeur titulaire, Faculté de droit UdeM
- Karim BENYEKHLEF, Professeur titulaire, Faculté de droit UdeM
- Christine VÉZINA, Professeure adjointe, Faculté de droit ULaval

À quoi sert le droit?

- François OST, Professeur émérite, Faculté de droit, Université Saint-Louis Bruxelles
- Pierre NOREAU, Professeur titulaire, Faculté de droit UdeM

RÉSUMÉ

La conférence est ponctuée en première partie, du lancement de l'ouvrage : Vincent Gautrais (dir.), *École de Montréal*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2019. Cet ouvrage est l'axe autour duquel s'articulent la plupart des présentations pour marquer l'existence d'un courant de pensée théorique s'inscrivant dans la famille du pluralisme juridique.

La deuxième partie de la conférence sera consacrée à une communication autour de l'ouvrage : François Ost, *À quoi sert le droit ? : usages, fonctions, finalités,* Bruxelles, Bruylant, 2016, 570 p. Cette communication sera animée par :

- François Ost, Professeur émérite, Faculté de droit, Université Saint-Louis Bruxelles
- Pierre Noreau, Professeur titulaire, Faculté de droit UdeM

La troisième partie de la conférence est consacrée à la remise de la Médaille de la Faculté au Professeur émérite Guy Rocher pour souligner sa contribution par ses nombreux travaux à l'émergence et à la construction de ce courant de pensée qu'est l'École de Montréal.

LES FEMMES DANS LE MILIEU DE LA RECHERCHE: PERSPECTIVE PLURIDISCIPLINAIRE

13 mars 2019, de 14 h à 18 h Pavillon André-Aisenstadt, local 1355

CONFÉRENCIÈRES

- Jean-François ARGUIN, Professeur agrégé, Département de physique UdeM;
- Mirjam FINES-NEUSCHILD, Candidate au doctorat, Département de physique UdeM;
- Emilie GENIN, Professeure agrégée, École de relations industrielles UdeM;
- Evelyne JEAN-BOUCHARD, Chercheure postdoctorale, CRDP Faculté de droit UdeM;
- Virginie PORTES, Directrice Subvention et communications BRDV UdeM et;
- Annick PROVENCHER, Professeure adjointe, Faculté de droit UdeM;
- Laurence LARGENTÉ, Coordonnatrice du CRDP Faculté de droit UdeM (animation).

RÉSUMÉ

Dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale des Femmes, il s'agit d'exposer une perspective pluridisciplinaire de faire le point sur l'évolution de la position de la femme dans les milieux de recherche, les publications, les chaires, les subventions, son rôle dans la gouvernance, etc. C'est à partir de la culture organisationnelle, du plafond de verre, de la parité, etc. que nos invités pourront échanger sur leurs travaux ainsi que sur leur engagement.

DROIT, JUSTICE ET OPÉRA

6 mai 2019, 19 h

Laboratoire de cyberjustice - Faculté de droit, UdeM

La conférence est organisée par le Centre de recherche en droit public, en collaboration avec la Faculté de droit, le Réseau des diplômés et donateurs, l'Institut d'art vocal, la Faculté de musique, la Société d'art vocal de Montréal, l'Opéra de Montréal et le Comité Pass'Art de l'ACSED.

CONFÉRENCIÈRES

- Patrick WACHSMANN, Professeur de droit public de l'Université de Strasbourg et à titre d'animatrice
- L'Honorable Anne-Marie TRAHAN, c.r.

LES PROFESSIONS JURIDIQUES FACE À LA JUSTICE PLURIELLE (AMIABLE, ARBITRAL, COLLECTIVE, NUMÉRIQUE)

10 mai 2019, 9 h à 17 h Pavillon Jean-Brillant, UdeM

CONFÉRENCIERS

- Gilduin DAVY, Professeur d'histoire du droit, CHAD, Université Paris Nanterre
- Vincent FORRAY, Professeur en théorie du droit, McGill
- Soraya AMRANI-MEKKI, Professeure, Université Paris Nanterre
- Catherine PICHÉ, Professeure, Université de Montréal
- Céline BLOUD-REY, Maître de conférences, Université Paris XIII
- Pierre NOREAU, Professeur, Université de Montréal (CRDP)
- Mustapha MEKKI, Professeur, Université Paris XIII
- Raphaël AMABILI-RIVET, Chambre des notaires
- Vincent GAUTRAIS, Professeur, Université de Montréal, CRDP
- Sébastien BARDOU, Directeur marketing, Lexisnexis
- Xavier BEAUCHAMP-TREMBLAY, CanLII
- Martin PLISSONNIER, Université Paris Nanterre
- Hélène de KOVACHICH (Clinique de médiation Université de Montréal)
- Bernard HAFTEL, Professeur Université Paris XIII

RÉSUMÉ

L'objectif de ce colloque est d'étudier ensemble deux phénomènes bien connus des différents systèmes juridiques français et québécois : un essor de la justice numérique et un déploiement des modes de règlement amiable des différends. Pour comprendre les enjeux de la justice de demain, il convient d'étudier en parallèle les caractéristiques des justices alternatives et de la justice numérique.

COLLOQUE: LA JEUNESSE AU CARREFOUR: ENTRE FAMILLE, COMMUNAUTÉ, ÉTAT ET SOCIÉTÉ. QUELS ENJEUX POUR LES DROITS DE LA JEUNESSE DANS UN ENVIRONNEMENT FAMILIAL COMMUNAUTAIRE, CULTUREL ET SOCIAL EN TRANSFORMATION?

23 mai 2019, 16 h et 24 mai, 9 h à 17 h Pavillon Jean-Brillant, UdeM

RÉSUMÉ

À l'approche de l'anniversaire des trente ans de la Convention relative aux droits de l'enfant, l'équipe ADAJ sur l'accès au droit et à la justice et le Partenariat de recherche Séparation parentale, recomposition familiale organisent conjointement un colloque.

La question des droits de l'enfant et de l'adolescent est directement liée à la réalité familiale, culturelle et sociale des jeunes; à leur condition en tant que citoyen et membres d'une société. Ces relations fondent l'environnement particulier dans lequel leurs droits s'exercent. Pour cette raison, la condition sociale et juridique de chaque jeune ne peut être comprise qu'en tenant compte de la place qu'il occupe dans un ensemble de systèmes en interaction : son rapport à la famille, à la communauté, à l'État et à la société.

Ces quatre rapports constitueront les thèmes des tables-rondes des 22 conférenciers suivants: Ton LIEFAARD, Professeur, Leiden Law School - Leiden University; Dominique GOUBAU, Professeur, Faculté de droit - Ulaval ; Nicholas BALA, Professeur, Queen's Law -Queen's University; Marie-Christine SAINT-JACQUES, Professeure, École de service social – ULaval ; Jehanne SOSSON, Professeure, Faculté de droit – Université Catholique de Louvain ; Nazia YAQUB, Doctorante, School of Law and Social Justice – University of Liverpool; Angela CAMPBELL, Professeure, Faculté de droit - McGill; Annamaria COLOMBO, Professeure, Haute école de travail social - Haute École Spécialisée de Suisse occidentale ; Christiane GUAY, Professeure, Département de travail social - UQO; Lincoln HILL, Doctorante, The School of Education – Loyola University Chicago; Elizabeth FAST, Professeure, Applied Human Sciences - Concordia; Lucie RONDEAU, juge en chef à la Cour du Québec; Seamus BYRNE, Doctorant, School of Law and Social Justice - University of Liverpool; Will MASON, Sociologue, Sheffield Methods Institute - University of Huddersfield; Nico TROCMÉ, Professeur, École de travail social - Université McGill; Jean Trépanier, Professeur, École de criminologie - UdeM; Stéphanie BOYER, Candidate à la maîtrise, École d'études sociologiques et anthropologiques - Université d'Ottawa ; Denis LAFORTUNE, École de criminologie - UdeM ; Stephanie RAP, Professeure, Leiden University Law School; Shauna VAN PRAAGH, Professeure, Faculté de droit - Université McGill; Pierre NOREAU, Professeur, Faculté de droit - UdeM

ACTION COLLECTIVE: ENVIRONNEMENT JEUNESSE ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

10 octobre 2019, 16 h 30 à 18 h 30 Salon François-Chevrette, Faculté de droit – UdeM

CONFÉRENCIERS

- Hugo TREMBLAY, Professeur Faculté de droit UdeM
- Me Anne-Julie ASSELIN, Avocate Trudel Johnston et Lespérance
- Miriam COHEN, Professeure, Faculté de droit UdeM
- Sébastien JODOIN, Professor, Faculty of law McGill
- Derek MCKEE, Professeur, Faculté de droit UdeM
- Catherine PICHÉ, Professeure, Faculté de droit UdeM

RÉSUMÉ

En novembre 2019, Environnement Jeunesse (EnJeu) a amorcé une action collective contre le Gouvernement du Canada pour atteinte aux droits de la personne en lien avec les changements climatiques. Cet été, le juge Morrison a rejeté la demande en autorisation d'exercer l'action, décision qu'EnJeu a portée en appel.

Compte tenu de l'urgence de la crise environnementale et de l'intérêt que les étudiants de la Faculté autant que la communauté juridique en général manifestent envers ce type de problématiques, nous organisons cette conférence pour discuter des implications juridiques de l'action d'EnJeu. Le dossier est fortement médiatisé et soulève de nombreuses questions fondamentales dans plusieurs domaines du droit, notamment en procédure judiciaire et en droit constitutionnel.

Laboratoire de Cyberjustice

WHAT DOES A DECISION BECOME IN THE ERA OF ARTIFICIAL INTELLIGENCE?

26 novembre 2019

Chancellor Day Hall, Université McGill

CONFÉRENCIÈRE

 Nicole Rigillo, anthropologist and Research Fellow at the Berggruen Institute's Transformations of the Human Program

RÉSUMÉ

Artificially intelligent systems are increasingly being used to both augment and replace human decision-makers of all kinds: a human resources representative screening a job applicant, a judge assessing a prisoner's bail request, or an immigration agent issuing a visa, for example. The automation of high-stakes decisions has led to concerns about bias, fairness, and transparency. But a question that remains largely unexplored is how the application of machine learning to decisions made about human beings asks us to revise our understanding of what a decision is.

This is not a trivial question considering that, with some exceptions, our laws, expectations about explanations, and notions of accountability have been developed around humans as the primary agents responsible for decisions made about other humans. This presentation first situates how human decisions have been framed in administrative law, cognitive science and behavioural economics. It then draws on interviews with AI engineers to illustrate the major differences between human decision-making processes and the modes of reasoning used in second-wave AI.

A key issue here is the problem of interpretability, necessitating the development of a set of methods known as explainable AI, along with attendant concerns about the quality and utility of these explanations. The presentation closes by arguing that the differences in modes of reasoning between humans and machines necessitates a rethinking of laws and notions of accountability to better account for the specificity of decisions made by artificially intelligent agents.

ATELIER – L'IMPACT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES SUR LA FORMATION DES JURISTES AU QUÉBEC

22 novembre

Laboratoire de cyberjustice - Université de Montréal

CONFÉRENCIER

• Pr Pierre-Luc DÉZIEL, Faculté de droit – Ulaval

RÉSUMÉ

Le Ministère de la Justice du Québec (MJQ) a confié à une équipe de chercheurs de l'Université Laval le mandat de conduire une étude relative à l'impact de l'émergence des TICs sur la formation des juristes au Québec.

Cette étude a pour but de mieux comprendre l'impact des nouvelles technologies sur le métier de juriste au Québec et les besoins des différents acteurs du domaine judiciaire en matière de formation aux nouvelles technologies.

ARTIFICIAL INTELLIGENCE AND THE LEGAL SECTOR

13 novembre 2019 Laboratoire de cyberjustice – Université de Montréal

CONFÉRENCIER

• Hannes WESTERMANN, Doctorant, Faculté de droit – Université de Montréal

RÉSUMÉ

L'intelligence artificielle (IA) est considérée comme l'une des plus grandes inventions du 21e siècle. Elle est susceptible d'avoir un impact profond sur de nombreux secteurs de la société. Déjà, l'intelligence artificielle est utilisée dans de nombreux domaines différents, qu'il s'agisse de jouer à des jeux de société ou à des jeux informatiques complexes à des niveaux surhumains, d'automatiser le marketing spécifique aux clients ou de réaliser des tâches auparavant réservées aux humains, comme la conduite automobile. L'IA permet aux programmes informatiques de trouver et d'analyser des modèles et des corrélations d'énormes quantités de données et d'utiliser les résultats pour prévoir certains événements futurs. Cet exposé portera donc, sur la façon dont ces capacités de l'intelligence artificielle peuvent être utilisées dans le domaine complexe de la pratique juridique.

Cet exposé décrira et démontrera également les éléments et les capacités de l'intelligence artificielle qui peuvent être utilisés, et qui sont déjà utilisés, dans le domaine du droit. Cela conduit à des considérations telles que : les avocats seront-ils remplacés par des ordinateurs ? Cette présentation portera également sur certaines conclusions de notre projet JusticeBot, qui vise à améliorer l'accès à la justice dans les différends entre propriétaires et locataires à l'aide de l'IA et nous allons aussi faire le point sur certains des défis qui se présentent.

ICANN 2019

2 au 7 novembre 2019 Laboratoire de cyberjustice – Université de Montréal

RÉSUMÉ

Montréal au Canada, a été choisi comme lieu d'accueil de la 66^e réunion publique de l'ICANN pour la région Amérique du nord. La réunion aura lieu du 2 au 8 novembre 2019 au <u>Laboratoire de cyberjustice de Montréal</u>.

L'ICANN organise trois réunions publiques chaque année civile, dans différentes régions du monde. Elles constituent un principe central du modèle multipartite de l'ICANN car elles permettent de faire avancer le travail d'élaboration de politiques, de sensibilisation, d'échanger les meilleures pratiques, de conclure des accords commerciaux, d'en savoir plus sur l'ICANN et d'interagir avec d'autres membres de la communauté de l'ICANN, le Conseil d'administration et l'organisation en elle-même. Ces réunions comprennent généralement plus de 400 différentes séances et sont l'occasion pour les individus et les représentants des différentes groupes de parties prenantes de l'ICANN de se donner rendez-vous pour présenter et discuter des questions relatives à la politique de l'ICANN. Les participants peuvent y assister en personne ou à distance. Les réunions sont ouvertes à tous et l'enregistrement est gratuit.

DE LA DÉMOCRATIE PAR LE DROIT À LA DICTATURE DES ALGORITHMES ? LA THÉORIE JURIDIQUE AU XXIE SIÈCLE

23 octobre 2019

Laboratoire de cyberjustice – Université de Montréal

Cycle: « Démocratie, algorithme et information »

CONFÉRENCIER

• Stéphane BERNATCHEZ, Professeur, Faculté de droit – Université Sherbrooke

RENCONTRES EXPERTES DU LAB: ALGORITHMES ET ÉTAT DE DROIT

9 octobre 2019, 14 h

Laboratoire de cyberjustice – Université de Montréal

CONFÉRENCIERS

- Pr Benoit FRYDMAN, Université libre de Bruxelles François ELIE de l'ADULLACT (Montpellier)
- Pr Hugues BERSINI, Université libre de Bruxelles
- Pr Gregory LEWKOWICZ, Université libre de Bruxelles
- Pr Karim BENYEKHLEF, Professeur à la Faculté de l'Université de Montréal et directeur du Laboratoire de cyberjustice
- Maître Cynthia CHASSIGNEUX, commissaire et juge administratif, Commission d'accès à l'information
- Maître Patricia KOSSEIM, avocate-conseil en gestion de l'information et cybersécurité, Osler
- Antoine GUILMAIN, avocat-conseil en protection des données, Fasken

RÉSUMÉ

Les Rencontres expertes du Laboratoire de cyberjustice de l'Université de Montréal conviennent des expert(e)s ou chercheur(e)s reconnu(e)s afin de nourrir un débat de fond sur les grandes questions du numérique et du droit. La formule est simple : une demi-journée comprenant trois interventions d'experts afin d'assurer le soutènement intellectuel d'une table ronde, dédiée au dialogue et à la participation de practien(nes) appelé(e)s à se positionner sur ces grands enjeux.

Rencontre experte #1. Cette rencontre experte du Laboratoire de cyberjustice réunira, en collaboration avec le Centre Perelman de l'Université Libre de Bruxelles, un panel d'experts et chercheurs intéressés par l'incidence des algorithmes sur l'élaboration, la circulation et la protection des citoyens au sein des États. En effet, des scientifiques du Stevens Institute of Technology du New Jersey ont trouvé un moyen d'utiliser l'intelligence artificielle pour créer un programme qui, combiné aux outils de piratage existants, n'a pris que quelques minutes pour trouver plus d'un quart des mots de passe d'un ensemble de plus de 43 millions de profils LinkedIn. Cette utilisation néfaste d'algorithmes met en évidence la nécessité d'une sécurité accrue des données par la création de standards impératifs pour tout algorithme impactant la vie des citoyens. Cette rencontre experte sera l'occasion de comprendre comment les chercheurs et praticiens du droit s'adaptent à cette nouvelle réalité et si les normes actuelles sont d'application complexe ou obsolète?

SOIL 2019 - GRANDE CONFÉRENCE SUR LE LOGICIEL LIBRE ET LE SECTEUR PUBLIC

25 septembre 2019, 16 h 30

Laboratoire de cyberjustice - Université de Montréal

CONFÉRENCIÈRE

- Bianca TOMAZELI, Ville de Montréal
- François ELIE de l'ADULLACT (Montpellier)

RÉSUMÉ

Les différents organismes du secteur public consomment de grandes quantités de produits et de services numériques. Au Québec comme ailleurs, ils peuvent être amenés à entrer trop fortement dans la dépendance quotidienne des grands fournisseurs, surtout états-uniens, comme le sont déjà individuellement la plupart de citoyens, en particulier en Amérique du Nord. Est-ce une trajectoire fatale? Les militants du logiciel libre du monde entier répondent « non ». Le secteur public n'est pas qu'un consommateur, un utilisateur passif de solutions numériques appartenant à des entreprises privées : il est aussi par nécessité un grand producteur de ressources numériques. Pensons simplement aux services numériques à destination des particuliers ou des entreprises offerts par les États et les municipalités. Obligés d'accroître leur expertise interne en développement, maintenance, sécurité et opération d'infrastructures, de plateformes et d'applications pour réaliser leur mission, tous les organismes du secteur public ont intérêt à collaborer et à mutualiser en participant activement aux communautés de logiciels libres. Les citoyens et les entreprises trouveront également leur intérêt dans l'affaire : n'est-il pas dans l'ordre des choses que le code informatique qu'ils financent par leurs impôts et leurs taxes soit librement réutilisable par tous?

Quelles politiques, stratégies et plans d'action devons-nous adopter pour que les organismes du secteur public maîtrisent globalement et durablement leur informatique? Qu'en est-il en particulier dans les secteurs de l'éducation et de l'enseignement supérieur? Et au niveau des municipalités? Une convergence des secteurs publics du monde francophone est-elle possible autour des logiciels libres et plus généralement des communs numériques?

Voilà quelques-unes des questions auxquelles tâcheront de répondre nos intervenants dans le cadre de l'édition 2019 de la Grande conférence de la Semaine québécoise de l'informatique libre (SQiL).

INTERNATIONAL CONFERENCE ON ARTIFICIAL INTELLIGENCE AND LAW (ICAIL)

17 au 21 juin 2019

Laboratoire de cyberjustice - Université de Montréal

RÉSUMÉ

The 2019 edition of the International Conference on Artificial Intelligence and Law (ICAIL) will be held at the Cyberjustice Laboratory, University of Montreal, directed by Karim Benyekhlef.

The conference is held biennially under the auspices of the International Association for Artificial Intelligence and Law (IAAIL) and in cooperation with the Association for the Advancement of Artificial Intelligence (AAAI) and the ACM Special Interest Group on Artificial Intelligence (ACM SIGAI). The conference proceedings are published by ACM.

POUR UNE UTILISATION RESPONSABLE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU GOUVERNEMENT DU CANADA

10 avril 2019, 16 h 30

Salon François-Chevrette, Faculté de droit – Université de Montréal

CONFÉRENCIER

Me Noel CORRIVEAU, avocat et conseiller principal du gouvernement canadien

RÉSUMÉ

L'objectif de cette conférence sera la présentation de la Directive sur les processus décisionnels automatisés, portant sur l'usage de l'intelligence artificielle (IA) au sein de l'appareil administratif, ainsi que de l'outil d'Évaluation de l'impact algorithmique (EIA), soit un questionnaire permettant l'évaluation des risques reliés à la mise en place d'algorithmes au sein du système gouvernemental. Le Canada est d'ailleurs le premier pays s'étant doté de ce type de procédure.

L'évolution constante des technologies oblige un travail continu, c'est donc dans un but de collaboration, d'ouverture et de transparence qu'aura lieu cet événement.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : LE POUVOIR D'ÉNONCER LA VÉRITÉ

9 avril 2019, 16 h

Laboratoire de cyberjustice – Université de Montréal

CONFÉRENCIER

• Éric SADIN, écrivain et philosophe

RÉSUMÉ

Dans le cadre de son cycle de conférences 2018-2019 « **Technocritiques des technoproduits** » qui vous propose différents angles de discussion et une approche critique sur l'incorporation des technologies dans les différentes sphères de la vie sociale, politique ou économique, la Chaire LexUM en information juridique vous invite à la conférence **L'intelligence artificielle : le pouvoir d'énoncer la vérité** présentée par **Éric Sadin**, écrivain et philosophe français.

Éric Sadin est écrivain et philosophe. Il a publié plusieurs ouvrages explorant la nature des technologies numériques et leur impact sur la société : *Surveillance Globale – Enquête sur les nouvelles formes de contrôle* (Climats/Flammarion, 2009) ; *La Société de l'anticipation* (Inculte, 2011) ; *L'Humanité Augmentée – L'administration numérique du monde* (L'échappée, 2013) ; *La Vie algorithmique – Critique de la raison numérique* (L'échappée, 2015) ; *La Silicolonisation du monde – L'irrésistible expansion du libéralisme numérque* (L'échappée, 2016) ; *L'Intelligence artificielle ou l'Enjeu du siècle – Anatomie d'un antihumanisme radical* (L'échappée, 2018). Ses livres sont traduits dans plusieurs langues et il donne des conférences dans le monde entier.

H-POD

SÉRIE DE SÉMINAIRES SUR LES MÉTHODES DE RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES PAR CÉCILE PETITGAND

Du 16 janvier au 20 mars 2019

CONFÉRENCIÈRE

Cécile PETITGAND, post-doctorante en droit – UdeM

RÉSUMÉ

Ce séminaire doctoral a pour objectif d'accompagner les étudiants en thèse dans la conduite d'une recherche qualitative. Il s'organise autour de cinq séances de deux heures, dont trois seront centrées sur les principales méthodes utilisées en sciences sociales pour collecter et analyser des données pertinentes sur un objet de recherche. Chaque séance sera composée d'une présentation magistrale et d'un ou plusieurs exercices pratiques, l'enjeu étant de fournir aux étudiants les principaux concepts et outils dont ils auront besoin pour mener leur propre recherche sur le terrain.

- Cours 1 : Les fondements de la recherche qualitative : 16 janvier 2019 de 14 h à 16 h
- Cours : L'enquête par questionnaire : 6 février 2019 de 14 h à 16 h
- Cours 3 : L'entrevue : 20 février 2019 de 14 h à 16 h
- Cours 4 : L'observation participante : 6 mars 2019 de 14 h à 16 h
- Cours 5 : Éthique de la recherche qualitative : 20 mars 2019 de 14 h à 16 h

5@7 H-POD SUR L'HÔPITAL VIRTUEL

31 janvier 2019, 17 h à 19 h

CONFÉRENCIERS

- Aude MOTULSKY, Professeure à l'École de santé publique au Département de gestion, d'évaluation et de politique de santé et chercheure au Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CRCHUM)
- Marie-Josée PAQUET, Directrice du Centre de coordination de la télésanté du du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM)
- Me Ma'n ZAWATI, Directeur général du Centre de génomique et politiques de l'Université McGill et chargé de cours à l'Université de Montréal

RÉSUMÉ

L'objectif de ce 5 à 7 est de mieux comprendre ce qui entendu par la notion d'hôpital virtuel afin de discuter des promesses et des défis qu'une telle transformation de l'hôpital comporte. À première vue, deux visions contrastées de l'hôpital virtuel se déclinent :

- 1. Un hôpital de plus en plus techno avec des services et des modalités de soins qui incorporent une diversité d'objets connectés, de robots, d'outils de réalité virtuelle, etc. Ces technologies transforment de façon significative le rôle de l'hôpital et la manière de dispenser les soins et services.
- 2. Un hôpital qui n'existe plus physiquement (ou presque!) et qui repose sur différents dispositifs pour offrir des soins et services dans la communauté et à domicile. Les soins sont délocalisés et dispensés à distance par des professionnels se déplaçant lorsque requis.

Ces deux représentations de l'hôpital virtuel sont plausibles et peuvent éventuellement se développer en synergie. Il s'agit d'une part de concentrer les ressources sur des sites spécifiques pour certaines interventions précises (chirurgies complexes, urgences trauma, soins intensifs, etc.), et qui demandent des ressources dédiées et hyper spécialisées. D'autre part, il s'agit de capitaliser sur les innovations technologiques pour accélérer la transformation de l'offre de soins en faveur du domicile et des communautés. Le développement conjoint de ces deux objectifs commande vraisemblablement une stratégie intégrée dont les contours restent à définir selon l'équité d'accès aux soins et l'efficience de l'offre de soins.

COLLOQUE JEAN-YVES RIVARD : « LE TRAVAIL ET LA GESTION DES PROFESSIONNELS EN MUTATION »

13 février 2019, 8 h 30 à 16 h

CONFÉRENCIERS

- Carl-Ardy DUBOIS, Directeur du Département de gestion, d'évaluation et de politique de santé DGEPS, UdeM
- Jean-Louis DENIS, Professeur titulaire, Chaire de recherche du Canada sur le design et l'adaptation des systèmes de santé, chercheur CRCHUM
- Dre Verna YIU, Présidente-directrice générale, Alberta Health Services
- Paul HÉBERT, Médecin, chercheur régulier au CRCHUM, professeur titulaire Fa culté de médecine de l'UdeM, Chaire de médecine transfusionnelle, Fondation Héma-Québec-Bayer de l'Université de Montréal
- Adalsteinn (Steini) BROWN, Doyen, École de santé publique, Université de Toronto
- Sonia BÉLANGER, Présidente-directrice générale de CIUSS du Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal
- Christian GAGNÉ, Président-directeur général du CISSS de Laval
- Mélanie BOURQUE, Professeure agrégée, Département de travail social, Université du Québec en Outaouais-Saint-Jérôme
- Josée GRENIER, Professeure, Département de travail social, UQO

RÉSUMÉ

La 36e édition du Colloque Jean-Yves Rivard aura lieu le 13 février 2019 à l'amphithéâtre du Centre de recherche du CHUM (CRCHUM). L'édition 2019 du Colloque s'intitule « Le travail et la gestion des professionnels en mutation ». Cette année, les intervenants proposent de jeter un regard critique et attentif sur les mutations du travail professionnel et les implications qui en découlent quant à la gestion et l'organisation du système de santé. Parmi les thèmes abordés, il sera notamment question de responsabilité professionnelle dans un contexte évolutif de pratique, de recomposition des rôles professionnels et des défis d'une main-d'œuvre polyvalente en santé.

5@7 H-POD: THE ENGLISH NHS NEEDS CHANGING: POLICIES AND STRATEGIES TO MOVE FORWARD A SEPTUAGENARIAN INSTITUTION

25 février 2019, 17 h à 19 h

Amphithéâtre du Centre de recherche du CHUM (CRCHUM)

CONFÉRENCIERS

 Gianluca VERONESI, professeur en gestion des soins de santé à l'Université de Bristol

RÉSUMÉ

Le système de santé en Angleterre (NHS) a connu de nombreuses réformes. Cette conférence, prononcée en anglais, permettra de mieux comprendre les défis actuels du NHS et les solutions envisagées pour assurer la viabilité et la performance du système de santé. M. Gianluca Veronesi, professeur en gestion des soins de santé à l'Université de Bristol, sera des nôtres. Une discussion suivra sur les implications pour les politiques de santé au Canada.

QUE POUVONS-NOUS ATTENDRE DE LA DÉCLARATION DE MONTRÉAL POUR UN DÉVELOPPEMENT RESPONSABLE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE?

27 février 2019, 17 h à 19 h Université d'Ottawa

CONFÉRENCIERS

Catherine RÉGIS, professeure titulaire – Faculté de droit de l'UdeM

RÉSUMÉ

La Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'IA a été lancée le 4 décembre dernier, au terme d'un vaste processus de consultation auprès d'experts, citoyens et parties prenantes. À la suite de cette consultation, une déclaration faisant état de différents principes éthiques et recommandations de politiques publiques devant guider l'IA a émergé. À l'occasion de cette conférence, la professeure Régis discutera du contenu de cette Déclaration, du processus y afférant ainsi que des enjeux qu'elle suscite pour le domaine de l'IA ainsi que sur le plan juridique.

WEBINAIRE SUR LA MÉTHODE DE L'OBSERVATION PARTICIPANTE EN SCIENCES SOCIALES

6 mars 2019, 14 h à 16 h Faculté de droit – UdeM

CONFÉRENCIERS

• Cécile PETITGAND, post-doctorante en droit, UdeM

5@7 H-POD SUR LES VIOLENCES EN SANTÉ

13 mars 2019, 16 h 30 à 18 h 30 Université d'Ottawa

CONFÉRENCIERS

- Catherine RÉGIS, professeure titulaire Faculté de droit de l'UdeM
- Katherine LIPPEL, professeure à la Section de droit civil de l'Université d'Ottawa et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la santé et la sécurité au travail
- Annie DESCOTEAUX, gestionnaire de projets du volet patients partenaires de la Direction collaboration et partenariat patient (DCPP) de l'Université de Montréal
- Audrey FERRON PARAYRE, professeure adjointe à la Section de droit civil de la Faculté de droit et chercheure au Centre de droit, politique et éthique de la santé de l'Université d'Ottawa

RÉSUMÉ

La violence est un phénomène social qui n'épargne pas le milieu de la santé. Qu'elle soit vécue par les soignants ou les patients, tantôt organisationnelle ou interpersonnelle, différents mécanismes doivent être mis en place afin de la prévenir ou y mettre fin lorsqu'elle survient.

CONFÉRENCE ANNUELLE IA EN MISSION SOCIALE

21 et 22 mars 2019 Théâtre Rialto

CONFÉRENCIERS

- Katherine LIPEL, Professeure à la Faculté de droit Uottawa
- Vincent DUMEZ, Codirecteur Direction, Collaboration et Partenariat Patient de l'Université de Montréal
- Audrey FERRON PARAYRE, Professeure à la Faculté de droit UOttawa (répondante)

RÉSUMÉ

La conférence IA en Mission Sociale est organisée par l'Alliance Impact Intelligence Artificielle (AIIA), un organisme sans but lucratif qui regroupe des chercheurs de différentes disciplines et organismes de la société civile visant à étudier et améliorer les impacts sociaux, juridiques, éthiques et politiques de l'intelligence artificielle. À l'occasion de cette conférence, la professeure Régis participera à la table ronde intitulée « L'IA en santé : exploration d'initiatives actuelles et des enjeux sociaux, juridiques et éthiques liées à leur implantation ».

LE CITOYEN ET SES OBJETS CONNECTÉS: QU'ADVIENT-IL DE SES DONNÉES?

3 avril 2019, 17 h à 19 h Saint-Houblon

CONFÉRENCIERS

- Guy PARÉ, professeur titulaire au Département de technologies de l'information à HEC Montréal et titulaire de la Chaire de recherche en santé connectée.
- Catherine RÉGIS, professeure agrégée à la Faculté de droit de l'Université de Montréal et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé.
- Ma'n H. ZAWATI, directeur général du Centre de génomique et de politiques du Département de génétique humaine de l'Université McGill et membre associé de l'Unité d'éthique biomédicale de l'Université McGill.

RÉSUMÉ

Ce premier de trois « Café de bioéthique » abordera les enjeux entourant la production massive, continue et diversifiée de données par le citoyen via les objets numériques de son quotidien (téléphone intelligent, automobile, montre, ordinateur, etc.) et recyclés par l'industrie (ex. : Alphabet, Facebook) et les gouvernements.

SÉMINAIRES - UNE INTRODUCTION AUX MÉTHODES QUALITATIVES

10 au 31 juillet

Université de Montréal

CONFÉRENCIERS

• Cécile PETITGAND, post-doctorante en droit, UdeM, docteure en gestion à l'Université Paris-Dauphine et à l'Université de Sao Paulo.

RÉSUMÉ

Série de séminaires d'été sur les méthodes qualitatives. Les participants aux séminaires seront en mesure de connaître les bonnes pratiques à mettre en œuvre pour développer un projet de recherche solide.

5@7 H-POD SUR L'ASSURANCE MÉDICAMENTS UNIVERSELLE

2 octobre 2019, 17 h à 19 h Université de Montréal

CONFÉRENCIERS

- Marc-André GAGNON, Professeur agrégé, School of Public Policy and Administration
 Carlton University
- Jean-Louis DENIS, Professeur titulaire, Département de gestion, évaluation et politique de santé – École de santé publique, Université de Montréal

RÉSUMÉ

L'objectif de ce 5 à 7 est de mieux comprendre ce que sera l'assurance-médicaments universelle et sa mise en place.

En juin dernier a été publié le rapport final du Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments (*Pharmacare*). Le constat est que beaucoup de Canadiens ont des difficultés à payer leurs médicaments d'ordonnance : 3 millions de personnes ne vont pas chercher leurs médicaments parce qu'ils n'en ont pas les moyens, 1 million de personnes vont réduire leurs dépenses en besoins essentiels comme la nourriture et le chauffage pour payer leurs médicaments et plusieurs meurent prématurément ou ont une mauvaise qualité de vie parce que les médicaments modernes ne sont pas à leur portée.

Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé

En sus des activités scientifiques organisées conjointement avec le HPOD, la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé a tenu l'activité suivante :

LE CITOYEN ET SES OBJETS CONNECTÉS: QU'ADVIENT-IL DE SES DONNÉES?

3 avril 2019, 17 h à 19 h Saint-Houblon

CONFÉRENCIERS

Table ronde animée par Bryn Williams-Jones, avec les contributions de trois intervenants :

- Guy Paré, professeur titulaire au Département de technologies de l'information à HEC
 Montréal et titulaire de la Chaire de recherche en santé connectée.
- Catherine Régis, professeure agrégée à la Faculté de droit de l'Université de Montréal et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé.
- Ma'n H. Zawati, directeur général du Centre de génomique et de politiques du Département de génétique humaine de l'Université McGill et membre associé de l'Unité d'éthique biomédicale de l'Université McGill

RÉSUMÉ

Ce premier de trois «Café de bioéthique» abordera les enjeux entourant la production massive, continue et diversifiée de données par le citoyen via les objets numériques de son quotidien (téléphone intelligent, automobile, montre, ordinateur, etc.) et recyclés par l'industrie (ex. : Alphabet, Facebook) et les gouvernements.

Chaire Lexum

SELF-DRIVING LAWS | RULE OF LAW PROBLEMS AND THE MACHINE REGULATION THESIS

23 janvier 2019, 8 h 30 à 16 h Salon François-Chevrette, Faculté de droit – Université de Montréal

CONFÉRENCIÈRE

• Katie SZILAGYI, candidate au doctorat à l'Université d'Ottawa

RÉSUMÉ

The spectre of artificial intelligence over the rule of law is readily apparent in proposals for "self-driving laws": the idea that we might regulate society by machines. Some academics have posited an approaching "legal singularity", in which legal knowledge becomes a complete data set and uncertainty is rendered obsolete. This perspective, I argue, misses an important point by assuming machines can necessarily outperform humans, without first questioning what such performance entails and whether machines can meaningfully be said to participate in the activities of interpreting and applying the law. Nor have these scholars asked what ideals we truly value in our legal system and what those ideals mean from a human standpoint.

In this discussion, I focus on how the rule of law is made vulnerable by technological innovations that take power previously delegated to administrative decision makers and reassigned to machines. I argue that we need to interrogate the potential impacts of artificial intelligence innovations in the legal process, since their application and wide-ranging impacts might erode certain fundamental ideals.

CRIME AND PUNISHMENT IN THE AGE OF ARTIFICIAL INTELLIGENCE

19 février 2019, 16 h 30

Salon François-Chevrette, Faculté de droit – Université de Montréal

CONFÉRENCIERS

- Hannes WESTERMAN, candidat au doctorat en droit à l'Université de Montréal
- Yuan STEVENS, agente de recherche au Laboratoire de cyberjustice

RÉSUMÉ

Artificial intelligence (AI) is one of the most promising technologies of recent years. By sifting through and detecting patterns in enormous datasets, it allows computers to learn about the real world and predict unseen future cases. Recent advances have allowed AI to begin to enter areas previously reserved for humans, such as driving cars and recognizing spoken voice. AI has the potential to affect all areas of society – including that of crime and crime prevention.

In this talk, we examine the impact of artificial intelligence on the landscape of criminal justice. We begin by offering a pragmatic overview of AI. We then elaborate on the use of AI by criminal actors, a topic thus far rarely discussed. Next, we talk about the use of AI to detect and prevent crime. Finally, we offer an overview of the ways in which AI is already being used in the criminal justice system, particularly in bail and sentencing decisions.

LEX CRYPTOGRAPHIA : LA FIN DE L'ÉTAT DE DROIT ?

20 février 2019, 16 h 30

Laboratoire de Cyberjustice – Université de Montréal

CONFÉRENCIER

 Florian MARTIN-BARITEAU, professeur adjoint, Faculté de droit (section Common Law) – Uottawa, directeur du Centre de recherche en droit, technologie et société

RÉSUMÉ

Dans le cadre de son cycle de conférences 2018-2019 « Technocritiques des technoproduits » qui vous propose différents angles de discussion et une approche critique sur l'incorporation des technologies dans les différentes sphères de la vie sociale, politique ou économique, la Chaire LexUM en information juridique vous invite à la conférence Lex cryptographia : la fin de l'État de droit ?

MULTINATIONALES TOTALITAIRES ET LIBÉRALISME AUTORITAIRE

26 février 2019, 17 h 30

Laboratoire de Cyberjustice - Université de Montréal

CONFÉRENCIERS

- Alain DENEAULT, Diplômé en philosophie et directeur de programme au Collège international de philosophie à Paris
- Karim BENYEKHLEF, Professeur, Faculté de droit- UdeM

RÉSUMÉ

Multinationales totalitaires et libéralisme autoritaire: une conférence-entretien d'Alain Deneault (Collège international de philosophie) par Karim Benyekhlef (Université de Montréal) Amazon, Apple, Bombardier, Facebook, Monsanto, Netflix, Starbucks, Total: le pouvoir des multinationales, concurrençant voire annihilant celui des États, est aujourd'hui incontestable.

JUSTICE DIGITALE: RÉVOLUTION GRAPHIQUE ET RUPTURE ANTHROPOLOGIQUE

7 mars 2019, 16 h 30

Laboratoire de Cyberjustice - Université de Montréal

CONFÉRENCIER

- Antoine GARAPON est docteur en droit, juriste, magistrat, journaliste, ainsi que secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice en France.
- Jean LASSEGUE est philosophe, épistémologue et également chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

RÉSUMÉ

La prolifération du numérique, au cœur de l'univers juridique, engendre un lot de réactions antipodiques, en créant l'inquiétude chez les uns et l'enthousiasme chez les autres. Remplacement des avocats par des robots, la disparition des notaires, la résolution des conflits en ligne, la justice prédictive, l'état civil tenu par la blockchain, la généralisation des contrats en bitcoins échappant à tout contrôle (et à toute taxation) : la cyberjustice soulève de nombreux questionnements éthiques.

Plutôt que de proposer un bilan de ces innovations, nécessairement prématuré, à travers leur ouvrage et cette conférence, les auteurs tentent de situer l'épicentre anthropologique d'une déflagration provoquée par l'apparition d'une nouvelle écriture, la désignant comme une révolution graphique.

La justice digitale alimente un nouveau mythe, celui d'organiser la coexistence des hommes sans tiers et sans loi par un seul jeu d'écritures, au risque d'oublier que l'homme est un animal politique.

DANGERS OF DIGITIZING DUE PROCESS

27 mars 2019, 16 h Laboratoire de Cyberjustice – Université de Montréal

CONFÉRENCIÈRE

• Amy J. SCHMITZ, professeure à la School of Law, University of Missouri

RÉSUMÉ

Virtual courthouses, artificial intelligence (AI) for determining cases, and algorithmic analysis for all types of legal issues have captured the interest of judges, lawyers, educators, commentators, business leaders and policymakers. Technology has become the "fourth party" in dispute resolution through the growing field of online dispute resolution (ODR), which includes the use of a broad spectrum of technologies in negotiation, mediation, arbitration and other dispute resolution processes. Indeed, ODR shows great promise for expanding access to remedies, or justice. In the United States (U.S.) and abroad, e-courts and public ODR pilots are developing throughout the world in particular contexts such as small claims and property tax disputes, and are demonstrating how technology can be used to further efficiency and open virtual doors to the courts. Nonetheless, there is danger that the rush to digitization will ignore due process and transparency in its march toward efficiency. Accordingly, this paper will provide brief background on the growth of e-courts and raise concerns for policymakers to consider for the preservation of fairness in public dispute resolution.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE: LE POUVOIR D'ÉNONCER LA VÉRITÉ

9 avril 2019, 16 h

Laboratoire de Cyberjustice – Université de Montréal

CONFÉRENCIER

• Éric SADIN, écrivain et philosophe

17ÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LE DROIT

17 juin 2019 au 21 juin 2019

Laboratoire de cyberjustice, Pavillon Jean-Brillant, UdeM

RÉSUMÉ

Depuis trente ans, la conférence ICAIL réunit tous les deux ans les experts dans le domaine de l'intelligence artificielle pendant une semaine intensive sous l'égide de l'Association internationale pour l'intelligence artificielle et le droit (IAAIL).

Cette semaine propose des ateliers techniques et trois jours de conférences de haut niveau. L'IAAIL réunit une communauté scientifique internationale, en croissance constante, dans le but de soutenir et de promouvoir la recherche dans le domaine de l'intelligence artificielle et du droit.

Après la 16ème édition qui s'est tenue à Londres en 2017, c'est au tour de Montréal d'accueillir près de 300 participants dans les locaux de l'Université de Montréal, un lieu de réflexion unique et une plateforme incontournable dans le domaine de la recherche en IA.

JUSTICE « PRÉDICTIVE » ET DROITS FONDAMENTAUX

24 septembre 2019, 16 h 30

Laboratoire de cyberjustice – Université de Montréal

CONFÉRENCIÈRE

• Isabelle SAYN, directrice de recherche au CNRS (section 36 : Sociologie et sciences du droit), rattachée au Centre Max Weber (CMV, UMR 5283, CNRS, Université de Lyon)

RÉSUMÉ

Dans le cadre de son cycle de conférences 2019-2020 « Démocratie, algorithme et information » qui vous propose de porter un regard critique et multidisciplinaire sur les enjeux d'une *société algorithmique* dans laquelle se mêlent une confusion informationnelle et un recours grandissant aux outils algorithmiques pour effectuer diverses tâches, la Chaire LexUM en information juridique vous invite à la conférence Justice « prédictive » et droits fondamentaux présentée par Isabelle Sayn.

DE LA DÉMOCRATIE PAR LE DROIT À LA DICTATURE DES ALGORITHMES ? LA THÉORIE JURIDIQUE AU XXIE SIÈCLE

23 octobre 2019, 16 h 30

Laboratoire de cyberjustice – Université de Montréal

CONFÉRENCIÈRE

 Stéphane BERNATCHEZ, professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université Sherbrooke

RÉSUMÉ

Dans le cadre de son cycle de conférences 2019-2020 « Démocratie, algorithme et information » qui vous propose de porter un regard critique et multidisciplinaire sur les enjeux d'une *société algorithmique* dans laquelle se mêlent une confusion informationnelle et un recours grandissant aux outils algorithmiques pour effectuer diverses tâches, la Chaire LexUM en information juridique vous invite à la conférence De la démocratie par le droit à la dictature des algorithmes? La théorie juridique au XXIe siècle présentée par Stéphane Bernatchez, professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université Sherbrooke.

LEGAL TEXT ANALYSIS USING AI | CHAPTER 1

3 décembre 2019 à 16 h 30 Laboratoire de cyberjustice, Pavillon Jean-Brillant, UdeM

CONFÉRIENCIER

• Jackie CHI KIT CHEUNG, Assistant Professor – McGill University.

RÉSUMÉ

Text and language are the core tools of the legal profession. Analyzing and understanding the information contained in textual documents, such as statutes, case law, contracts and doctrine, is one of the most important skills for any person in the legal field. Advances in artificial intelligence suggest computers may be able to support humans in this area, or even perform some tasks autonomously.

The Legal Text Analysis using Artificial Intelligence workshop series invites distinguished researchers and professionals in the fields of natural language processing and legal text analysis to discuss their work and practical lessons learnt in text analysis. The goal is for law students or professionals interested in technology, and engineering students or professionals interested in the law to leave the sessions with a better practical understanding of the possibility and use cases of algorithms analyzing text, specifically in the legal domain.

Chaire Wilson

LOI + DROIT D'AUTEUR DANS 10, 20, 30 ANS...

24 janvier 2019, 17 h à 19 h Espace CDPQ

CONFÉRENCIERS

- Vincent GAUTRAIS, professeur à la Faculté de droit UdeM
- Valérie-Laure BENABOU, professeure de <u>droit privé</u> à l'<u>université d'Aix-Marseille</u>
- Stéphane GILKER avocat
- Guillaume DÉZIEL
- Dobah CARRÉ, avocate et docteure en droit de l'Université Paris 1-Sorbonne

RÉSUMÉ

Ce deuxième atelier entend traiter d'un domaine dont très tôt de nombreux observateurs ont considéré qu'il ne pourrait survivre à la révolution technologique des années 90. Une des références tutélaires en la matière est peut-être la <u>déclaration d'indépendance du cyberespace</u> de John P. Barlow qui dès 1996 prétend que la reproduction se généralise, se justifie, doit être facilitée.

De façon moins polémique, mais tout aussi affirmée, Ethan Katsh prétend dès 1989 que le droit d'auteur est intimement lié à une technologie particulière, celle du support matériel :

Privacy, like copyright and obscenity, had no direct legal ancestor in the preprint era.

Aussi, face aux bouleversements du moment, et ceux qui s'en viennent, comment le droit d'auteur sera en mesure de s'adapter à cette nouvelle réalité?

C'est cet exercice prospectif que le présent atelier entend proposer.

LOI + TÉLÉCOMS DANS 10, 20, 30 ANS...

14 mars 2019, 17 h à 19 h Maison Manuvie

CONFÉRENCIERS

- Pierre TRUDEL, professeur titulaire au Centre de recherche en droit public (CRDP) de la Faculté de droit de l'Université de Montréal
- Marie-Philippe BOUCHARD, présidente-directrice générale de TV5 Québec
- Suzanne LAMARRE, avocate Therrien Couture

RÉSUMÉ

Depuis plusieurs décennies, les télécommunications sont bouleversées par la généralisation du web. Alors que ce domaine est assujetti à des lois particulières et un organisme de contrôle (le CRTC) particulier, il est loisible de se demander si cet ordonnancement d'un autre siècle convient toujours alors que les « consommateurs » de contenus s'alimentent désormais de façon variée et assurément nouvelle. Y a-t-il lieu de reconsidérer la donne ? Ces lois sont-elles périmées ?

C'est cet exercice prospectif que le présent atelier entend proposer.

PRIVACY REVOLUTION

29 mars 2019, 13 h 30 à 19 h Maison Manuvie

CONFÉRENCIERS

- Pierre-Emmanuel MOYSE, professeur à la Faculté de droit McGill
- Vincent GAUTRAIS, professeur à la Faculté de droit UdeM
- Jennifer STODDART, avocate, Fasken
- Michael ROSENSTOCK, avocat, Stikeman Elliott
- Andrea SLANE
- Pierre-Luc DÉZIEL, professeur à la Faculté de droit ULaval
- Nicolas VERMEYS, professeur à la Faculté de droit UdeM
- Éloïse GRATTON
- Evan THOMAS
- Catherine PICHÉ, professeure à la Faculté de droit UdeM
- Thomas KADRI
- Ignacio COFONE, professeur à la Faculté de droit McGill

RÉSUMÉ

McGill's CIPP cordially invites practitioners, policymakers, researchers, and students to join the field experts in their bold attempt to conceptualize the recent developments in privacy and draw a roadmap for the next steps to be taken in Canada. With great consequences on litigation, consumer relations, and innovation, the stakes have never been higher than now.

The right to be forgotten is currently the pivotal element of how legal systems balance privacy, reputation, and speech. Embraced in the E.U. first by the European Court of Justice in Google v. Spain and then by the GDPR, while strongly rejected in the U.S., it is unclear where Canada will stand in the divide. Privacy class actions, rejected by the U.S. Supreme Court last year in Spokeo, and currently under debate in the E.U. with Schrems filed at the Austrian Supreme Court, will determine whether millions of citizens around the world can sue corporations for privacy breaches. With privacy class actions filed in Ontario against Bank of Montreal and potentially in British Columbia with a second Douez, where Canada will also stand is to be determined. These two issues have the potential of changing the corporate liability landscape for any company that interacts with technology and personal information.

Aimed at bringing together the leading experts (whose presentations will be published by the CIPP as part of an ongoing collection), this conference poses a unique opportunity as Canadian lawmakers and courts tackle complex agendas, such as a possible adoption of the right to be forgotten in Canada or the outlook as regards privacy class actions.

As privacy is being redefined amidst recent scandals involving technology giants and strict privacy regimes introduced by the EU, should Canada hop on the wagon? If so, which one?

L'IMPLÉMENTATION DES SYSTÈMES D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN SANTÉ MENTALE

23 mai 2019, 17 h à 19 h CHUM

CONFÉRENCIERS

- Vincent GAUTRAIS, Directeur du CRDP, professeur titulaire, titulaire de la Chaire L.R. Wilson, Université de Montréal
- Johan SABA, Co-fondateur, directeur général, Business Translation SEED AI Inc.
- Dobah CARRÉ, Avocate, post-doctorante en droit, Université de Montréal, Aifred Health Inc.
- Dr. Marc MIRESCO, Psychiatrist, Director of External Service, Jewish General Hospital, Co-Founder and Digital Health Implementation Lead, Aifred Health Inc.
- Nathalie MAYERHOFER, adjointe à la Directrice de l'enseignement et de l'Académie, CHUM

2^E RENCONTRES JEUNES CHERCHEURS DROIT & NUMÉRIQUE «L'INTELLIGENCE ARTIFICELLE»

24 mai 2019, 8 h 30 à 16 h Université Laval

La conférence est organisée par la Chaire Jean Monnet en intégration européenne de l'Union européenne et la Chaire Unesco sur la diversité des expressions culturelles en collaboration avec la Chaire L.R. Wilson et le Centre de recherche en droit public.

CONFÉRENCIERS

- Nathalie VOARINO, Doctorante en sciences biomédicales, option bioéthique, UdeM
- Olivier DELAS, Professeur ULaval
- Xavier BOULET, Doctorant en droit ULaval
- Pierre BERTHY-PAUL, Doctorant en droit ULaval
- Vincent GAUTRAIS, Professeur UdeM
- Eve GAUMOND, Étudiante au baccalauréat en droit ULaval
- Raphaëlle NORDMANN, Candidate à la maîtrise en droit Ulaval et Paris Saclay
- Véronique GUÈVREMONT, Professeure ULaval
- Sarit MIZRAHI, Doctorante en droit UOttawa
- Clémence VARIN, Doctorante en droit ULaval et Rennes 1
- Pierre-Luc DÉZIEL, Professeur ULaval
- Ledy RIVAS-ZANOUU, Doctorant en droit UdeM
- Cristiano THERRIEN, Doctorant en droit UdeM
- Alain PRUJINER, Professeur émérite ULaval

RÉSUMÉ

Depuis plusieurs années, le développement croissant de l'intelligence artificielle dans une multitude de sphères de la société monopolise l'attention de nombreux chercheurs, toutes disciplines confondues. Plusieurs étudiants de différentes universités québécoises et canadiennes seront réunis pour partager leurs réflexions sur les défis juridiques liés au développement de l'intelligence artificielle dans des domaines aussi divers que les marchés boursiers, la justice, la création, le domaine militaire ou encore les villes de demain. Ils identifieront les faiblesses auxquelles fait face le droit et réfléchiront ensemble à des pistes de solution envisageables.

ALGORITHMIC CREDIT SCORING AND THE REGULATION OF CONSUMER CREDIT MARKETS

4 septembre 2019 à 12 h à 13 h 30 Salon François-Chevrette, Faculté de droit – UdeM

CONFÉRENCIERS

- Nikita AGGARWAL, Research Associate at the <u>Digital Ethics Lab</u>
- Ignacio COFONE, Assistant Professor at McGill University's Faculty of Law

RÉSUMÉ

This presentation examines the growing use of alternative data and machine learning by credit providers to assess the creditworthiness of borrowers — a trend described as "algorithmic credit scoring"— and the implications of this trend for the functioning and regulation of consumer credit markets. It finds that a key consequence of algorithmic credit scoring will be to reduce and ultimately reverse the asymmetry of information between lenders and borrowers, wherein lenders typically know less than borrowers about factors affecting the latter's creditworthiness. Rather, lenders could know more about borrowers than they know about themselves. Whether this has a positive or negative impact on consumer credit markets depends on the relative value attributed to different, often competing, normative goals: in particular, efficiency, distributional fairness and privacy. The paper highlights key considerations relating to each of these goals due to the proliferation of algorithmic credit scoring and identifies how this socio-technical development challenges the traditional assumptions and modalities of consumer credit regulation.

LOI + PREUVE DANS 10, 20, 30 ANS...

25 septembre 2019, 17 h à 19 h Espace CDPQ

CONFÉRIENCIERS

- Pr. Vincent GAUTRAIS
- Me Marie-Louise DÉLISLE
- Pr. Mustapha MEKKI
- Me Claude MARSEILLE

RÉSUMÉ

La preuve a toujours été directement impactée par les technologies. La règle de la meilleure preuve n'est-elle pas une réaction à la généralisation du papier; même la prohibition du ouï-dire est une réaction aux garanties que l'on souhaitait attribuer à l'oralité. Dès le début des années 80-90, l'intégration du numérique est devenue une priorité et même le C.c.Q. par les inscriptions informatisées, la signature, même l'élément matériel, a été d'une certaine manière assez précurseur. En 2001, la Loi concernant le cadre des technologies de l'information est venue bouleverser la donne provoquant un certain émoi avec ce texte qui a été reçu avec une certaine suspicion par la communauté juridique.

Il importe donc d'analyser les règles de preuve avec un peu de hauteur. Dans une perspective de 10 ans, il s'agira d'abord d'envisager la LCCJTI dont une étude quant à son application est en cours. Cette loi, comment a-t-elle été adoptée par la communauté? Devrait-elle être rénovée?

Ensuite, dans 20 ans, il est loisible de se demander si la distinction entre les trois éléments de preuve documentaires que nous avons au Québec (écrits, témoignages, élément matériel) sera aussi importante que maintenant. Or il existe dans le C.c.Q. des règles propres à chacun qui provient de l'histoire, mais dont il est nécessaire de s'interroger de la pertinence.

Dans 30 ans, nous nous amuserons à un peu de futurologie en parlant de blockchain, d'intelligence artificielle, de regtech, etc. Autant de « mots à la mode » qui trahissent une tendance forte, nous semble-t-il, irréversible, à reconnaitre de plus en plus la preuve à soimême.

AUBAINE OU PROBLÈME TECHNIQUE? L'ERREUR SUR LE PRIX ANNONCÉ DANS LE COMMERCE EN LIGNE

1er octobre 2019, 16 h 30 à 18 hSalon François-Chevrette, Faculté de droit – UdeM

CONFÉRIENCIERS

• Me Elise THERIAULT, conseillère juridique et budgétaire chez Option consommateurs depuis 2006.

RÉSUMÉ

Me Thériault présentera les résultats d'une recherche menée en 2017-2018 et présentée au Bureau de la consommation d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Cette étude réalisée en collaboration avec M. Jules Bélanger, économiste et analyste chez Option consommateurs recherche a été publiée au printemps 2019.

FISCALITÉ + NUMÉRIQUE DANS 10, 20, 30 ANS...

16 octobre 2019, 17 h à 18 h Espace CDPQ

CONFÉRIENCIERS

Me Marwah RIZQY

RÉPONDANTS

- Me Nicolas CLOUTIER
- Pre Annick PROVENCHER

RÉSUMÉ

La venue de nouveaux acteurs, multinationaux, modifie la façon dont la valeur est produite. Les GAFAMs de ce monde disposent désormais d'une place déterminante dans l'économie mondiale alors que la fiscalité internationale, ainsi que celles de la plupart des États, n'ont pas su encore s'adapter à cette réalité de moins en moins nouvelle. La fiscalité liée au commerce numérique est certes un des enjeux centraux alors que l'OCDE et le G20 planchent encore à redéfinir les paramètres de la fiscalité internationale. Tant en ce qui concerne les taxes à la consommation que l'impôt sur le revenu, les discussions s'activent afin de préserver l'assiette fiscale des États, tout en assurant une équité fiscale et une justice économique. En revanche, bien que de telles discussions soient entamées, on peut encore se demander comment sera demain dans ce domaine névralgique de nos sociétés contemporaines.

MÉTAMORPHOSE TECHNOLOGIQUE ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES

27 novembre 2019, 16 h 30 à 18 h Salon François-Chevrette, Faculté de droit – UdeM

CONFÉRIENCIERS

- Marc LACOURSIERE, LL.M., Ph.D., est professeur de droit économique à la Faculté de droit de l'Université Laval
- Ivan TCHOTOURIAN, professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université Laval et codirecteur du Centre d'études en droit économique (CÉDÉ)

RÉSUMÉ

Le développement des nouvelles technologies est la source d'une nouvelle ère pour le milieu des services bancaires et financiers. Le cloisonnement traditionnel entre le monde commercial et le milieu financier s'effrite, voyant des institutions financières et des entreprises commerciales (jeunes, dynamiques et innovantes) offrir de nouveaux services de paiement, de crédit et d'investissement aux consommateurs. L'encadrement juridique des institutions financières qui offrait une certaine protection au consommateur est remis en question sous l'influence des entreprises de technologies financières (FinTechs). Cela pose de nombreux problèmes juridiques. D'une part, le régulateur canadien se montre ouvert à accepter cette nouvelle forme de concurrence, tant pour le système bancaire ouvert que dans le domaine des paiements, tout en conservant à l'esprit de bien protéger les intérêts des consommateurs. D'autre part, l'envahissement de l'intelligence artificielle dans le domaine de l'investissement amène le juriste à réfléchir sur la pertinence de l'encadrement réglementaire du conseil financier notamment lorsque l'humain se trouve remplacé par l'automate. Face à des enjeux considérables, le Canada doit définir un encadrement qui place le consommateur dans une position lui permettant de profiter des opportunités des entreprises de technologies financières sans se placer dans une position risquée.

MODERN TIMES AND DIGITAL REGULATION (SECOND EDITION)

9 décembre 2019, 9 h à 18 h Salon François-Chevrette, Faculté de droit – UdeM

CONFÉRIENCIERS

- Dr Chen GUOPING, Deputy Director of Institute of Law CASS
- Vincent GAUTRAIS, Director of CRDP, Faculty of Law UdeM
- Xie ZENGYI: Professor CASS
- Pierre LAROUCHE, Professor Vice-Dean UdeM
- Zhou HUI, Assistant Professor CASS
- Danielle OLOFSSON, Lawyer *BCF Adjunct professor*
- Lin XIAOXIAO, Assistant Professor CASS
- Hugo TREMBLAY, Professor UdM
- Hu CHANGMING, Assistant Professor CASS
- Nicolas VERMEYS, Vice-Dean Professor UdeM
- Huang FANG, Professor CASS
- Amissi MARINABONA, Professor UdeM
- Prof. Chen GUOPING, Deputy Director Professor CASS
- Catherine PICHÉ, Vice-Dean (International Affairs) Faculty of Law UdeM

Annexe 3 : Liste des activités scientifiques par chercheur

Publications et réalisations des chercheurs réguliers du Centre

Karim BENYEKHLEF

Prix et distinctions

Titulaire 2019-2020 de la Chaire d'excellence Alexandre Koyré et professeur invité, Faculté de droit et des sciences politiques, Université Côte d'Azur, Nice, 2019-2020

Conférences

- Séminaire « La raison » calculatoire : entre scientisme et politique », dans le cadre du *cycle de séminaires Droit et mathématiques* organisé par l'Institut des hautes études sur la justice, École nationale de la magistrature, Paris, 28 novembre 2019
- Séminaire « L'usage des algorithmes dans le discours public. La liberté d'expression à l'épreuve des plateformes numériques », dans le cadre des activités de la Chaire d'excellence Alexandre Koyré, Université Côte-d'Azur, Faculté de droit et de science politique, Nice, 22 novembre 2019
- Séminaire « L'usage des algorithmes par les professionnels de la justice : la cyberjustice et le mythe de la délégation aux machines », dans le cadre des *activités de la Chaire d'excellence Alexandre Koyré*, Université Côte-d'Azur, Faculté de droit et de science politique, Nice, 21 novembre 2019
- Modérateur d'une table-ronde « IA et Éthique : pour une IA centrée sur l'humain », dans le cadre du *SophI-A Summit*, Sophia-Antipolis, 20 novembre 2019
- Leçon inaugurale, «Une courte histoire d'Internet : la régulation des (par les) artefacts technologiques», dans le cadre des activités de la *Chaire d'excellence Alexandre Koyré*, Université Côte-d'Azur, Faculté de droit et de science politique, Nice, 19 novembre 2019
- Séminaire «Autour du 'Online Dispute Resolution' (ODR) : la question du rattachement de l'ODR au processus judiciaire», dans le cadre des activités de la *Chaire d'excellence Alexandre Koyré*, Université Côte-d'Azur, Faculté de droit et de science politique, Nice, 18 novembre 2019
- Conférencier, « Miser sur le numérique et la prévention des conflits pour renforcer la relation administration/administré : la contribution des plateformes en ligne », *Cercle de la haute-fonction publique*, Musée des beaux-arts de Québec, Québec, 14 novembre 2019

- Présidence et animation d'une table-ronde «Algorithmes et État de droit : Quelle protection pour les individus ?», dans le cadre des *Rencontres expertes du Lab « Algorithmes et État de droit »*, Laboratoire de cyberjustice, Faculté de droit, UdeM, 9 octobre 2019
- Table-ronde, «Virage numérique : quel(s) avenir(s) pour la pratique professionnelle et sa réglementation», dans le cadre du *congrès annuel du Conseil interprofessionnel du Québec*, Montréal, Palais des Congrès, 13 septembre 2019
- « Opening Remarks », 17th International Conference on Artificial Intelligence and Law (ICAIL) 2019, Laboratoire de cyberjustice, Université de Montréal, 18 juin 2019
- Conference Chair of the 17th International Conference on Artificial Intelligence and Law (ICAIL) 2019, Laboratoire de cyberjustice, Université de Montréal, 17-21 juin 2019
- Animation du séminaire annuel du projet AJC (Autonomisation des acteurs judiciaires par la cyberjustice), Montréal, Laboratoire de cyberjustice, 12-14 juin 2019
- Conférence, Paul Foriers Lecture : « Global Law in the Global Technological Ecocsystem », dans le cadre de la *Global Law Week*, Centre Perelman, Université libre de Bruxelles, Bruxelles, 20 mai 2019
- Animation de l'atelier de travail autour du projet JusticeBot, IVADO, Montréal, 17 avril 2019
- Keynote, « Micro-travail, droit et justice : certains enjeux socio-économiques de l'IA », dans le cadre de la conférence *IA en mission sociale*, Théâtre Rialto, Montréal, 21 mars 2019
- Table-ronde, « L'influence des technologies sur le portrait juridique du Québec de demain », dans le cadre de l'édition 2019 de la *conférence annuelle Legal.IT.*, Marché Bonsecours, Montréal, 22 mars 2019
- Conférencier, «L'intelligence artificielle et la justice», dans le cadre du *colloque sur l'intelligence artificielle dans le domaine juridique organisé par l'Association du Barreau canadien*, Montréal, Centre de conférence Le 1000, 14 mars 2019
- Mot d'ouverture et introduction de la conférence *Graduate Law and Artificial Intelliegnce Conference*, organisée par le Laboratoire de cyberjustice, Montréal, 25 février 2019
- Conférence-débat avec Alain Deneault, « La fin de la mondialisation heureuse », *Conférence Chaire LexUM et CERIUM*, 26 février 2019
- Table-ronde, « Séminaire, « L'accès à la justice par l'IA et les plateformes ODR », dans le cadre du séminaire de recherche *De l'open data des décisions de justice à l'automatisation de*

la prise de décisions?, Maison des Sciences de l'Homme, Université de Lyon, Lyon, 8 février 2019

- Conférencier, « Autour de l'école de Montréal : le pluralisme comme soutènement de la globalisation », dans le cadre du *colloque « Le droit autrement »,* organisé par le CRDP, Laboratoire de cyberjustice, 31 janvier 2019
- « Instabilité et sécurité mondiales : rééquilibrage des pouvoirs et progression de la fragilité, de l'exclusion et des inégalités », organisée par Affaires mondiales Canada au Cérium, Cérium, 17 janvier 2019

Organisation

Rencontres expertes du Lab « Algorithmes et États de droit », Laboratoire de cyberjustice, Faculté de droit, UdeM, 9 octobre 2019

Cycle de conférences *Technocritique des technoproduits* :

- Éric SADIN, « Technocritiques des technoproduits », 9 avril 2019;
- Amy J. SCHMITZ, « Dangers of Digitizing Due Process », 27 mars 2019;
- Florian MARTIN-BARITEAU, «Lex cryptographia : la fin de l'État de droit?», 20 février 2019;
- François JARRIGE, « Face au déferlement technique : conflits et négociations à l'aube de l'ère industrielle, 23 octobre 2018;
- Yves GINGRAS, « Éloge de l'homo techno-logicus », 16 octobre 2018;
- Gregory LEWKOWICZ, « Pour une critique du modèle techno-managérial », 9 octobre 2018)
- Débat public autour de l'ouvrage « Justice digitale » avec les auteurs Antoine GARAPON et Jean LASSÈGUE, Laboratoire de cyberjustice, Montréal, 7 mars 2019 (et animation)
- Atelier d'une journée « Justice digitale » réunissant les auteurs Antoine GARAPON et Jean LASSÈGUE et des spécialistes : Dominique BOULLIER, Alexei GRINBAUM, Yves GINGRAS, Antoinette ROUVROY, Pierre-Luc DÉZIEL, Paul DUMOUCHEL, Serge GUTWIRTH, Hugues BERSINI, Vincent GAUTRAIS et Valentin CALLIPEL, dans le cadre du projet AJCV (Autonomisation des acteurs judiciaires par la cyberjustice), Faculté de droit, UdeM, 6 mars 2019 (et animation)
- Membre du Comité scientifique de la conférence *Legal Data Mining, Machine Learning and Data Visualization*, organisée par HEC Paris et l'École Polytechnique, Maison du Barreau, Paris, 21-22 mars 2019

Vincent GAUTRAIS

Conférences et colloques

- « Modern Times and Digital Regulation (Second Edition), Modern Times and Digital Regulation (Second Edition), Salon François Chevrette(9 décembre 2019) », Modern Times and Digital Regulation (Second Edition), Salon François-Chevrette
- « Loi + preuve dans 10, 20, 30 ans... », 25 septembre 2019, espace CDPQ Montréal
- « Les professions juridiques et informaticiens », Pavillon Jean-Brillant UdeM, 10 mai 2019.
- DTL, Artificial intelligence and blockchain, international colloquium co-organized by UNCITRAL and UNIDROIT (Roma Italia) (May 2019)
- « Blockchain + preuve », *Innovation juridique*, Québec, 25 février 2019.
- « Première table ronde Les données, base d'apprentissage de l'intelligence artificielle », Paris (Paris Descartes), 8 février 2019.
- « Entre mystères et fantasmes : quel avenir pour la blockchain ? », Grand'chambre de la Cour de cassation (Paris France), 7 février 2019.

Organisation

Conférence pour la Chaire Wilson: https://chairelrwilson.openum.ca/

Cycle de conférences : *Consommation numérique et nouvelle fragilité* (avec fondation Claude Masse)

Cycle de conférences : Loi + numérique dans 10, 20, 30 ans (2018-2020)

Colloque: Rencontre jeunes chercheurs (2018 – 2019) (avec Université Laval)

Colloque: Privacy Revolution (avec CIPP (McGill / 2019)

Conférences pour le CRDP : https://www.crdp.umontreal.ca/

Cycle de conférence : Les matinées de la justice (2019)

Les professions juridiques face à la justice plurielle (avec IRDA / Paris 13) (2019)

Le droit autrement (L'école de Montréal et médaille de la faculté à Guy Rocher) (2019)

Violaine LEMAY

Conférences

- Rémi BACHAND, Juliette DEFOND, Ludovic HENNEBEL, Violaine LEMAY, *Table ronde sur l'intervention humanitaire et l'arbitraire en droit international*, Faculté de droit, Université d'Aix Marseille, 22 novembre 2019.
- Violaine LEMAY, « La *summa divisio* chez Antonio Gramsci et Gunther Teubner, *Séminaire interdisciplinaire d'études juridiques*, Faculté de droit de l'Université Saint-Louis, Bruxelles, 19 novembre 2019
- Violaine LEMAY, Fateme BOSTANI, « Penser la stratégie de protection de l'enfant : conjuguer avec l'invariable phénomène d'inertie socioculturelle », *Congrès de la chaire du Prix Nobel Mukwege*, Université de Liège, 14 novembre 2019.
- Violaine LEMAY, « Enjeux de l'interdisciplinarité en faculté de droit au vu de l'expérience canadienne », *Séminaire du programme d'intervention humanitaire*, Faculté de droit, Université d'Aix Marseille, 12 septembre 2019
- Violaine LEMAY, Libreville, « Rétablir un équilibre profitable en santé mondiale », Premier congrès africain en médecine personnalisée, VII congrès de l'AIICM: *Médecine personnalisée en Afrique*: rencontres pour une santé mondiale, Libreville (Gabon), 6 mai 2019.
- Violaine LEMAY, Marie Hatem, «HYGEIA: Une initiative pour l'autonomie de la femme francophone... en santé », *Première conférence internationale du Réseau international francophone pour la responsabilité sociale en santé (RIFRESS)*, Rabat, Faculté de médecine et de pharmacie de Rabat (Maroc), 21 mars 2019.

Organisation

- Membre du conseil scientifique du Colloque international et interdisciplinaire « L'Afrique et le commerce des idées » qu'organiseront conjointement les Départements de philosophie de l'Université Omar Bongo (UOB), de l'Ecole normale supérieure (ENS) et de l'Institut de recherche en sciences humaines (IRSH) en février 2021 à Libreville (Gabon).
- Membre fondateur Groupe Hygeia, dédié à l'autonomisation des femmes et des filles de la francophonie et parrainé par le prix Nobel Denis Mukwege; directrice des études supérieures en droit du Centre ICART de la Fondation Panzi.

- Membre du comité scientifique de la deuxième conférence internationale du Réseau International Francophone pour la Responsabilité Sociale en Santé (RIFRESS) sous le thème Responsabilité sociale en santé et développement durable : quelle contribution du politique, de l'académique, du professionnel, du citoyen...?, à venir Bruxelles du 7 au 10 octobre 2020
- Membre du comité scientifique de la Swiss National Science Foundation (SNSF)/évaluation des projets interdisciplinaires en santé personnalisée
- Nomination pour un deuxième mandat Direction de la section canadienne de l'Association internationale et interdisciplinaire sur la chaîne des médicaments (AIICM/IIAPC) : 2015 2019
- Co-présidence du VII congrès de l'AIICM : *Médecine personnalisée en Afrique : rencontres pour une santé mondiale,* (6-7 mai 2019, Libreville, Gabon).
- Consultante principale : comité de création d'une faculté de droit socialement responsable et féministe, Université du Québec en Outaouais (depuis septembre 2018)

Derek MCKEE

Conférences

- « Paradigms of Public Procurement Law », Atelier de recherche sur le droit des marchés publics, Université de Montréal, 30 octobre 2019.
- « The Liberalization of Public Procurement and its Reception in Domestic Legal Regimes », ATLAS Agora, University College Dublin, 13 juin 2019.

Pierre NOREAU

Prix et distinctions

Récipiendaire du *Prix Beccaria* de la société de criminologie du Québec

Conférences

- « Conférence de clôture : Accès au droit et à la justice, une changement de culture », prononcée dans le cadre du Congrès de la Société de criminologie du Québec 2019, 100 ans de justice pénale, Québec, 9 novembre 2019
- « La recherche en partenariat entre rapports de forces, compromis et dépassement », conférence dans le cadre de la rencontre de mi-année de l'Association canadienne Droit et Société : *Le droit et le savoir à l'ère* des patenariats, Université d'Ottawa, Ottawa, 19 octobre 2019, (avec Emmanuelle Bernheim)
- « L'accès au droit et à la justice : un programme de recherche et d'action coordonnnée », dans le cadre de l'École d'été *Démocratie et Justice*, Université d'Aix-en-Provence (Faculté de droit et de Science politique), Aix-en-Provence, 2 juillet 2019
- « La thèse... et puis après », Conférence d'ouverture prononcée dans le cadre de l'École d'été doctorale et postdoctorale de la Faculté de l'enseignement supérieures de l'Université de Montréal, Montréal, Pavillon d'aménagement, UdeM, 18 juin 2019
- « L'accès à la justice : les grandes avenue », conférence de conclusion prononcée lors de l'École d'été ADAJ 2018, Université de Montréal, Pavillon Lionel Groulx (Montréal, 21 juin 2019)
- « L'accès à la justice : dimensions qualitatives et quantitatives », conférence introductive prononcée lors de *l'École d'été ADAJ 2019* (avec Alexandra Pasca), Université de Montréal, Pavillon Lionel Groulx (Montréal, 17 juin 2019)
- « Conférence de synthèse, prononcée dans le cadre du Colloque international La jeunesse au carrefour : entre famille, communauté, État et société. Quels enjeux pour les droits de la jeunesse dans un environnement familial communautaire, culturel et social en transformation ? », Montréal, Pavillon Jean-Brillant, ADAJ-Université de Montréal/JEFAR-Université Laval, 24 mai 2019
- « Access to Justice Metrics », dans le cadre du colloque canadien Access to Justice Metrics Colloquium, UVic. The Access to Justice Centre for Excellence, Vancouver, Law Fondation of BC, 14 mai 2019

- « Avocats et justices plurielle », Les professions du droit face à la justice plurielle (amiable, arbitrale, collective, numérique), Université de Montréal (Pavillon Jean-Brillant), 11 mai 2019
- «L'examen de synthèse », conférence dans le cadre du Colloque de l'Association des cycles supérieurs en droit de l'Université de Montréal-ACSED, (Université de Montréal, 29 mars 2019)
- «Comment encadrer son directeur de thèse? : Le difficile chemin de l'autonomie intellectuelle », dans le cadre de la *Journée d'étude organisée par le CIRCEM et le GT18 Être et devenir sociologue (AISLF)* (Université d'Ottawa, 18 mars 2019)
- « L'Institut québécois de la réforme du droit et de la justice...enfin! », conférence présentée dans le cadre des *Rendez-vous juridiques 2018-2019*, Université de Montréal, 26 mars 2019
- « L'avertissement.... Une sanction « empirique » », Communication dans le cadre du séminaire de travail du Conseil de la magistrature du Québec sur les sanctions en matière de déontologie judiciaire, *Salle Albert Gobeil*, Palais de justice de Montréal, Montréal, 31 janvier 2019

Formations

- « La conférence de règlement amiable en matière jeunesse : condition éthique de la pratique », Programme de formation des juges en matière jeunesse, Hôtel Bonne entente, (Québec, 2 décembre 2019)
- « Les produits financiers : la part du conseiller et celle du consommateur : étude de 8 entrevues *de groupe »*, Conférence prononcée dans le cadre des travaux du Comité de liaison du Barreau de Montréal, (Montréal, 11 novembre 2019).
- « Les produits financiers : la part du conseiller et celle du consommateur : étude de 8 entrevues de groupe », Présentation devant le partenaires du chantier 22-ADAJ, Maison du développement durable, (Montréal, 16 octobre 2019).
- « Considération sur les conditions d'accès au droit et à la justice », Présentation à la Délégation de l'Aide juridique du Burkina Faso, *Commission des services juridiques*, (Montréal, 25 septembre 2019).
- « Conférence de clôture », 9e colloque de l'Association internationale francophone des Intervenants auprès des familles séparées (AIFI), Pavillon J-A De Sève UQAM, (Montréal, 11 mai 2019).

- « Clinique juridique Poste 33 (Pro Bono) : Rapport d'évaluation », Montréal, Cour d'appel du Québec, (avec la collaboration de Me Jeremy Leclerc), (Montréal, 1er mai 2019).
- « Justice : A cultural shift ? », conférence prononcée dans le cadre du *Action Committee on Access to Justice in Civil and Family Matters annual meeting*, (Montréal, 12 avril 2019).
- « L'Institut québécois de la réforme du droit et de la justice...enfin! », conférence présentée dans le cadre de *Rendez-vous juridiques 2018-2019*, Université de Montréal (Montréal 26 mars 2019),
- « Exploitation secondaire des données tirées du sondage sur l'indice AMF sur les consommateurs de produits financiers », présentation réalisée à l'Autorité des marchés financier, dans le cadre du Chantier 22 du projet ADAJ, Tour de la Bourse (Montréal, 19 février 2019).
- « L'avertissement.... Une sanction « empirique » », Communication dans le cadre du séminaire de travail du Conseil de la magistrature du Québec sur les sanctions en matière de déontologie judiciaire, *Salle Albert Gobeil*, Palais de justice de Montréal (Montréal, 31 janvier 2019)
- « Le notariat, un vecteur pour une justice préventive ? », conférence prononcée dans le cadre du colloque, *Médiation par les notaires et accès à la justice*, Salon François Chevrette, Faculté de droit de l'UdeM (Montréal, 25 janvier 2019).

Organisation

- Président de l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (et membre d'office de tous les comités de l'Institut) ; et président du Conseil exécutif de l'IQRDJ
- Co-Responsable du Colloque : L'accès au droit et à la justice au prisme des sciences humaines et sociales, 87^e Congrès de l'ACFAS, (Université du Québec en Outaouais, 29-20 mai 2019)
- Co-Responsable du Comité scientifique du *Colloque international sur les droits de l'enfant et de la jeunesse (avec* Marie-Christine Saint-Jacques), collaboration entre les Partenariats ADAJ et séparation parentale, recomposition familiale (Montréal, 23-24, mais 2019)
- Président du Comité scientifique de la 1^{ère} Biennale sur l'accès au droit et à la justice : Réformer le droit et la justice : Défis, visions et stratégie (Montréal, 19-20 septembre 2019)

Co-responsable de *l'École d'été Accès au droit et à la justice* (17-23 juin 2019)

- Directeur scientifique du Projet CRSH-Partenariat. *Accès au droit et à la justice ADAJ* (2016-2022)
- Chercheurs dans les chantiers 3, 4, 6, 7, 9, 17, 19, 20, 22, 23 et 25 du projet ADAJ
- Président et membre du Conseil d'administration de l'Observatoire du droit à la justice
- Membre du Comité éditorial de *la Revue Droit et société* (Revue internationale de théorie du droit et de sociologie juridique, France)
- Membre du Conseil d'administration de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ) (Mandat au C.A. 2015-2020)
- Co-Responable du Colloque : *Les tribunaux comme objet de recherche en sciences sociales et humaines,* 88^e Congrès de l'ACFAS, (Université de Sherbrooke, 5-6 mai 2020 (Remis pour cause de pandémie)

Catherine PICHÉ

Conférences

- « Le groupe comme communauté fantôme dans l'action collective », Colloque organisé par le DANTE et le GRDP *Les communautés et les pratiques communautaires*, Musée du Quai Branly, Paris, 11 juin 2019
- "What Empirical Data Teaches us about the Challenges and Future of Class Actions: Overview of Successes and Challenges over 25 Years in Canada", Fourteenth PPJ Course and Conference (2019) Class Actions: The Holy Grail for (European) Civil Procedure?, University Centre Dubrovnik, Dubrovnik, Croatie, 29 mai 2019
- « Juges + justice plurielle », Université de Montréal, Centre de recherche en droit public, Montréal, 10 mai 2019
- « Remarques relatives à l'arrêt d'action collective sur le Tabac », *Laboratoire sur les actions collectives*, Université de Montréal, Faculté de droit, 30 avril 2019
- « The Promising Future of Privacy Class Actions in Quebec », *Center for Intellectual Property Law*, CEIM, Montréal, 29 mars 2019
- « Class Actions in Canada : Highlights, Truths and Challenges », Section du contentieux des affaires civiles, secteur national du contentieux, Département de Justice Canada, Toronto, 24 janvier 2019

Formation juges

« Questions de preuve dans l'action collective », *Colloque sur l'action collective*, Institut national de la magistrature, Montréal, mars 2019

Organisation

Colloque annuel du Laboratoire sur les actions collectives, « L'action collective du tabac – leçons à tirer de la Cour d'appel du Québec », Faculté de droit, Université de Montréal, 30 avril 2019 (invités spéciaux : Mathieu Charest-Beaudry et Pierre-Claude Lafond)

Directrice scientifique de l'Institut québécois de réforme du droit, depuis le 5 juin 2019

Directrice et fondatrice du Laboratoire sur les actions collectives / Class Actions Lab, Fac. de droit, U. de M. (active; depuis le 15 mai 2015)

Membre du Conseil scientifique du projet ADAJ (Accès au droit et Accès à la justice) (active; depuis mai 2016)

Annick PROVENCHER

- « Solidarité et politiques fiscales », Journées internationales de l'Association Henri Capitant, Conseil d'État (Paris, France), June 7, 2019.
- Mme Brigitte ALEPIN, Lyne LATULIPPE; Annick PROVENCHER (répondante), « La dynamique des principaux acteurs en fiscalité internationale », Salon François-Chevrette, Faculté de droit, Université de Montréal, November 20, 2019.
- Marwah RIZQY, Nicolas CLOUTIER, Annick PROVENCHER, « Fiscalité + numérique dans 10, 20, 30 ans... », Fiscalité + numérique dans 10, 20, 30 ans..., October 16, 2019.
- « Table-ronde L'équilibre entre l'enseignement technique et analytique : l'utilisation des sources (loi, jurisprudence, documents administratifs) dans l'enseignement de la fiscalité », Chaire en fiscalité et finances publiques (CFFP), 20 septembre 2019 (présentatrice et animatrice)
- « Les femmes dans le milieu de la recherche : perspective pluridisciplinaire », March 13, 2019.

Catherine RÉGIS

- « Researcher experiences of engaging in public discussions about AI », panel avec Zack LIPTON, David DUVENAUD et Hanna WALLACH, dans le cadre de la conférence *NeurIPS*, Vancouver, décembre 2019
- « Perspectives internationales sur la régulation de l'IA dans le domaine de la santé », dans le cadre des *Entretiens Droit & Santé*, Université Paris Descartes, Paris, 6 décembre 2019
- «La culture juridique dans le domaine de la santé : quelle relation avec l'innovation?», Conférence annuelle de l'Association latine pour l'analyse des systèmes de santé (CALASS), Montreal, 22 au 24 août 2019
- « What can we learn from the Montreal Declaration for Responsible AI? », Conférence donnée au Global Strategy Lab at York University, Toronto, 15 mars 2019
- « Que pouvons-nous attendre de la Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle? », Section de droit civil de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 27 février 2019
- «The Montreal Declaration for Responsible Artificial Intelligence Co-constructing the Future. AI & society: From principles to practice", CIFAR-UKRI-CNRS workshop, The Alan Turing Institute, Londres, 6 avril 2019
- « Réguler l'intelligence artificielle en santé pour assurer le respect des droits des patients », dans le cadre du colloque La santé connectée à l'heure de l'intelligence artificielle : quelles expériences et besoins pour les patients? », Entretiens Jacques Cartier, Montréal, 2019
- « Le citoyen et ses objets connectés : qu'advient-il de ses données ? », dans le cadre des *Cafés de bioéthiques*, animés par Bryn WILLIAMS-JONES, Montréal, 3 avril 2019 (avec Ma'n ZAWATI et Guy PARE),
- « Contraintes et résistances face à l'implantation d'un outil d'intelligence artificielle en milieu hospitalier », 87° colloque de l'ACFAS, Gatineau, 27 au 31 mai 2019, (avec Cécile PETITGAND et Jean-Louis DENIS)
- « The Role of Courts in Health Reforms: The Good, the Bad and the Ugly », dans le cadre du séminaire interdisciplinaire et comparé sur Les réformes en santé au Department of Business Administration, University of Verona, Verona, 17 décembre 2019

- « Can the law guard against discrimination in digital medicine? », *Colloquium « Machine M.D. »*, Ottawa, Canada (avec Cécile PETITGAND), 14 janvier 2019
- « Intelligence artificielle en santé : questions éthiques et légales », Forum du RUISSS 2019, Montréal, 6 juin 2019 (avec Jocelyn MACLURE et David LUSSIER)
- « Investigating the interconnections between human, technology and context in the implementation of a AI-based health information technology: a dynamic technological frame perspective », 35th European Group for Organizational Studies Colloquium (EGOS), Edinburgh, 4-6 juillet 2019 (avec Cécile PETITGAND, Jean-Louis DENIS)
- « Le droit québécois et l'assistance médicale à la procréation », dans le cadre du colloque *Les droits fondamentaux et l'assistance médicale à la procréation*, Kyoto, 7 décembre 2019
- « Système de santé apprenant : Perspectives et défis », dans *Conférence annuelle de l'Association latine pour l'analyse des systèmes de santé (CALASS)*, Montreal, 22-24 août 2019 (avec Aude Motulsky)
- « Le droit et la fin de vie : perspective canadienne », *Rencontres juridiques franco-japonaises*, Tokyo, 17-18 septembre 2019

Organisation

Conférences du **H-POD** : https://h-pod.ca/

Hugo TREMBLAY

Conférences

- «Hydrocarbures et Saint-Laurent», dans le cadre de la table ronde «Enseigner les controverses environnementales: principes et positions pratiques», École d'été Éducation à l'environnement et développement durable, Faculté des sciences de l'éducation, 21 août 2019
- « La pratique et les pistes de développement professionnel en droit de l'environnement », Organisation : Colloque CRDP-AED, Faculté de droit, Université de Montréal, « Le droit mène-t-il à tout ? », 21 janvier 2019
- « L'Accord de Paris et le transfert de technologies climatiques : Enjeux juridiques », par Charles Codère, Candidat au doctorat, Faculté de droit, Université de Montréal, CRDP, Faculté de droit, Université de Montréal, 12 mars 2019

Organisation

« Obligation de consulter les Premières Nations et processus d'évaluation des impacts environnementaux », par Me Elisabeth Patterson, Dionne Schulze avocats, CRDP, Faculté de droit, Université de Montréal, 28 février 2019 (Organisateur)

Pierre TRUDEL

Conférences

- « Médias sociaux et processus de décision », *L'impact de l'intelligence artificielle et des médias sociaux sur les institutions juridiques*, 44e Conférence annuelle, Institut canadien d'admistration de la justice, Hôtel Bonne entente, Québec, 16-18 octobre 2019.
- « Médias sociaux et intelligence artificielle: quels enjeux pour l'État de droit ? », Séminaire de formation des juges de la Cour d'appel du Québec, Hôtel Le germain, Baie Saint-Paul, 9 octobre 2019.
- « Loi + télécom dans 10, 20, 30 ans... », Loi + télécom dans 10, 20, 30 ans..., Maison Manuvie, 14 mars 2019
- « La liberté d'expression », conférence autour du livre *Liberté surveillée*, dirigé par Normand BAILLARGEON, organisée par le COLIBRI Comité pour la liberté intellectuelle EBSI, Université de Montréal, 26 février 2019
- « Les limites de la liberté d'expression », La liberté d'expression sur les campus Diversité et expression au sein du secteur de l'éducation post secondaire, colloque organisé par la Fondation Harry Crowe et l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université, Toronto, 22-23 février 2019

Media

Audiovisuel: https://www.pierretrudel.net/media

Presse écrite : https://www.pierretrudel.net/media

Nicolas VERMEYS

- « The Latest Development of Court Informatization in Canada », Chaire L.R. Wilson, Montréal, 9 décembre 2019
- « Online Dispute Resolution: Present and Future », Enter For Legal And Court Technology, Williamsburg (Virginie), 14 novembre 2019
- « Les incidences de l'intelligence artificielle sur la fonction judiciaire et les juges », Conseil de la magistrature du Québec, Montréal, 4 novembre 2019
- « The Cyberjustice Laboratory ... From Lab to Field », ICAAN, Montréal, 4 novembre 2019
- « ODR as a Public Service: The Access to Justice Driven Canadian Experience », ODR Forum, Williamsburg (Virginie), 29 octobre 2019 (avec Jean-François ROBERGE)
- « Faux documents, mystification et Hypertrucage : comment peut-on se fier à la preuve technologique ? », *Institut canadien d'administration de la justice*, Québec, 18 octobre 2019
- « Réflexion sur l'évolution des mécanismes de résolution en ligne des différends », *Centre Perelman*, Bruxelles, 26 septembre 2019
- « Le droit algorithmique et la migration des normes juridiques dans les dispositifs techniques », FRQ & F.R.S.-FNRS, Bruxelles, 25 septembre 2019
- « The Impact of AI Ecosystems on the Law, Lawyers and Courts », *Court Technology Conference*, Nouvelles-Orléans, 10 septembre 2019
- « Artificial Intelligence, From Hype to Reality », *Court Technology Conference*, Nouvelles-Orléans, 10 septembre 2019 (avec Dory REILING et Shannon SALTER)
- « Technology Update: AI, Machine Learning & Data Science », conférence prononcée dans le cadre de la *National Association for Court Management Annual Conference*, Las Vegas, 22 juillet 2019 (avec Paul EMBLEY et Diana GRASKI)
- «The Computer as the Court», conférence prononcée dans le cadre du *Joint Technology Committee Meeting*, Las Vegas, 21 juillet 2019

- « Consumer ODR: The Quebec Experience », conférence prononcée dans le cadre du colloque El sistema d'ADR/ODR en conflictes de consum : aproximació de futur, Barcelone, 27 juin 2019
- « ADR and ODR Fundamentals: Challenges and Opportunities in Insolvency », conférence prononcée dans le cadre du colloque *Insolvency Policy Colloquium*, Banque Mondiale, Londres, 22 juin 2019 (avec Jean-François ROBERGE)
- «The Legal Ramifications of Algorithmic Bias», conférence prononcée dans le cadre de la *IVADO-Mila International Summer School on Bias and Discrimination in Artificial Intelligence*, Montréal, 6 juin 2019
- « The Future of ODR », conférence prononcée dans le cadre de la *Court Affiliates Conference* 2019 ; A Courthouse Odyssey, Williamsburg (Virginie), 21 mai 2019
- « Introduction to Artificial Intelligence (AI) & the AI Ecosystem », 2029: A Courthouse Odyssey, Williamsburg, 19 mai 2019 (avec Fred LEDERE et Iria GIUFFRIDA).
- « ODR and AI », Microsoft, Bruxelles, 27 mars 2019.
- « ODR for Self-Represented Litigants », conférence prononcée pour la *Supreme Court of Virginia*, Richmond (Virginie), 22 mars 2019
- « L'émergence des tribunaux virtuels au Canada », conférence prononcée pour l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne, Paris, 1^{er} mars 2019
- « ODR for Self-Represented Litigants », conférence prononcée pour le *Center of Legal and Court Technology*, Williamsburg (Virginie), 29 janvier 2019
- « Le projet AJC et le futur du règlement en ligne des différends », conférence prononcée dans le cadre du *Colloque des notaires*, Montréal, 25 janvier 2019

Organisation

Directeur adjoint, Laboratoire de Cyberjustice

Membre du Conseil scientifique de la revue juridique Juriscom

Membre du Conseil scientifique de la revue juridique Lex Electronica

Membre du Comité de lecture de la revue juridique Chantiers de la recherche en droit

Membre du comité consultatif en cybersécurité du gouvernement du Québec

Publications et réalisations des étudiants et agents de recherche

Laura Baudin

Bourses d'études

• Bourse de rédaction du CÉRIUM – 5000 \$ (hiver 2019)

Publications

 « La cyber-riposte des entreprises privées », (2019) 28-3 Revue Dire : https://www.ficsum.com/dire-archives/automne-2019/societe-la-cyber-riposte-des-entreprises-privees/

Communications

 « Comprendre pour protéger : vers un droit du cyberespace ? » avec pour répondant le Professeur Benoit DUPONT (Centre international de criminologie comparée, UdeM), communication au CÉRIUM, mai 2019

Shanna CHAFFAÏ- PARENT

Bourse d'études

- Bourse d'études doctorales, Les Anciens de Shawinigan
- Bourse d'études en langue française, Canadian Institute for Advanced Legal Studies

Subventions

- Subvention pour un projet d'article de la Fondation du Barreau du Québec
- Subvention pour un projet de colloque du Fonds d'études notariales

Jean-Sébastien DÉCARIE

Octroi du grade de maîtrise

• Mémoire de maîtrise : « Le cadre juridique applicable à une infrastructure sous forme de service (IaaS) dans le milieu universitaire » (2019-10-18), disponible sur Papyrus : https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/22782

Marie- Andrée GIRARD

Conférences

• « La collaboration interprofessionnelle en santé et le droit : peut-on les lier ? »

Bourses d'études

 Bourse Joseph-Armand-Bombardier du CRSH d'une durée de 3 ans (mai 2017- mai 2020) pour le projet doctoral

Edouard HABIB

Bourses

- Bourse d'excellence de doctorat 2019-2020 du Hub Santé : Politiques, organisations et droit (H-Pod) : <u>lien</u>
- Bourse de mobilité du Programme d'aide au rayonnement du savoir étudiant des cycles supérieurs (PARSECS) de la FAECUM, pour un congrès au Gabon

Communication

- Rapporteur du VII° Congrès AIICM à Libreville, Gabon : « Médecine personnalisée en Afrique : rencontres pour une santé mondialeH », <u>lien</u>
- « Precision Health Governance », communication dans le cadre de la journée « *Tout'l'kit for IA / Toolkit for IA* » organisée par IVADO et l'IRCM (Institut de recherche clinique de Montréal), le 11 octobre 2019
- « Health Data Governance », Conférence d'inauguration et au séminaire international associé du « Beijing Institute of Technology (BIT)-UDEM Joint Laboratory for Data Governance », Beijing, 1er Novembre 2019

Publications

- « La gouvernance de l'innovation en santé : le nécessaire renouveau de la recherche en droit », dans Violaine LEMAY (dir.), *Journal de la relève en droit*, en attente d'informations sur la publication
- *SANTÉ MONDIALE : Soutenir le mouvement de personnalisation en santé / Livre Blanc pour l'Afrique : Médecine des 4P, recherche et formation*, octobre 2019, (équipe de rédaction)
- HABIB E., LEMAY V., « Le rôle du droit et l'éthique dans une intégration adéquate de la médecine de précision ou médecine des "4P" au Gabon et en Afrique sub-

saharienne »

• HABIB E., LAROUCHE P., «La gouvernance des techniques d'édition du génome : CRISPR-Cas9 en tant que plateforme ? », en attente du numéro spécial *Lex Electronica* sur la standardisation en santé, 2019.

Caroline JONNAERT

Bourses d'études

- Bourse de recherche en intelligence artificielle, octroyée par la Faculté de droit de l'Université de Montréal (2019)
- Bourse du Programme d'aide au rayonnement du savoir étudiant des cycles supérieurs (PARSEC), octroyée par la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM, 2019)

Publications

- "Artificial Intelligence and Canadian Copyright: The Quest for an Author", *Católica Law Review* à paraître dans le numéro de mai 2020.
- « Intelligence artificielle et droit d'auteur : un antagonisme ? », (2019) National, Revue de l'Association du Barreau canadien.

- « Artificial Intelligence and Copyright: The Quest for an Author », présentation donnée dans le cadre du colloque *Católica Graduate Legal Research Conference 2019* (Lisbonne), Septembre 2019.
- Caroline JONNAERT, Ana Gray RICHARDSON-BACHAND et Ileana TISMANARIU, «Licensing in the entertainment industry», panel du 5th Pan-American LES YMC, Juillet 2019.
- « Intelligence artificielle et droit d'auteur : le dilemme canadien », présentation donnée dans le cadre de l'événement *Rendez-vous IA Québec* (Québec), Avril 2019.

Laurence LARGENTÉ

Publication

« La réforme de l'agence canadienne du médicament et des technologies de la santé: repenser la gouvernance à la lumière de l'Agence européenne du médicament », dans Les nouveaux enjeux de la politique pharmaceutiques européenne: pour les produits de santé sûrs, innovants et accessibles, Journée Louis Dubouis, Les actes de la Revue du droit de l'Union européenne, Édition Clément Juglar, janvier 2019

Conférences

Organisatrice

- « Le droit, la justice et l'opéra », Conférencier Patrick WACHSMANN, professeur de droit, Université de Strasbourg, Laboratoire de cyberjustice, 6 mai 2019
- « Les femmes dans le milieu de la recherche : perspectives pluridisciplinaire », dans le cadre de la journée internationale de la femme, Pavillon André Aisenstadt, UdeM, 13 mars 2019

Répondante

- « La collaboration interprofessionnelle en santé et le droit : peut-on les lier? », conférence donnée par Marie-Andrée Girard, cycle de conférences « Droit au menu », Faculté de droit, UdeM, 29 octobre 2019
- «L'état de droit et l'opéra», 5@7 causerie organisé par le comité Pass'Art, conférence donnée par l'honorable Anne-Marie Trahan, Librairie Olivieri, 28 mars 2019
- « Les femmes dans le milieu de la recherche : perspectives pluridisciplinaire », dans le cadre de la journée internationale de la femme, Pavillon André Aisenstadt, UdeM, 13 mars 2019
- «L'implantation des technologies en santé: apports et limites des nouvelles approches », conférence donnée par Cécile Petitgand, cycle de conférences « Droit au menu », Faculté de droit, UdeM, 12 février 2019

Rodrigue OLOUDÉ

Bourse

- Bourse ponctuelle de soutien aux études doctorales (4 000 \$) Hiver 2019
- Bourse exceptionnelle de soutien financier (2 300 \$) Hiver 2019
- Bourses ponctuelles d'exemption des droits de scolarité supplémentaires (Hiver, Été et Automne 2019)

Karima SMOUK

Conférence

• 17th International Conference on Intellgence Artificial and Law (ICAIL 2019), 17 au 21 juin 2019, Montréal, Université de Montréal, (Organisatrice locale)

Jessica THIBAULT-HUBERT

Bourse

• Bourse Antonio-Lamer de la Faculté de droit de l'Université de Montréal pour un.e étudiant.e inscrit.e au 2e ou 3e cycle en droit

Conférence

 « La mondialisation et la précarisation des travailleurs du secteur informel : l'exemple du statut migratoire précaire des travailleuses domestiques immigrantes et ses effets sur la protection de leurs droits », communication dans le cadre du colloque *Le droit* international face aux nouveaux défis de l'immigration, Association étudiante des cycles supérieurs en science politique de l'UdeM, Montréal, 15 mars 2019

Publications

• « L'application prospective de l'approche des *capabilités* : une approche complémentaire au droit pour améliorer l'effectivité du droit chez les travailleuses domestiques migrantes », (2019) 24 Lex-electronica 1-30

Hannes WESTERMANN

- Presentation: Using Factors to Predict and Analyze Landlord Tenant Decisions to Increase Access to Justice, 32nd International Conference on Legal Knowledge and Information Systems, Madrid, December 2019,
- Organiser & Moderator: Legal Text Analysis using AI Chapter 1, Prof Jackie Cheung, Montréal, December 2019.
- Presentation & Panelist: Direct-to-the-Public Automated Legal Tools Panel Discussion, "Special Lectures 2019 – Innovation, Technology, and the Practice of Law, Toronto, November 2019.
- Presentation: Artificial Intelligence in the Legal Sector, McGill University, Montréal, November 2019.
- Presentation: Decision-support tools for judges and Evidence-based sentencing, "The 5th and 6th Workshop of the Droit Algorithmique project", Montréal, October 2019.
- Presentation & Panelist: Artificial Intelligence and Humanity: Annihilation or Integration?, "A. Jean de Grandpré Distinguished Speaker Series", Montréal, September 2019.
- Presentation: Using Factors to Predict and Analyze Landlord-Tenant Decisions to Increase Access to Justice, "17th International Conference on Artificial Intelligence and Law", Montréal, June 2019.
- Member of Program Committee, "3rd Workshop on Automated Semantic Analysis of Information in Legal Text (ASAIL 2019)", Montréal, June 2019.
- Presentation: Introduction to programming languages in law, "Annual Meeting of the Autonomy through Cyberjustice Technologies (ACT) Project", Montréal, June 2019.
- Presentation: AI for legal decision-making support: Behind the facade, "Cyberjustice Laboratory Summer School 2019 – Legal perspectives on artificial intelligence and Cyberjustice", Montréal, June 2019.
- Chair & Speaker, "JusticeBot Workshop at IVADO", Montréal, April 2019.
- Presentation: Using Artificial Intelligence to predict legal case outcomes, "Legal Data Mining Conference", Paris, March 2019.
- Panelist, discussion: Where do we go from here?, "An Open Discussion on Online Dispute Resolution as a Public Service", Toronto, March 2019.
- Presentation: JusticeBot: Simplifying Access to Legal Information Using AI, "Graduate Law and Artificial Intelligence Conference 2019", Montréal, February 2019.
- Speaker, "Crime and Punishment in the Age of Artificial Intelligence", Montréal, February 2019.

Publications

- Hannes WESTERMANN, Jaromír ŠAVELKA, Vern R. WALKER, Kevin D. ASHLEY and Karim BENYEKHLEF, "Computer-Assisted Creation of Boolean Search Rules for Text Classification in the Legal Domain", *In Proceedings of JURIX 2019*, Spain, 10 pages: http://ebooks.iospress.nl/volumearticle/53660 [Best Student Paper award]
- Hannes WESTERMANN, Vern R. WALKER, Kevin D. ASHLEY and Karim BENYEKHLEF.
 2019. "Using Factors to Predict and Analyze Landlord Tenant Decisions to Increase Access to Justice." In Proceedings of ICAIL '19, Montreal, Québec, 2019, 10 pages: https://doi.org/10.1145/3322640.3326732

Ledy ZANNOU

Bourses

- Hiver 2019: Bourse d'excellence Coop Droit (1 000\$)
- Hiver 2019 : Bourse d'excellence Jacques Frémont (10.000\$)
- Automne 2019 : Bourse de mobilité (1500\$)
- Automne 2019 : Bourse d'excellence au doctorat (Bourse triennale Versement de 2019 : 6000\$)

Publications

• «Le couple justice et technologies : lune de miel ou lune de fiel?», (2019) 24 *Lexelectronica* 1-21, en ligne : <u>Le couple justice et technologies : lune de miel ou lune de fiel?</u>

- «L'algorithme au volant : qui répond de quoi?», Colloque 2e Rencontres des Jeunes Chercheurs Droit et Numérique sous le thème : «L'intelligence artificielle» Panel 4 : IA et ville de demain, 24 mai 2019 (voir le <u>lien</u>)
- « Heurs et malheurs du consommateur numérique en Afrique de l'Ouest », Colloque international de la Recherche, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (Mali), Novembre 2019

Annexe 4 : Liste des chercheurs aux études supérieures

Par ailleurs, le CRDP s'est doté d'une mission de soutien aux étudiants de maîtrise et de doctorat dirigés ou codirigés par ses professeurs chercheurs. Grâce à la conduite de projets de recherche subventionnés, les chercheurs postdoctoraux et les étudiants des cycles supérieurs peuvent éventuellement intégrer l'une des équipes de recherche du Centre en y occupant un poste d'agent ou d'assistant de recherche. Depuis longtemps, les étudiants LLM ou PhD peuvent compter sur un soutien financier en intégrant des équipes de recherche et travailler sur des thèmes connexes à leur sujet de thèse ou de mémoire. Notons que cette approche où l'étudiant participe à un projet de recherche est une tradition de longue date au CRDP. En effet, le fait de participer à une pareille organisation constitue un stimulant dont les étudiants bénéficient les uns par rapport aux autres.

Chercheur-e-s postdoctorant-e-s

Nom	Prénom	Titre Projet	Directeur	Admission
CADDEDU	Stéphanie	Les stratégies et les structures organisationnelles supportant les innovations dites « bottom-up » dans le système de santé au Canada	RÉGIS, C., DENIS, JL.	2019
CARRÉ	Dobah	Intelligience artificielle et santé	GAUTRAIS V., RÉGIS C.	2018
DEVULSKY	Alessandra	"Pachoukanis, Althusser, l'École de Francfort et l'université: quelles connaissances fabriquent demain?"	LEMAY V.	2016
FRISET	Alice	Émergence des nouvelles normes juridiques	NOREAU P.	2018
JEAN-BOUCHARD	Évelyne	Le rôle et la place des femmes au sein des instances de gouvernance autochtone au Québec	NOREAU P., GENTELET K.	2018
MENG	Yu	Artificial Intelligence and Law	GAUTRAIS V.	2019
PETITGAND	Cécile	L'implantation des outils d'intelligence artificielle dans les centres hospitaliers universitaires du Québec	RÉGIS, C., DENIS, JL.	2018

Liste des chercheur-e-s au doctorat

Nom	Prénom	Titre Projet	Directeur	Admission
AÉCIO	Bandeira	La justice face au mouvement des Sans terre au Brésil	NOREAU P.	2018
AOUIMRI	Amel	Le principe québécois de l'impartageabilité de la réserve des coopératives non financières : discussion critique autour du maintien ou de la suppression	LEMAY V.	2012
AZEBOVE TETANG	GUY	Le transfert et la greffe des normes constitutionnelles en contexte constitutionnel africain	GAUDREAULT DESBIENS J.F. NOREAU P.	2015
BAGLINIÈRE	Laure	Renouveler le paradigme de la médiation pour améliorer la qualité en santé – Perspectives comparées France-Québec	REGIS C.	2014
BAUDIN	Laura	L'ONU et le maintien de la paix et de la sécurité internationales : la question de l'encadrement juridique des cyber-attaques en droit international public	BENYEKHLEF K.	2014
BAYANI	Aryan	Artificial Intelligence and Law	BENYEKHLEF K.	
BEN MATOUG	Khadija	Le principe d'une responsabilité sociétale des entreprises transnationales.	GAUDREAULT- DESBIENS JF.	2014
BERTHE	Moussa	L'adéquation entre le droit OHADA et son environnement : le cas des télécommunications au Mali	NOREAU P.	2015
BLAIS	Nathalie	Canada : préférence pour les garçons et discrimination envers les filles	LEMAY V. (co- directrice)	2013
BOLDUC	Andrée-Anne	Vers des parlements plus responsables. Processus d'internalisation et interactions normatives des règles	GAUDREAULT- DESBIENS JF.	2014

		déontologiques en milieu parlementaire		
BOSTANI	Fateme	Human Rights Social Representations in Elementary Schools: A comparative Study in Iran and Canada	LEMAY V. (co- directrice)	2015
CHAFFAÏ- PARENT	Shana	Le jeu du principe de la contradiction dans l'usage d'experts. Une proposition pour une meilleure interaction entre le droit processuel et le droit de la preuve dans l'instance civile québécoise à la lumière de l'expérience française. (Titre provisoire)	PICHÉ, C. (co- directrice)	2018
CHENEVERT	Jean-Philippe	Les récentes modifications normatives et leur effectivité quant à l'amélioration de la gouvernance sous l'angle de l'imputabilité	REGIS C.	2016
CHRYSOSTOME	Claire Joane	Adaptation des interventions auprès des survivantes de violences sexuelles en contexte de culture locale stigmatisante : Le cas des femmes et des filles de la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo et de Portau-Prince en Haïti	VIOLAINE V. (co)	2018
CORFMAT	Maelenn	L'encadrement juridique des données de santé – perspective comparée USA, Europe et Canada	RÉGIS C. (co- directrice)	2019
DEFOND	Juliette	L'Impérialisme du droit international humanitaire	LEMAY V. (co- directrice)	2013
DEMERS	Emmanuelle	Les incidences de l'intelligence artificielle du droit	BENYEKHLEF K.	2019
DIAMOND	Pierre-Simon	L'institutionnalisation du caucus des députés comme pilier du processus délibératif de l'adoption législative au Québec	NOREAU, P.	2016
FAU	Valentine	Construction juridique de la rationalité normative des droits de l'enfant	NOREAU P.	2014
FOURNIER	Julien	La connaissance d'office dans les litiges constitutionnels	PICHÉ C.	2018

GENÈVES	Victor	Normativités et usages judiciaires des technologies : l'exemple controversé de la neuroimagerie en France et au Canada	TRUDEL P.	2013
GIRARD	Marie- Andrée	Les mythes légaux sur la pratique interprofessionnelle chez les professionnels de la santé : état des lieux et projet de démystification par l'éducation	REGIS C.	2015
GIUGNATICO	Ida	Construction d'une épistémologie critique pour la recherche interdisciplinaire à des fins d'action et proposition de deux modèles d'application —intelligence artificielle et médecine personnalisée	LEMAY V.	2016
GOABIN	Ginette	Acteurs armés non étatiques et respect des droits de l'enfant en période de conflits armés internes: quelles perspectives?	LEMAY V.	2014
НАВІВ	Edouard	Droit « à » la santé et régulation de l'innovation en France et au Québec : Étude comparée pour une nécessaire réconciliation	RÉGIS C. DENIS JL. (co-directeurs)	2019
HASHEMILALE HABADI	Saeed	The governance of submarine pipelines in the Artcic Ocean	TREMBLAY H.	2016
JONNAERT	Caroline	Intelligence artificielle et droit d'auteur : le dilemme canadien	GENDREAU, Y.	2017
KALDAS	Marian	Interdisciplinary Inventory of Anti- Corruption Solutions: Towards a Better Anti-Corruption Strategy adapted to Egypt's Context	LEMAY V.	2014
KONINA	Anastasia	Masters of Their Own Computers? Rethinking Judicial Independence at the Intersection of Law and Technology	BENYEKHLEF K. VERMEYS N.	2016
LARGENTÉ	Laurence	L'analyse du risque dans le domaine du médicament : approche comparée du droit européen et droit canadien	MOLINARI P.	2007
LARROUQUÈRE	Vincent	La réforme de la fiscalité locale au Québec : Essaie d'une théorie normative de l'impôt	PROVENCHER A.	2016

LEMAIRE	Christine	Paradoxes, résistances et crises : étude des effets de l'accélération, du néolibéralisme et du féminisme sur le rapport au temps des avocates et avocats en pratique privée au Québec	LEMAY V.	2014
MARCHAND	Manon	Quête de motivation et d'inspiration en période de crise et de perte de sens : exploration du thème de Venise comme expérience artistique et transculturelle	LEMAY V. (co- directrice)	2013
MARKIEWITZ	Sarah	L'archivage des données d'entreprise	VERMEYS N.	2014
MATHEVET	Eric	Enjeux juridiques du webshoring	GAUTRAIS, V. (co- directeur)	2016
NZALÉ TCHASSEM	Raymond	La compensation pour les préjudices écologiques causés par la pollution par les hydrocarbures en droit international de la mer	TREMBLAY H.	2019
OLOUDE	Rodrigue	Les Nations-Unies et l'effectivité de la responsabilité de protéger	COHEN M.	2019
PAPINEAU	Christelle	Droit processuel des monnaies virtuelles au travers des droits français, nord-américain (Canada et États-Unis), Chinois et musulman	BENYEKHLEF K.	2015
PARENT	Valérie	Le concept d'humanité en droit international	BENYEKHLEF K.	2015
POÉRI	Grâce Perside	Les enfants dits « microbes » en Côte d'Ivoire : approche humanitaire sur les défis, enjeux et perspectives pour ne intervention de protection de l'enfant	LEMAY V. (co- directrice)	2016
PORCIN-RAUX	Adriane	La mise en concurrence des sociétés de gestion collective des droits d'auteur	GAUTRAIS V.	2008
RICHARD- GÉRARD	Lucas		PROVENCHER A.	2017
SABBAGH	Paul	L'abus de droit en procédure civile	PICHÉ C.	2015

SAINT-DENIS	Amélie	La place de l'Autre : l'influence des sciences humaines et sociales dans le processus judiciaire et décisionnel de la Cour du Québec, chambre de la jeunesse	LEMAY V.	2013
SARAGA	Albert	Les organismes communautaires de Montréal face au vieillissement et à la précarité des personnes toxicomanes : perspectives des intervenants et des usagers	LEMAY V. (co- directrice)	2013
SASSI	Kenza	Preuve et documentation technologique	GAUTRAIS, V.	2018
SMOUK	Karima	L'utilisation militaire et stratégique des nouvelles technologies : étude critique du droit	BENYEKHLEF K.	2013
THERRIEN	Cristiano	L'utilisation des données ouvertes et personnelles dans les applications de <i>Big Data</i> et <i>Cloud Computing</i> pour des villes intelligentes	TRUDEL P.	2013
THIBAULT- HUBERT	Jessica	Les effets de l'abolition de l'obligation de résidence chez l'employeur sur les droits fondamentaux des travailleuses domestiques migrantes	PROVENCHER A.	2017
TOURÉ	Boubacar	Droit consensuel social	NOREAU P.	2013
WANG	Quingya (Christy)	Fintech	GAUTRAIS V.	2017
WESTERMANN	Hannes	Increasing access to justice by using artificial intelligence to interpret case law	BENYEKHLEF K.	2018
WU	Huishu	Auditing the Audit : Privacy Documentation	GAUTRAIS V.	2017
XINGTONG	Sha	Les actions collectives en droit de l'innovation	PICHÉ C.	2019
ZANNOU	Ledy Rivas	Les enjeux juridiques de la consommation mobile en Afrique	GAUTRAIS V.	2017

ZUMSTEIN Marie L'intelligence artificielle et les droits humains RÉGIS C. 20
--

Chercheur-e-s à la maitrise

Nom	Prénom	Titre Projet	Directeur	Admission
ADOM'MEGAA	Prudencio Selly	La protection de la vie privée dans la lutte contre le terrorisme au Canada : évolution ou révolution	VERMEYS N.	2015
ALVARES BATISTA	Diana	Projection des renseignements personnels des enfants	GAUTRAIS, V.	2017
AMRI	Oumeima	L'administration de la preuve par le juge d'appui en droit de l'arbitrage international	PICHÉ C.	2017
ARTIGAUD	Cécile	Changement climatique et développement des hydrocarbures dans l'Arctique : pour l'harmonisation de l'évaluation environnementale	TREMBLAY H.	2018
BARBACH	Aya	La responsabilité des « privacy Officers »	GAUTRAIS, V.	2018
BEAUMIER	Simon	La coopération en procédure civile	PICHÉ C.	2015
BIGRAS	Élisabeth	La preuve dans les litiges internationaux	PICHÉ C.	2017
BOND ROUSSEL	Geneviève	Le « profilage discriminatoire » basé sur les « convictions politiques » de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec : un concept à définir dans le cadre d'une discussion interdisciplinaire	GAUDREAULT- DESBIENS JF.	2012
CARRIER	Alexandre	Obligation de consultation de la Couronne envers les peuples autochtones en droit canadien : quelles sont les possibilités de délégation de l'obligation du promoteur ?	TREMBLAY H. (co-directeur)	2015
CHEIK	Soura	Violations des droits des communautés sur fond de terrorisme conflits intercommunautaires : enjeux de la mise en œuvre d'un cadre juridique effectif des droits des minorités et protections des droits des minorités	COHEN M.	2019
CHEN	Elizabeth	Global Supply Chain Cybersecurity: Extra- Contractual Measures to Mitigate Third Party Risk	GAUTRAIS, V.	2019
CHEVALIER	Michael	Les enjeux juridiques de l'apparition de nouveaux modèles d'affaires basés sur la commercialisation des données	TRUDEL P.	2013

CRÉMISI	Chloé	Droit d'auteur et protection de la vie privée	GENDREAU Y.	2015
DÉCARIE	Jean- Sébastien	Le cadre juridique applicable à une infrastructure sous forme de service (IaaS) dans le milieu universitaire	VERMEYS N.	2015
DENEAULT- ROUILLARD	William	La vie privée à l'ère des données massives nourrissant l'IA : de la dérive, passant par le consentement à la conciliation	GAUTRAIS, V.	2018
DOSTIE-NICOL	Marilou	L'arbitrage intérimaire en droit québécois et comparé	PICHÉ C.	2018
DU PERRON	Simon	L'encadrement juridique de l'exploitation des mégadonnées au Québec	VERMEYS N.	2019
FLORESTAL	Maguy	La diffamation sur internet	TRUDEL P.	2015
FRANCES	Clémence	La responsabilité civile des acteurs du contrat intelligent	VERMEYS N.	2018
FRASER	Ludovic	Analyse comparative des pouvoirs et limitations des agences canadiennes et américaines de réglementation de l'énergie quant à la tarification des services publics dans le contexte de la nouvelle Politique énergétique 2030 du Québec	TREMBLAY H.	2016
FROUNDJIAN	Nareg	La pertinence d'un régime d'exception pour les intermédiaires de l'Internet à l'ère de la désinformation	VERMEYS N.	2015
GÉLINAS	Martin	"Le traitement juridique de la discrimination algorithmique"	GAUTRAIS, V.	2018
GODOY	Maria Ivone	La reconnaissance juridique des contrats intelligents face à la règlementation globale des technologies	BENYEKHLEF K.	2018
HÉBERT	Marie- Hélène	"Vaccin VPH : étude comparative des étapes de mise en marché au Canada et en France"	LEROUX T.	2014
HELLI	Ghiles	La sécurité de l'information à l'ère des regtechs	VERMEYS N.	2018
LANCTÔT	Aurélie	La réception de l'œuvre Force de Loi de Dérida en droit nord-américain	NOREAU P.	2017
LANCTÔT	Elisabeth	Le châtiment corporel des enfants : quelles suites de l'arrêt <i>Canadian Foundation</i> ?	LEMAY V.	2016

		1		
LANGLOIS	Vincent	Impact et prévalence des délais de justice en droit québécois	NOREAU P. (co-directeur)	2017
LIKONGO	Yani	Le contrat psychologique en milieu de travail : qu'en penser en droit?	LEMAY V.	2013
LONGHAIS	Sylvain	Sur le statut juridique des données	BENYEKHLEF K.	2019
MBENGUE	Amadou	Les mutations dans le droit et la régulation des télécommunications au Sénégal	TRUDEL P.	2014
MCKENNA	Caroline	La responsabilité de l'État dans les cas de syndrome alcolo-feotal	LEMAY V.	2009
MENDOZA	Juan Jhon		COHEN M.	2019
MORTON	Élodie	Emploi et IA	BENYEKHLEF K.	2019
NEJAD	Masha		RÉGIS C.	2018
OLOFSON	Danielle	Droit à la vie privée des employés	TRUDEL P.	2014
OMANN	Alexandre	La non-reconnaissance des relations polyamoureuses dans les lois fiscales dans une perspective d'égalité	PROVENCHER A.	2018
OUIMET	Marie- France	Réflexion critique sur les risques afférents à la relativisation des droits de l'enfant en protection de la jeunesse : les signalements discrétionnaires et obligatoire dans la Loi sur la protection de la jeunesse et le Code de déontologie des avocats	LEMAY V.	2016
PARMAR	Zahra	Une approche de droit comparée des notions de « mandataire » en droit civil et « agent » en common law, dans une perspective fiscale	PROVENCHER A.	2019
POIRIER	Isabel	Publicité en ligne	GAUTRAIS V.	2016
PRUD' HOMME	Benjamin	Obstacles intellectuels à l'interdisciplinarité en faculté de droit et besoins juridiques croissants d'une théorisation du jeu complémentaire des normativités de sciences humaines et sociales : l'exemple de l'obligation juridique	LEMAY V.	2015
ROBERT	Marie- Christine	Droit à l'oubli	GAUTRAIS V.	2014
ROUHANA	Jad	La sécurité des renseignements personnels dans l'exploitation des assistants vocaux	VERMEYS N.	2018

SAMPAIO- MOREIRA	Gabriela	Analyse sur l'utilisation de données sensibles pour la radicalisation massive lors des élections brésiliennes de 2018	VERMEYS N.	2019
SANCHEZ	Luka	Analyse de la liberté du juge et de ses limites dans un contexte de cyberjustice	VERMEYS N.	2019
SELLY ADOM'MEGAA	Prudencio	La protection de la vie privée dans la lutte contre le terrorisme au Canada : Évolution ou révolution	VERMEYS N.	2015
SO	Florence	Causalité et raisonnement juridique	VERMEYS N.	2018
THIFFAULT- CHOUINARD	Nicolas	La preuve civile et les interactions avec les assistants vocaux, un point de vue comparé	PICHÉ C.	2018
YOUSRA NADÈGE	André	L'usage de la force et les femmes en droit international : analyse thématique et féministe des résolutions « femmes, paix et sécurité »	PROVENCHER A.	2015
ZHEZHERUN	Yuliia	The Right to Privacy through the Development of Smart Technologies: How our Personal Health Data is Affected	VERMEYS N.	2019